EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :

	Zone franç ^e et Tanger	FRANCE et Colonies	ETRANGER
8 MOIS.....	15 fr.	18 fr.	36 fr.
6 MOIS.....	25 »	30 »	60 »
1 AN.....	40 »	50 »	100 »

ON PEUT S'ABONNER :

A la Résidence de France, à Rabat.
 à l'Office du Protectorat du Maroc, à Paris
 et dans tous les bureaux de poste.
 Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

ÉDITION FRANÇAISE

Hebdomadaire

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
 Résidence Générale de France à Rabat (Maroc)

Pour les abonnements et les annonces, s'adresser
 à la Direction du *Bulletin Officiel*.

Les mandats doivent être émis au nom de M. le
 Trésorier Général du Protectorat. Les paiements
 en timbres-poste ne sont pas acceptés.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales
 réglementaires
 et judiciaires } La ligne de 27 lettres
 1 franc 50

Arrêté résidentiel du 13 mai 1922 (B. O. n° 499
 du 16 mai 1922).

Pour les annonces-réclames, s'adresser à
 l'agence Havas, boulevard de la Gare, à Casa-
 blanca.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

	Pages
Dahir du 11 mars 1927/7 ramadan 1345 rendant applicable en zone française de l'Empire chérifien la loi du 3 décembre 1926 modifiant les articles 419, 420 et 421 du code pénal.	713
Dahir du 16 mars 1927/12 ramadan 1345 portant concession aux djemâas des Aoukla et des Zouaiat d'une parcelle domaniale sise au lieu dit « Adir de Guertit » (région du Rabr)	714
Arrêté viziriel du 8 mars 1927/4 ramadan 1345 annulant l'attribution provisoire d'une parcelle domaniale à un ancien combattant marocain.	715
Arrêté viziriel du 14 mars 1927/7 ramadan 1345 portant nomination de M. Broc Martial, au grade de lieutenant commandant la compagnie de sapeurs-pompiers de la ville de Fès.	715
Arrêté viziriel du 11 mars 1927/7 ramadan 1345 portant incorporation au domaine public d'un chemin privé aboutissant au P. K. 126 + 589,50 de la route n° 4 et appartenant à M. Pagnon.	715
Arrêté viziriel du 15 mars 1927/11 ramadan 1345 relatif au recrutement des vérificateurs auxiliaires des poids et mesures.	716
Arrêté viziriel du 15 mars 1927/11 ramadan 1345 portant application de la taxe urbaine à Ber Rechid.	716
Arrêté viziriel du 15 mars 1927/11 ramadan 1345 relatif à la contre-visite que doivent subir au Maroc les agents nouvellement recrutés.	717
Arrêté viziriel du 16 mars 1927/12 ramadan 1345 portant fixation, pour l'année 1927, de décimes additionnels au principal de la taxe urbaine et de l'impôt des patentes.	717
Arrêté viziriel du 16 mars 1927/12 ramadan 1345 autorisant l'acquisition par le domaine privé de l'Etat d'un terrain sis à Khémisset.	718
Arrêté viziriel du 16 mars 1927/12 ramadan 1345 homologuant les opérations de délimitation de la forêt de l'oued Grou (massif forestier de Camp-Marchand).	718
Ordre du général commandant supérieur des troupes du Maroc portant interdiction en zone française de l'Empire chérifien du journal « Wadi M'Zab ».	718
Arrêté du directeur général des travaux publics réglementant la circulation sur le pont mixte de Mechra bel Ksiri.	719
Autorisations d'association.	719
Autorisations de loterie.	719
Nominations de chefs et d'adjoints aux chefs des services municipaux.	720
Nominations, promotions et démissions dans divers services.	720

PARTIE NON OFFICIELLE

Liste des permis de recherches déchués (expiration des 3 ans de validité).	722
Liste des permis de recherches déchués (expiration des 8 ans de validité).	722

Liste des permis de recherches annulés à la suite de renonciation ou de non-paiement des redevances annuelles.	722
Liste des permis de prospection accordés pendant le mois de mars 1927.	722
Liste des permis de recherches de mine accordés pendant le mois de mars 1927.	723
Renseignements statistiques hebdomadaires des chemins de fer.	724
Propriété Foncière. — Conservation de Rabat : Extraits de réquisitions n° 3600 à 3613 inclus ; Extrait rectificatif concernant la réquisition n° 3193 ; Avis de clôtures de bornages n° 2365, 2545, 2570, 2584, 2617, 2631, 2849, 2960, 2962, 3021 et 3023. — Conservation de Casablanca : Extraits de réquisitions n° 10104 à 10143 inclus ; Extraits rectificatifs concernant les réquisitions n° 4489 et 9176 ; Nouvel avis de clôture de bornage n° 4489 ; Avis de clôtures de bornages n° 5798, 6202, 6938, 6939, 7009, 7383, 7644, 7791, 7926, 8116, 8117, 8118, 8119, 8375, et 8748. — Conservation d'Oujda : Extraits de réquisitions n° 1758 à 1764 inclus. — Conservation de Marrakech : Extraits de réquisitions n° 1296 à 1301 inclus ; Avis de clôtures de bornages n° 810, 811, 812, 839, 932 et 1127. — Conservation de Meknès : Erratum concernant la réquisition n° 731 ; Extraits de réquisitions n° 962 à 970 inclus ; Erratum concernant l'avis de clôture de bornage n° 446 ; Nouveaux avis de clôtures de bornages n° 214 et 353 ; Avis de clôtures de bornages n° 466, 472, 473, 474, 716, 717, 718, 719, 721, 722 et 793.	724
Annonces et avis divers.	745

PARTIE OFFICIELLE

DAHIR DU 11 MARS 1927 (7 ramadan 1345)
 rendant applicable en zone française de l'Empire chérifien la loi du 3 décembre 1926 modifiant les articles 419, 420 et 421 du code pénal.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever
 et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont applicables en zone française de Notre Empire les dispositions de la loi du 3 décembre

1926 modifiant les articles 419, 420 et 421 du code pénal, dont le texte est annexé au présent dahir.

ART. 2. — Les faits prévus et punis par les articles 419, 420 et 421 précités du code pénal seront de la compétence exclusive des juridictions françaises de Notre Empire. Ils seront jugés en premier ressort par les tribunaux de première instance.

*Fait à Rabat, le 7 ramadan 1345,
(11 mars 1927).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 mars 1927.

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG*

* * *

LOI

modifiant les articles 419, 420 et 421 du code pénal.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté ;

Le Président de la République française promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 419 et 420 du code pénal sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Article 419. — Tous ceux :

« 1° Qui, par des faits faux ou calomnieux semés sciemment dans le public, par des offres jetées sur le marché à dessein de troubler les cours, par des suroffres faites aux prix que demandent les vendeurs eux-mêmes, par des voies ou moyens frauduleux quelconques ;

« 2° Ou qui, en exerçant ou tentant d'exercer, soit individuellement, soit par réunion ou coalition, une action sur le marché dans le but de se procurer un gain qui ne serait pas le résultat du jeu naturel de l'offre et de la demande ;

« Auront, directement ou par personne interposée, opéré ou tenté d'opérer la hausse ou la baisse artificielle du prix des denrées ou marchandises ou des effets publics ou privés,

« Seront punis d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 2.000 à 100.000 francs.

« Le tribunal pourra, de plus, prononcer contre les coupables la peine de l'interdiction de séjour pour deux ans au moins et cinq ans au plus. »

« Article 420. — La peine sera d'un emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de 5.000 à 150.000 francs si la hausse ou la baisse ont été opérées ou tentées sur des grains, farines, substances farineuses, denrées alimentaires, boissons, combustibles ou engrais commerciaux.

« L'emprisonnement pourra être porté à cinq ans et l'amende à 200.000 francs s'il s'agit de denrées ou marchandises qui ne rentrent pas dans l'exercice habituel de la profession du délinquant.

« Dans les cas prévus par l'article 420, l'interdiction de séjour qui pourra être prononcée sera de cinq ans au moins et de dix ans au plus. »

ART. 2. — L'article 421 (nouveau) du code pénal sera rédigé ainsi qu'il suit :

« Dans tous les cas prévus par les articles 419 et 420,

le tribunal pourra prononcer contre les coupables l'interdiction des droits civiques et politiques.

« En outre, et nonobstant l'application de l'article 463, il ordonnera que le jugement de condamnation sera publié intégralement ou par extrait dans les journaux qu'il désignera et affiché dans les lieux qu'il indiquera, notamment aux portes du domicile, des magasins, usines ou ateliers du condamné, le tout aux frais du condamné, dans les limites du maximum de l'amende encourue.

« Le tribunal fixera les dimensions de l'affiche, les caractères typographiques qui devront être employés pour son impression et le temps pendant lequel cet affichage devra être maintenu.

« Au cas de suppression, de dissimulation ou de lacération totale ou partielle des affiches ordonnées par le jugement de condamnation, il sera procédé de nouveau à l'exécution intégrale des dispositions du jugement relativement à l'affichage.

« Lorsque la suppression, la dissimulation ou la lacération totale ou partielle aura été opérée volontairement par le condamné, à son instigation ou par ses ordres, elle entraînera contre celui-ci l'application d'une peine d'emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 100 à 2.000 francs. »

ART. 3. — Dans tous les cas prévus à l'article 1^{er} de la présente loi, le tribunal ne pourra être saisi que par le renvoi qui lui sera fait conformément aux dispositions de l'article 130 du code d'instruction criminelle.

Si, au cours de l'instruction, le juge décide de recourir à une expertise, il sera adjoint à l'expert désigné par le juge d'instruction un expert choisi par l'inculpé si celui-ci en fait la demande.

En cas de désaccord entre les experts, un tiers expert sera désigné par le juge d'instruction, dont l'ordonnance de renvoi sera, dans tous les cas, motivée.

ART. 4. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 3 décembre 1926.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,
LOUIS BARTHOU.*

DAHIR DU 16 MARS 1927 (12 ramadan 1345)
portant concession aux djemâas des Aoukla et des Zouaïat d'une parcelle domaniale sise au lieu dit « Adir de Guertit » (région du Rab).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Nous concédons en toute propriété gratuitement et à titre collectif aux djemâas des Aoukla et

des Zouaïat une parcelle domaniale de cent cinquante-six hectares environ (156 ha.), teintée en rose au plan annexé au présent dahir, sise au lieu dit « Adir de Guertit », région civile du Rab.

Fait à Rabat, le 12 ramadan 1345,
(16 mars 1927).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 mars 1927.

Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 8 MARS 1927

(4 ramadan 1345)

annulant l'attribution provisoire d'une parcelle domaniale à un ancien combattant marocain.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 27 décembre 1919 (4 rebia II 1338) relatif à l'attribution de terres domaniales aux anciens combattants marocains, et, notamment son article 5, paragraphe 2 ;

Vu l'arrêté viziriel du 27 décembre 1919 (4 rebia II 1338) pris pour l'exécution du dahir susvisé ;

Considérant que l'ancien combattant Mohamed ben Lhassen, attributaire d'une parcelle domaniale, est décédé,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est annulée l'attribution domaniale ci-après indiquée, prononcée par l'arrêté viziriel du 24 juillet 1925 (2 moharrem 1344) :

Nom du hied	Superficie	Région	Nom de l'attributaire
1/2 Feddan Bar Nimoun irrigué par le sarro de la Mesasouia c. l'Adia	10 ha. 1/2	Marrakech.	Mohamed ben Lhassen.

ART. 2. — Le directeur général des affaires indigènes et le directeur général des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 4 ramadan 1345,
(8 mars 1927).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 mars 1927.

Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 11 MARS 1927

(7 ramadan 1345)

portant nomination de M. Broc Martial au grade de lieutenant commandant la compagnie de sapeurs-pompiers de la ville de Fès.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 9 mars 1917 (15 joumada I 1335), organisant le corps des sapeurs-pompiers, modifié par les

dahirs du 12 juin 1920 (24 ramadan 1338) et du 17 mai 1924 (12 chaoual 1342) ;

Vu l'arrêté viziriel du 20 juillet 1921 (13 kaada 1339) constituant une compagnie de sapeurs-pompiers à Fès ;

Sur la proposition du pacha de la ville de Fès,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — M. Broc Martial, commis stagiaire aux services municipaux de Fès, est nommé lieutenant commandant de la compagnie de sapeurs-pompiers de la ville de Fès.

ART. 2. — Le pacha de la ville de Fès est chargé de l'exécution du présent arrêté qui aura effet à compter du 1^{er} janvier 1927.

Fait à Rabat, le 7 ramadan 1345,
(11 mars 1927).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 mars 1927.

Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 11 MARS 1927

(7 ramadan 1345)

portant incorporation au domaine public d'un chemin privé aboutissant au P. K. 126 + 589,50 de la route n° 4 et appartenant à M. Pagnon.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 (7 chaabane 1332) sur le domaine public, modifié et complété par le dahir du 8 novembre 1919 (14 safar 1338) et, notamment, les articles 1^{er}, paragraphe i, et 7 ;

Vu le plan au 1/1000^e dressé le 12 novembre 1926 par le service des travaux publics sur lequel est reportée l'emprise d'un chemin privé appartenant à M. Pagnon, colon à Meknès, et dont l'incorporation au domaine public, entre les P. K. 1 + 370,50 et 2 + 096,50 (point d'aboutissement au P. K. 126 + 589,50 de la route n° 4) est demandée par divers colons usagers de ce chemin ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte du 10 décembre 1926 au 10 janvier 1927 dans le territoire de contrôle civil de Meknès-banlieue ;

Vu le procès-verbal de la commission d'enquête, en date du 27 janvier 1927 ;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est incorporée au domaine public, comme chemin de colonisation, avec une largeur d'emprise de 6 m. 50, la partie du chemin privé appartenant à M. Pagnon traversant sa propriété dite « Domaine de Toulal » et comprise entre les P. K. 1 + 370,50 et 2 + 096,50 (point d'aboutissement au P. K. 126 + 589,50 de la route n° 4), conformément au plan au 1/1000^e annexé au présent arrêté.

ART. 2. — Un exemplaire du plan au 1/1000^e annexé au présent arrêté sera déposé dans les bureaux du contrôle ci-

vil de Meknès-banlieue et de la conservation de la propriété foncière de Meknès.

ART. 3. — Le directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 7 ramadan 1345,
(11 mars 1927).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 29 mars 1927.

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

**ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 15 MARS 1927
(11 ramadan 1345)**

**relatif au recrutement des vérificateurs auxiliaires
des poids et mesures.**

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 29 août 1923 (16 moharrem 1342) instituant le système décimal des poids et mesures dit « système métrique » ;

Vu l'arrêté viziriel du 3 décembre 1923 (23 rebia II 1342), relatif à la vérification des poids et mesures,

ARRÊTÉ :

ARTICLE UNIQUE. — Par complément aux dispositions de l'arrêté viziriel susvisé du 3 décembre 1923 (23 rebia II 1342), le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation peut, lorsque les nécessités du service l'exigent, procéder à la nomination de vérificateurs auxiliaires des poids et mesures.

Ces agents prêtent serment dans la même forme que celle requise pour les vérificateurs titulaires.

Leurs attributions comprennent la vérification première et la vérification périodique définies aux articles 5 et 9 de l'arrêté viziriel précité du 3 décembre 1923 (23 rebia II 1342), à l'exclusion de la surveillance de la détention et de l'usage des poids et mesures et de celle du débit des marchandises qui se vendent au poids ou à la mesure, ces dernières attributions demeurant la prérogative des seuls vérificateurs titulaires.

Le droit de verbaliser en matière de poids et mesures est également réservé à ces derniers agents.

*Fait à Rabat, le 11 ramadan 1345.
(15 mars 1927).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 29 mars 1927.

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 15 MARS 1927

(11 ramadan 1345)

portant application de la taxe urbaine à Ber Rechid.

LE GRAND VIZIR,

Vu les articles 1^{er}, 3, 4 et 7 du dahir du 24 juillet 1918 (15 chaoual 1336) portant réglementation de la taxe urbaine ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et l'avis du directeur général des finances,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — La taxe urbaine est appliquée dans le centre de Ber Rechid à partir du 1^{er} janvier 1927.

ART. 2. — Le périmètre à l'intérieur duquel est établie la taxe urbaine (indiqué en rouge sur le plan annexé au présent arrêté) est défini comme suit :

Ligne droite allant de la borne kilométrique 41 de la route n° 7 de Casablanca à Marrakech, à la station de pompage de la pépinière ;

Ligne droite allant de la station de pompage de la pépinière au marabout de Sidi Zakour ;

Ligne droite allant du marabout de Sidi Zakour au carrefour des routes n° 7 (vers Marrakech) et n° 13 (vers Ben Ahmed) ;

Ligne droite allant de ce carrefour à la tranchée profonde fixant la limite sud de la casba et ses dépendances ;

Tranchée profonde fixant la limite sud de la casba et ses dépendances ;

Limites sud et ouest des emprises de la gare des chemins de fer du Maroc ;

Limites ouest de la voie normale jusqu'au passage à niveau du kilomètre 40,800 de cette voie ;

Ligne droite allant de ce passage à niveau à la borne kilométrique 41 de la route n° 7 de Casablanca à Marrakech.

ART. 3. — La valeur locative brute maxima des immeubles à exempter de la taxe, par application des dispositions du § 6 de l'article 4 du dahir susvisé du 24 juillet 1918 (15 chaoual 1336) est fixée à 120 francs.

ART. 4. — Sont désignés pour faire partie de la commission de recensement de la taxe urbaine prévue par l'article 7 du dahir précité du 24 juillet 1918 (15 chaoual 1336), MM. Pilet Charles, Cazes Marius, Hazan Mimoun, Si Mohamed ben el Heimeur.

ART. 5. — Le nombre des décimes d'Etat à ajouter en 1927 au principal de la taxe urbaine, par application de l'article 3 du dahir du 24 juillet 1918 (15 chaoual 1336), est fixé à dix (10).

*Fait à Rabat, le 11 ramadan 1345.
(15 mars 1927).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 29 mars 1927.

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 15 MARS 1927

(11 ramadan 1345)

relatif à la contre-visite que doivent subir au Maroc les agents nouvellement recrutés.

LE GRAND VIZIR,

Considérant qu'il y a des inconvénients à admettre des candidats dans l'administration chérifienne sur la simple production du certificat médical exigé par les règlements actuels et qui témoigne parfois d'une connaissance insuffisante du climat et des conditions de la vie au Maroc ; qu'il est de l'intérêt même des candidats de les prémunir contre les aléas que peut comporter leur installation permanente en ce pays ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et l'avis du directeur général des finances et du directeur de la santé et de l'hygiène publiques,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les candidats recrutés hors de la zone française de l'Empire chérifien pour tous emplois quelconques de l'administration locale doivent, préalablement à leur prise de fonctions et dans les conditions ci-dessous prévues, subir à leur arrivée en zone française une contre-visite médicale constatant leur aptitude physique à servir au Maroc.

Les candidats seront expressément avisés lors de leur recrutement, de la contre-visite à laquelle ils seront astreints à leur arrivée dans le Protectorat.

ART. 2. — Trois commissions seront constituées à cet effet, à Casablanca, Rabat et Oujda.

Chaque commission est composée comme suit :

- 1° Un représentant du chef de la région, président ;
- 2° Deux médecins désignés par le directeur de la santé et de l'hygiène publiques, membres.

La commission dont le secrétariat est assuré par les soins de la région, se réunit sur la convocation de son président, que saisissent directement les services intéressés.

La commission se prononce après avoir entendu le chef du service ou son délégué.

Le chef de la région transmet immédiatement aux administrations intéressées les résultats de l'examen médical.

ART. 3. — Les candidats qui n'auront pas été jugés aptes à servir au Maroc auront droit à la gratuité de leur voyage de retour.

ART. 4. — Les candidats recrutés au Maroc sont tenus de subir, avant leur incorporation, la contre-visite imposée aux candidats recrutés hors de la zone française.

ART. 5. — Les frais de contre-visite sont à la charge des candidats.

*Fait à Rabat, le 11 ramadan 1345,
(15 mars 1927).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 26 mars 1927.

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 16 MARS 1927

(12 ramadan 1345)

portant fixation, pour l'année 1927, de décimes additionnels au principal de la taxe urbaine et de l'impôt des patentes.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'article 3 du dahir du 24 juillet 1918 (15 chaoual 1336) portant réglementation de la taxe urbaine ;

Vu l'article 2 du dahir du 9 octobre 1920 (25 moharrem 1339) portant établissement de l'impôt des patentes ;

Vu l'arrêté résidentiel du 15 mai 1922 donnant au secrétaire général du Protectorat délégation permanente et générale des pouvoirs et attributions dévolus anciennement au directeur des affaires civiles ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et l'avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le nombre des décimes additionnels au principal de la taxe urbaine et de l'impôt des patentes à percevoir, en 1927, au profit des villes érigées en municipalités, est fixé comme suit :

	NOMBRE DE DÉCIMES				Patentes
	Taxe urbaine			Total	
	sans affectation spéciale	pour l'aso de balayage	ou rattachement de taxes diverses		
Casablanca	12	3	1	16	9
Oujda	10	4	»	14	6
Eès	12	3	»	15	9
Ouezzan	10	»	»	10	5
Meknès	8	8	»	16	8
Kénitra	10	»	»	10	5
Azemmour	8	8	»	16	8
Marrakech	9	6	»	15	»
Mogador	9	3	»	12	3
Sefrou	10	5	»	15	5
Mazagan	12	6	»	18	4
Rabat	10	6	»	16	10
Safi	10	6	»	16	7
Salé	12	5	»	17	10
Settat	13	2	»	15	15
Taza	12	8	»	20	12

*Fait à Rabat, le 12^e ramadan 1345,
(16 mars 1927).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 29 mars 1927.

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 16 MARS 1927

(12 ramsdan 1345)

autorisant l'acquisition par le domaine privé de l'Etat, d'un terrain sis à Khémisset.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien et, notamment, son article 21 ;

Après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le service des eaux et forêts est autorisé à acquérir pour le compte du domaine privé de l'Etat, moyennant le prix de vingt-trois mille six cent quatorze francs, cinquante-cinq centimes (23.614 fr. 55), un terrain de quatre mille sept cent vingt-deux mètres carrés, quatre-vingt-onze décimètres carrés (4.722 mq. 91), sis à Khémisset, appartenant à MM. Cambon et Vogelbach, à distraire par voie de morcellement de l'immeuble immatriculé sous le nom : « Etablissements Fournier de Khémisset », titre 1668.

*Fait à Rabat, le 12 ramadan 1345,
(16 mars 1927).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 mars 1927.

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 16 MARS 1927

(12 ramadan 1345)

homologuant les opérations de délimitation de la forêt de l'oued Grou (massif forestier de Camp-Marchand)

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341) ;

Vu l'arrêté viziriel du 2 janvier 1917 (9 rebia II 1335) ordonnant la délimitation du massif forestier de Camp-Marchand et fixant la date d'ouverture de cette opération au 15 avril 1917, modifié et complété par les arrêtés viziriels des 16 mars 1918 (3 jourmada II 1336) et 9 janvier 1922 (10 jourmada I 1340) ;

Attendu :

1° Que toutes les formalités antérieures et postérieures à la délimitation, prescrites par les articles 4, 5 et 7 du dahir susvisé du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), ont été accomplies dans les délais fixés, ainsi qu'il résulte des certificats joints au dossier de la délimitation ;

2° Qu'aucune opposition n'a été formée contre ces opérations de délimitation ;

Vu le dossier de l'affaire et, notamment, le procès-verbal du 28 juin 1926, établi par la commission spéciale prévue à l'article 2 du dahir susvisé du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), déterminant les limites de l'immeuble en cause,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont homologuées conformément aux dispositions de l'article 8 du dahir susvisé du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), telles qu'elles résultent du procès-verbal établi par la commission spéciale de délimitation prévue à l'article 2 du dit dahir, les opérations de délimitation de la forêt de l'oued Grou, située sur le territoire du contrôle civil des Zaïr.

ART. 2. — Est, en conséquence, définitivement classé dans le domaine forestier de l'Etat l'immeuble dit « Forêt de l'oued Grou », dont la superficie est d'environ 16.000 hectares et dont les limites sont figurées par un liséré vert au plan annexé au procès-verbal de délimitation.

ART. 3. — Sont reconnus aux indigènes des tribus riveraines énoncées aux arrêtés viziriels des 2 février 1917 (9 rebia II 1335), 16 mars 1918 (3 jourmada II 1336) et 9 janvier 1922 (10 jourmada I 1340) susvisés, les droits d'usage énumérés au procès-verbal des opérations de la commission spéciale de délimitation, sous réserve que ces droits ne pourront être exercés que conformément aux règlements sur la conservation et l'exploitation des forêts actuellement en vigueur, ou qui seront édictés ultérieurement.

*Fait à Rabat, le 12 ramadan 1345,
(16 mars 1927).*

MOHAMMED EL MOKRI

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 mars 1927.

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

ORDRE DU GÉNÉRAL COMMANDANT SUPÉRIEUR DES TROUPES DU MAROC

portant interdiction en zone française de l'Empire chérifien du journal « Wadi M'Zab ».

Nous, général de division Vidalon, commandant supérieur des troupes du Maroc,

Vu l'ordre en date du 2 août 1914, relatif à l'état de siège ;

Vu l'ordre en date du 7 février 1920, modifiant l'ordre du 2 août 1914 ;

Vu l'ordre en date du 25 juillet 1924, relatif aux pouvoirs de l'autorité militaire en matière d'ordre public ;

Vu la lettre n° 739 D. A. 1/3, en date du 17 mars 1927, du Commissaire résident général de la République française au Maroc ;

Considérant que le journal ayant pour titre *Wadi M'Zab*, d'Alger, est de nature à nuire à l'ordre public et à la sécurité du corps d'occupation,

ORDONNONS CE QUI SUIT :

L'introduction, l'exposition dans les lieux publics, l'affichage, la vente, la mise en vente et la distribution du journal *Wadi M'Zab* sont interdits dans la zone française de l'Empire chérifien.

Les contrevenants seront poursuivis conformément aux articles 2, 3 et 4 de l'ordre du 2 août 1914, relatif à l'état de siège, modifié par ceux des 7 février 1920 et 25 juillet 1924.

Rabat, le 25 mars 1927.

VIDALON.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES TRAVAUX PUBLICS**
réglementant la circulation sur le pont mixte
de Mechra bel Ksiri.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 20 février 1922 relatif à la conservation, la sûreté et la police des chemins de fer et, notamment, son article 17 ;

Considérant qu'il convient de déterminer les conditions auxquelles est subordonnée la circulation sur le pont de Mechra bel Ksiri emprunté en même temps par la route et par la voie ferrée de la ligne de Tanger à Fès ;

Vu les propositions de la Compagnie franco-espagnole du chemin de fer de Tanger à Fès, en date du 2 avril 1926 ;

Vu l'avis de l'ingénieur en chef du contrôle des chemins de fer, en date du 19 mars 1927,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La circulation sur le pont mixte de Mechra bel Ksiri est réglementée comme suit :

1° La circulation des piétons est libre sur la chaussée routière du pont de Mechra bel Ksiri et sur le trottoir correspondant ;

2° La circulation des véhicules à traction mécanique est libre sur la chaussée routière, sous les réserves indiquées à l'article 2 ci-après ;

3° La circulation des véhicules attelés et des animaux même tenus à la main, est interdite au moment du passage des circulations sur la voie ferrée.

ART. 2. — Pendant la durée d'interdiction de la circulation routière, une chaîne, portant un disque rouge, est placée en travers de la route vers les deux extrémités du pont par les agents de la Compagnie franco-espagnole du chemin de fer de Tanger à Fès, chargés de la surveillance et de la police de la circulation sur le pont.

Ces chaînes sont relevées, par les gardiens de la compagnie, pour le passage des véhicules mécaniques, si ces gardiens jugent que l'introduction de ces véhicules ne présente pas de danger dans le cas considéré.

ART. 3. — Les gardiens doivent être chacun à leur poste 15 minutes au moins avant l'heure du passage de toute circulation ferroviaire, compte tenu, s'il y a lieu, des retards qui leur sont annoncés par la gare de Mechra bel Ksiri.

Ils empêchent, à partir de ce moment, toute circulation d'animaux libres.

ART. 4. — Les gardiens empêchent la circulation des animaux attelés et mettent les chaînes en place :

a) Cinq minutes avant l'heure du passage du train ou de la machine, compte tenu, s'il y a lieu, du retard annoncé, lorsqu'il s'agit d'une circulation ferroviaire en sens pair (vers Tanger) ;

b) A la réception de la dépêche annonçant le départ du train ou de la machine de la gare de Mechra bel Ksiri, lorsqu'il s'agit d'une circulation ferroviaire en sens impair (vers Fès).

ART. 5. — L'horaire des trains réguliers et régularisés devra être affiché à l'extérieur des guérites servant

d'abri aux gardiens, avec le texte du présent arrêté et de l'extrait de la consigne donnée à ces gardiens par la Compagnie franco-espagnole du chemin de fer de Tanger à Fès.

ART. 6. — Les contraventions aux dispositions du présent arrêté seront poursuivies et punies, conformément aux prescriptions du dahir du 20 février 1922 susvisé, sur le vu de procès-verbaux dressés par les fonctionnaires et agents qualifiés à cet effet, et en particulier par l'agent européen de surveillance détaché au pont de Mechra bel Ksiri par la Compagnie franco-espagnole du chemin de fer de Tanger à Fès, dûment assermenté et agréé.

Rabat, le 24 mars 1927.

DELPIT.

AUTORISATIONS D'ASSOCIATION

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 26 mars 1927, l'association dite « Amicale du Trésor », dont le siège est à Rabat, a été autorisée.

* * *

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 26 mars 1927, l'association dite « Les Enfants à la Montagne », dont le siège est à Marrakech, a été autorisée.

* * *

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 29 mars 1927, l'association dite « Amicale des Corses et des amis de la Corse », dont le siège est à Ouezzan, a été autorisée.

* * *

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 29 mars 1927, l'association dite « Amicale des régions municipales », dont le siège est à Casablanca, a été autorisée.

* * *

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 30 mars 1927, l'« Association amicale des adjoints principaux et adjoints des affaires indigènes du service des contrôles civils », dont le siège est à Rabat, a été autorisée.

AUTORISATIONS DE LOTERIE

Par arrêté du ministre plénipotentiaire délégué à la Résidence générale, en date du 2 avril 1927, la « Troupe de Rabat des Eclaireurs unionistes de France » a été autorisée à organiser une loterie de mille billets à un franc, dont le tirage aura lieu le 10 mai 1927.

* * *

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 2 avril 1927, l'« Association fraternelle des employés et des ouvriers des chemins de fer français - Section de Casablanca », dont le siège est à Casablanca, a été autorisée à mettre en vente le 28 mai prochain 2.000 enveloppes-surprises à deux francs.

NOMINATIONS**de chefs et d'adjoints aux chefs des services municipaux.**

Par arrêté résidentiel en date du 17 mars 1927, sont nommés, à compter du 1^{er} avril 1927 :

Chef des services municipaux de Mogador

M. CROCQ Isidore, adjoint au chef des services municipaux de Rabat.

Adjoint au chef des services municipaux de Rabat

M. MAITRE Pierre, adjoint au chef des services municipaux de Marrakech.

Adjoint au chef des services municipaux de Marrakech

M. RIBES Louis, chef des services municipaux de Mogador.

**NOMINATIONS, PROMOTIONS ET DÉMISSIONS
DANS DIVERS SERVICES.**

Par dahir en date du 8 mars 1927, M. DUBEAUCLARD Léon-Charles-Ernest, directeur régional des postes breveté, à la disposition du ministre des affaires étrangères, est nommé directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones au Maroc et rangé dans la 1^{re} classe des directeurs, pour compter du 1^{er} janvier 1927.

* *

Par arrêté du ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale, en date du 30 mars 1927, M. DESANTI Roch-Vincent, commis principal de 3^e classe du service des contrôles civils, au contrôle civil de Chaouïa-nord à Casablanca, est nommé secrétaire de contrôle de 4^e classe du service des contrôles civils, à compter du 27 janvier 1927.

* *

Par arrêté du ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale, en date du 30 mars 1927, M. MAXIME Georges, commis de 2^e classe du service des contrôles civils, au contrôle civil de Salé, est nommé secrétaire de contrôle de 4^e classe du service des contrôles civils, à compter du 27 janvier 1927.

* *

Par arrêté du ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale, en date du 28 mars 1927, M. BAQUE Fabien, commis de 3^e classe du service des contrôles civils, à la région de Rabat, est nommé secrétaire de contrôle de 4^e classe du service des contrôles civils, à compter du 27 janvier 1927.

* *

Par arrêté du premier président de la cour d'appel de Rabat, en date du 12 mars 1927, M. VERSTRAET Georges, adjudant commis-greffier des tribunaux militaires en retraite, capacitaire en droit, est nommé commis-greffier stagiaire au tribunal de première instance de Rabat, à compter du 15 février 1927.

Par arrêté du premier président de la cour d'appel de Rabat, en date du 10 mars 1927, M. ZERDOUMI Bachir ben Mohamed bel Hadj Rabah, commis interprète, pourvu du diplôme d'interprète judiciaire, est nommé interprète judiciaire stagiaire, à compter du 10 mars 1927.

* *

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 24 mars 1927, est promu :

Inspecteur de 1^{re} classe des impôts et contributions

M. LENFANT Joseph, inspecteur de 2^e classe, à compter du 1^{er} janvier 1927.

* *

Par arrêtés du directeur des impôts et contributions, en date du 24 mars 1927, sont promus :

Contrôleur principal hors classe (2^e échelon) des impôts et contributions

M. PALUSTRAN Pierre, contrôleur principal hors classe (1^{er} échelon), à compter du 1^{er} avril 1927.

Contrôleur principal de 1^{re} classe des impôts et contributions

M. FREMIOT Jean, contrôleur principal de 2^e classe, à compter du 1^{er} février 1927.

Contrôleurs hors classe des impôts et contributions

M. FERAUD Jacques, contrôleur de 1^{re} classe, à compter du 1^{er} janvier 1927 ;

M. JOUSSELME Joseph, contrôleur de 1^{re} classe, à compter du 1^{er} février 1927.

Contrôleur de 1^{re} classe des impôts et contributions

M. CODACCIONI Louis, contrôleur de 2^e classe, à compter du 1^{er} avril 1927.

Contrôleurs de 2^e classe des impôts et contributions

M. CHAPOUTON Maurice, contrôleur de 3^e classe, à compter du 1^{er} février 1927 ;

M. MARODON Jean, contrôleur de 3^e classe, à compter du 1^{er} février 1927 ;

M. SANTUCCI Jules, contrôleur de 3^e classe, à compter du 1^{er} avril 1927.

* *

Par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 14 mars 1927, le traitement de base de M. EUSTACHE Pierre, chef du service de la propriété industrielle et des poids et mesures, est portée à 27.000 francs, à compter du 1^{er} décembre 1926, avec assimilation au grade de sous-directeur de 1^{re} classe des services civils chérifiens.

* *

Par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 28 mars 1927, sont promus (service foncier) :

Sous-chef de bureau de 1^{re} classe

M. ARNAUD Oscar, sous-chef de bureau de 2^e classe, à compter du 1^{er} avril 1927.

Sous-chefs de bureau de 2^e classe

M. CHARNAUX Maurice, rédacteur principal de 1^{re} classe, à compter du 1^{er} janvier 1927 ;

M. DAVELUY Victor, rédacteur principal de 1^{re} classe, à compter du 1^{er} février 1927 ;

M. ALLAERT Robert, rédacteur principal de 1^{re} classe, à compter du 1^{er} mars 1927.

Sous-chef de bureau de 3^e classe

M. MEYERE Marceau, rédacteur principal de 2^e classe, à compter du 1^{er} mars 1927.

* * *

Par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 25 mars 1927, M. DUROUDIER Jean, chimiste stagiaire, est nommé après concours chimiste de 5^e classe, à compter du 1^{er} février 1927.

* * *

Par décisions du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date des 18 et 22 mars 1927, sont promus, à compter du 16 mars 1927 :

Inspecteur adjoint d'agriculture de 2^e classe

M. COURAUD Georges, inspecteur adjoint de 3^e classe :

Vérificateur des poids et mesures de 1^{re} classe

M. CHATEL Gervais, vérificateur de 2^e classe.

* * *

Par décision du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 25 mars 1927, M. LAFON Théodore, vérificateur stagiaire des poids et mesures, est nommé vérificateur des poids et mesures de 4^e classe, à compter du 1^{er} avril 1927.

* * *

Par décision du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 18 mars 1927, MM. NERAT de LESGUISE domicilié à Valmy (Oran) et CLERC Georges, commis des postes, des télégraphes et des téléphones à Meknès, sont nommés, à compter du 16 février 1927, vérificateurs stagiaires des poids et mesures, à la suite du concours du 10 janvier 1927.

* * *

Par arrêté du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, en date du 15 mars 1927, M. COUNILLON Lucien, pourvu du diplôme d'arabe, en résidence à Petitjean, est nommé professeur chargé de cours d'arabe de 6^e classe au collège Moulay Idriss à Fès, à compter du 1^{er} février 1927.

* * *

Par arrêté du conseiller du Gouvernement chérifien, en date du 23 mars 1927, M. ORRU René, domicilié à Oued Zenati, qui a subi avec succès l'examen d'aptitude à l'emploi d'interprète, est nommé interprète civil stagiaire, à compter du 1^{er} mars 1927.

* * *

Par arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, en date du 17 février 1927, M. SUSINI Don Jacques, inspecteur des services métropolitains est nommé inspecteur principal de classe exceptionnelle (2^e échelon) chargé des fonctions de chef du service de l'exploitation électrique à Rabat, à dater du 1^{er} février 1927.

Par arrêté du directeur des eaux et forêts, en date du 22 mars 1927 :

M. PAILLER Antoine, inspecteur des eaux et forêts de 1^{re} classe, est élevé à la 3^e classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1927 ;

M. VICQ François-Marie, garde général des eaux et forêts de 1^{re} classe, est élevé à la classe exceptionnelle de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1927.

* * *

Par décisions du chef du service des perceptions et recettes municipales, en date des 17, 19 et 22 mars 1927, sont promus :

Percepteur principal de 2^e classe

M. SALGAS François, percepteur hors classe, à compter du 1^{er} janvier 1927.

Percepteurs de 3^e classe

M. MOTHES Jean, percepteur de 4^e classe, à compter du 1^{er} janvier 1927 ;

M. VION Louis, percepteur suppléant de 1^{re} classe, faisant fonctions d'inspecteur, à compter du 1^{er} avril 1927.

* * *

Par arrêté du chef du service de la conservation de la propriété foncière, en date du 26 mars 1927, sont promus, à compter du 1^{er} janvier 1927 :

Rédacteur principal de 1^{re} classe

M. LEMARIÉ Marcel, rédacteur principal de 2^e classe.

Rédacteur de 2^e classe

M. DEMOISSON Maurice, rédacteur de 3^e classe.

Interprète de 2^e classe

M. THEBOUL Marcel, interprète de 3^e classe.

* * *

Par arrêté du ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale, en date du 26 mars 1927, l'arrêté en date du 28 septembre 1926 du secrétaire général du Protectorat portant révocation de M. GRATZMULLER, commis principal de 2^e classe, affecté aux services municipaux de Salé est rapporté.

* * *

Par arrêté du ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale, en date du 26 mars 1927, est acceptée, à compter du 1^{er} mai 1927, la démission de son emploi offerte par M. GRATZMULLER, commis principal de 1^{re} classe, affecté aux services municipaux de Salé.

* * *

Par décision du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 23 mars 1927, est acceptée, à compter du 31 mars 1927, la démission de son emploi offerte par M. FAMBON Paul, commis de 2^e classe.

PARTIE NON OFFICIELLE

LISTE DES PERMIS DE RECHERCHES DÉCHUS
(expiration des 3 ans de validité)

N° du permis	TITULAIRE	CARTE
2157	Madelaïne	Marrakech-sud (E)

LISTE DES PERMIS DE RECHERCHES DÉCHUS
(expiration des 8 ans de validité)

N° du permis	TITULAIRE	CARTE
569	Etienne	Marrakech-nord (O)

LISTE DES PERMIS DE RECHERCHES ANNULÉS
à la suite de renonciation ou de non-paiement
des redevances annuelles.

N° du permis	TITULAIRE	CARTE
2527	Commandeur	Marrakech-sud (O)
2529	id.	Marrakech-sud (E)
2530	id.	id.
2531	id.	id.
2532	id.	id.
233	Cie Chérifienne de Recherche et de Forages	Fès (O)
235	id.	id.
236	id.	id.
237	id.	id.
315	id.	id.
325	id.	id.
2450	Société Française des Mines du Maroc.	Marrakech-nord (E)
198	Cie Chérifienne de Recherches et de Forages	Meknès (E)
199	id.	id.
201	id.	id.
232	id.	Fès (O)
234	id.	id.
1201	id.	Ouezzane (E)

LISTE DES PERMIS DE PROSPECTION ACCORDÉS PENDANT LE MOIS DE MARS 1927

N° du permis	DATE d'institution	TITULAIRE	CARTE 1/200.000	Désignation du point pivot	Reperage du centre du carré	Catégorie
286	16 mars 1927	Baradat Eugène, passage Clermont, Roches-Noires, Casablanca.	Marrakech-sud et Talaat N'Yakoub (O)	Maison du caïd S' Lhassen dans le village d'Inaden (angle S-O)	4000 ^m N. et 1500 ^m E.	II
287	id.	id.	id.	id.	4000 ^m N. et 2500 ^m O.	II
288	id.	id.	Talaat N'Yakoub (O)	id.	4000 ^m S. et 5000 ^m O.	II
289	id.	id.	Marrakech-sud et Talaat N'Yakoub (O)	id.	4000 ^m N. et 6500 ^m O.	II
293	id.	Sté anonyme Omnium minier de Marrakech, rue des Banques, Marrakech.	Telouet (O)	Maison du cheik Hamou (angle S-O) dans le village Akaïa.	1500 ^m S. et 2000 ^m O.	II
294	id.	id.	Marrakech-sud (E) et Telouet (O)	id.	5500 ^m S. et 4800 ^m O.	II
295	id.	Lounis Aomar, place Djemâa el Fna, Marrakech-Médina.	Talaat N'Yacoub (E)	Maison de Khoul Ahmed et Oumelik (angle N-E) dans le village de Anekezden.	2000 ^m N. et 2000 ^m E.	II
296	id.	Bussat Francis, immeuble Paris-Maroc, Casablanca.	Marrakech-sud (O)	Maison des Aït Bouz'd. dans le village El Medinet (angle sud).	2500 ^m S. et 500 ^m O.	II
297	id.	id.	Talaat N'Yacoub (O)	Maison située au sommet du village d'Aderdour (angle N-E).	5300 ^m S. et 1600 ^m E.	II
298	id.	Arrighi Gustave, 12, rue Barbès, Montrouge.	Taza (O)	Poste de Bou Slama (angle S-O).	3940 ^m S. et 1460 ^m E.	II
300	id.	Lounis Aomar, place Djemâa el Fna, Marrakech-Médina.	Talaat N'Yacoub (E)	Maison de Khoul Ahmed et Oumelik (angle N-E) dans le village de Anekezden.	6000 ^m N. et 5100 ^m E.	II
301	id.	id.	id.	Angle N-E de la maison de Khoul Ahmed et Oumelik, dans le village d'Anekezden.	3000 ^m N. et 2000 ^m O.	II

LISTE DES PERMIS DE RECHERCHES DE MINE ACCORDÉS PENDANT LE MOIS DE MARS 1927

N° du permis	DATE d'institution	TITULAIRE	CARTE au 1:200.000	Désignation du point pivot	Repérage du centre du carré	Catégorie
2693	16 mars 1927	Rimet Eugène, chez M. Hauguel, avenue Dar el Maklizen, immeuble Cousin, Rabat.	Mra ben Abbou (E)	Marabout Sidi Abder Rahmane.	2000 ^m S. et 4560 ^m O.	II
2729	id.	Virlogeux Gilbert, avenue des Oudain, Marrakech-Guéliz.	Chichaoua (E)	Pont sur l'oued Chichaoua (angle N. E.) route de Mogador à Marrakech (K° 69).	5200 ^m S. et 2000 ^m O.	II
2739	id.	Arrighi Gustave, 12, rue Barbès, Montrouge.	Tamlct (O)	Signal géodésique 1191 (Djelila).	11000 ^m N. et 5700 ^m O.	II
2740	id.	id.	id.	id.	11400 ^m N. et 1700 ^m O.	II
2741	id.	id.	id.	id.	12000 ^m N. et 2300 ^m E.	II
2742	id.	id.	id.	id.	12500 ^m N. et 6300 ^m E.	II
2743	id.	id.	id.	id.	12500 ^m N. et 10300 ^m E.	II
2744	id.	Compagnie minière de l'Afrique du Nord, rue Richepance, Paris.	id.	Kerkour maçoné situé sur la corne sud-ouest du Dj. el Haouanit.	2000 ^m N. et 4000 ^m O. 2000 ^m N.	II II
2745	id.	id.	id.	id.		
2746	id.	Ravotti Louis, 79, boulevard de la Gare, Casablanca.	Mra ben Abbou (O)	Marabout S ^t Ah ^d b. Abd ^h (centre).	1700 ^m N. et 2000 ^m E.	II
2748	id.	Cauvin Antonin, 31, rue Paradis, Marseille.	Marrakech-nord (O)	Marabout cadé Aja du douar Mouissette (centre).	Centre au point pivot.	II
2749	id.	id.	id.	Marabout S ^t b. Brahim.	1400 ^m S. et 6600 ^m O.	II
2750	id.	id.	Marrakech-sud (E)	Marabout d'Outerel (centre).	600 ^m S. et 2000 ^m E.	II
2751	id.	Arnaud Augustin, rue des Menabbas, Marrakech-Guéliz	Marrakech-nord (O)	Marabout S ^t Mohamed ben Fars (centre).	4100 ^m S.	II
2752	id.	Lamouca Giacomo, 41, rue de l'Oueq, Safi.	O. Tensift (E)	Marabout S ^t Rahmoun (centre).	4800 ^m S. et 2300 ^m O.	II
2753	id.	Raynaud René, à Fiquig.	Talzaza (E)	Bordj de Tennezzara (angle N-E).	6000 ^m S. et 3000 ^m E.	II
2754	id.	id.	id.	id.	6000 ^m S. et 7000 ^m E.	II
2755	id.	Ravotti Louis, 79, boulevard de la Gare, Casablanca.	Mra ben Abbou (O)	Marabout S ^t Ah ^d b. Abd ^h .	2000 ^m O.	II
2756	id.	Lévy Messaoud Jules, Marrakech-Mokéf.	Casablanca (O)	Pont du chemin de fer de Casablanca à Rabat, kilomètre 8 (culée O).	2000 ^m N. et 2000 ^m E.	II

CHEMINS DE FER

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES HEBDOMADAIRES

Année 1927

RÉSEAUX	RECETTES DE LA SEMAINE				DIFFÉRENCES EN FAVEUR DE				RECETTES A PARTIR DU 1 ^{er} JANVIER				DIFFÉRENCES EN FAVEUR DE					
	Kilomètres exploités	1927		Kilomètres exploités	1926		1927		1926		1927		1926		1927		1926	
		Recettes tonnes	Par kilomètre		Recettes tonnes	Par kilomètre	Sur recettes tonnes	Proportion p. %	Sur recettes tonnes	Proportion p. %	Recettes tonnes	Par kilomètre	Recettes tonnes	Par kilomètre	Sur recettes tonnes	Proportion p. %	Sur recettes tonnes	Proportion p. %
RECETTES DU 22 AU 28 JANVIER 1927 (4^e Semaine)																		
Tanger-Fès	470	290.583	1.745	457	248.990	1.586	47.593	10										
C ^e des chemins de fer du Maroc	367	1.001.400	2.738	367	821.690	2.239	182.590	22										
Régie des chemins de fer à voie de 0.60	1.251	733.090	586	1.131	639.315	565	93.715	3.67										5.08
RECETTES DU 29 JANVIER AU 4 FÉVRIER 1927 (5^e Semaine)																		
Tanger-Fès	470	242.699	1.428	457	252.942	1.610			10.212	12	1.291.432	7.612	1.458.744	7.380	145.394	3.14		
C ^e des chemins de fer du Maroc	367	1.058.200	2.883	367	750.400	2.044	308.100	41			5.212.900	14.204	3.662.200	9.979	1.550.700	42		
Régie des chemins de fer à voie de 0.60	1.251	806.031	644	1.131	687.856	608	118.475	5.9			3.547.871	2.836	3.292.706	2.911	255.165			2.65
RECETTES DU 5 AU 11 FÉVRIER 1927 (6^e Semaine)																		
Tanger-Fès	470	261.380	1.538	457	200.053	1.278	69.727	20.3			1.335.512	9.130	1.359.394	8.658	196.118	5.7		
C ^e des chemins de fer du Maroc	367	1.005.200	2.739	367	735.700	2.004	269.500	37			6.218.400	16.943	4.397.900	11.983	1.820.200	41		
Régie des chemins de fer à voie de 0.60	1.251	778.007	622	1.131	597.935	529	180.072	17.6			4.325.877	3.458	3.890.641	3.440	435.236	0.52		
RECETTES DU 12 AU 18 FÉVRIER 1927 (7^e Semaine)																		
Tanger-Fès	470	321.679	1.892	457	218.542	1.392	103.167	25			1.877.491	11.042	1.577.906	10.050	299.285	4.9		
C ^e des chemins de fer du Maroc	367	970.000	2.642	367	735.400	2.012	231.600	31			7.188.000	19.586	5.136.300	13.993	2.051.800	40		
Régie des chemins de fer à voie de 0.60	1.251	720.798	576	1.131	656.962	581	63.836		0.81		5.046.075	4.034	4.537.603	4.020	499.072	0.33		

NOTA. — La proportion pour % est calculée sur les recettes par kilomètre.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

EXTRAITS DE REQUISITIONS ⁽¹⁾

I. — CONSERVATION DE RABAT

Réquisition n° 3600 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 7 mars 1927, El Hassan ben Larbi Chaoui, marié selon la loi musulmane à dames Henia bent el Mekki, vers 1902, et Rabha bent Mohammed ben Haddou, aux douar et fraction des Ait Moussa, tribu des Ouled Amrane, contrôle civil des Zaër, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Bir Sidi Mohamed el Ouakah ; Tourisa », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Si el Hassan », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaër, tribu des Ouled Amrane, fraction et douar des Ait Moussa, à 7 km. au nord de Christian, à 1 km. 500 environ à l'est d'Aïn Cheguiga.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par Ben Assou ben Hamida ; à l'est, par Layachi ben Lahcen et Layachi ben Bou Aneur ; au sud, par Mohamed ben Ayad ; à l'ouest, par Ben Assou ben Bouameur, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire pour en avoir acquis une partie de El Hassan ben Abbon Zaard el Makhloufi, propriétaire suivant moukia du 9 salar 1338 (3 novembre 1919), homologuée, par acte de même date homologué : ses droits sur le surplus étant établis par une moukia homologuée en date du 27 rebia I 1339 (9 décembre 1920).

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

(1) NOTA. — Les dates de bornage sont portées, en leur temps, à la connaissance du public, par voie d'affichage, à la Conservation, sur l'immeuble, à la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Cadi, et par voie de publication dans les marchés de la région.

Des convocations personnelles sont, en outre, adressées aux riverains désignés dans la réquisition.

Toute personne intéressée peut, enfin, sur demande adressée à la Conservation Foncière, être prévenue, par convocation personnelle, du jour fixé pour le bornage.

Réquisition n° 3601 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 7 mars 1927, M. Polizzi François, italien, cafetier à Rabat, place du Marché, marié à dame Sanchez Joséphine, le 12 novembre 1920, à Oran, sans contrat, demeurant et domicilié à Rabat, impasse Guessous, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Jardin Doukkalia », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Tofala », consistant en terrain à bâtir, située à Rabat, jardin Doukkalia, lotissement Bélin.

Cette propriété, occupant une superficie de 854 mètres carrés, est limitée : au nord, par M. Prunier, chef des services municipaux à Oujda ; à l'est, par la propriété dite « Yette », réquisition 2816 R., dont l'immatriculation a été requise par M. Dhedin, demeurant à Rabat, Subsistances militaires, avenue Foch ; au sud, par la propriété dite « Fredj et Cie », titre 870 R., appartenant à Abdelkader ben Larbi Fredj et consorts, demeurant à Rabat, rue Djerari, n° 2 ; à l'ouest, par la rue C.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés du 5 septembre 1924, aux termes duquel M. Gommelet, mandataire de M. Bélin lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3602 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 7 mars 1927, M. Feuillet Henri, garagiste, marié à dame Segura Emilie, le 11 octobre 1920, à Rabat, sans contrat, demeurant et domicilié en ladite ville, avenue de Témara, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Jardin Britla », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Belle-Vue VIII », consistant en terrain à bâtir, située à Rabat, impasse de Témara.

Cette propriété, occupant une superficie de 1.040 mètres carrés, est limitée : au nord, par MM. Robic et Grislin, commerçants à Rabat ; à l'est, par les Habous Kobra, représentés par leur nadir ; à l'ouest, par l'impasse de Témara ; au sud, par l'avenue de Témara.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'échange, en date du 5 rejev 1345 (10 janvier 1927), homologué, aux termes duquel l'administration des Habous, autorisée par dahir du 24 joumada I 1345, lui a cédé ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3603 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 mars 1927, M. Du Moulinet Charles, comte d'Hardemare, propriétaire, marié à dame de Boisguéret de La Vallière Valentine-Amicie-Jenny, le 16 décembre 1896, à Blois, sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, suivant contrat reçu le 15 décembre 1896 par M^e Delagrangé, notaire à Blois, demeurant à Koudiat Zettata par Petitjean, représenté par la Banque Française du Maroc, agissant elle-même par M. Monod Raymond, son directeur général, domicilié chez M. Obert, demeurant à Rabat, square de la Tour-Hassan, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Du Moulinet », consistant en terrain de culture et bâtiments d'exploitation, située contrôle civil de Petitjean, tribu des Ouled Yahia, fraction des Ouled Bou Jenoun, entre Petitjean et Dar bel Hamri, près de Sidi Slimane, à 5 km. environ au nord-ouest du marabout de Si Moulay Yacoub.

Cette propriété, occupant une superficie de 450 hectares, est limitée : au nord, par la piste allant de Dar bel Hamri à l'oued Guettara, Djelloul Yousfi, Kaddour ben Mohammed, la Banque française du Maroc, représentée par M. Obert, demeurant à Rabat, square de la Tour-Hassan ; par le requérant et Sⁱ Hadj Mohammed Djelloul ; à l'est, par Sliman ould Si Kacem, Hadj Mohamed Djeloul ben Mohamed, le requérant, la Banque française du Maroc susnommée ; au sud, par le requérant ; à l'ouest, par le requérant, puis la piste conduisant à Dar bel Hamri, et au delà de cette piste Allal ould Araba ; Larbi ben Driss ; Larbi ben Abdelkader ; la piste allant de Meknès à Dar bel Hamri, et au delà Mohamed ben Kacem ; tous

les indigènes susnommés demeurant douar des Ouled Youssef, fraction des Ouled Boudjenoun, tribu des Ouled Yahia.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de vente sous seings privés, en date à Rabat du 3 avril 1920, aux termes duquel la Société Marocaine Agricole du Jacma, représentée par M. Rappel, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3604 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 mars 1927, M. Du Moulinet Charles, comte d'Hardemare, propriétaire, marié à dame de Boisguéret de La Vallière Valentine-Amicie-Jenny, le 16 décembre 1896, à Blois, sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, suivant contrat reçu par M^e Delagrangé, notaire audit lieu, le 15 décembre 1896, demeurant et domicilié à Koudiat Zettata, par Petitjean, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Zrar », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « De Boisguéret », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Petitjean, tribu des Ouled Yahia, fraction des Ouled Bou Jenoun, sur la piste de Petitjean, à l'oued Beth, à 6 km. environ au sud-est de Dar bel Hamri.

Cette propriété, occupant une superficie de 180 hectares, est limitée : au nord, par la piste de Petitjean à l'oued Beth, et au delà M. Foleilla, sur les lieux ; à l'est, par le requérant et le caïd Brahim, demeurant à Sidi Sliman ; au sud, par le requérant ; à l'ouest, par la collectivité des Ouled Razzi, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de trois actes d'adoul, en date des 15 et 25 joumada I 1341 (3 et 13 janvier 1923) et 24 rebia I 1342 (4 novembre 1923), intervenus entre lui-même et Abdesselam ben el Ghazi, Abdelkader ben Hadj Larbi et consorts, MM. Deros et Chauvel et M. Obert ; ce dernier représentant la Compagnie franco-chérifienne.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3605 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 mars 1927, M. Du Moulinet Charles, comte d'Hardemare, propriétaire, marié à dame de Boisguéret de La Vallière Valentine-Amicie-Jenny, le 16 décembre 1896, à Blois, sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, suivant contrat reçu par M^e Delagrangé, notaire audit lieu, le 15 décembre 1896, demeurant et domicilié à Koudiat Zettata, par Petitjean, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Zrar », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Du Moulinet II », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Petitjean, tribu des Ouled Yahia, fraction des Ouled Bou Jenoun, à 16 km. à l'ouest de Petitjean, sur la piste de Petitjean à l'oued Beth, à 6 km. environ au sud-est de Dar bel Hamri.

Cette propriété, occupant une superficie de 65 hectares, est limitée : au nord, par la piste de Petitjean à l'oued Beth, et au delà Kaddour ould Berrouaïn et Ould Fekerna, sur les lieux, douar Naasa ; à l'est, par le caïd Brahim, demeurant à Sidi Sliman ; au sud, par le requérant et la Banque française du Maroc, anciennement Banque Foncière Marocaine, représentée par M. Obert, demeurant à Rabat, square de la Tour-Hassan ; à l'ouest, par la propriété dite « Guettara », réq. 1817 R., dont l'immatriculation a été requise par la Compagnie franco-chérifienne pour l'Agriculture, l'Industrie et les Mines, représentée par M. Obert susnommé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un échange intervenu entre lui-même et la Compagnie chérifienne agricole, représentée par M. Obert, et réalisée par acte du 24 rebia I 1342 (4 novembre 1923) homologué.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3606 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 10 mars 1927, Djilali ben el Majdoub, célibataire, demeurant au douar Torch, fraction des Ouled Ayad, tribu des Ouled Mimoun, contrôle civil des Zaërs, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Sder Dahmane III », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaërs, tribu des Ouled Mimoun, fraction des Ouled Ayad, douar Torch, sur l'oued Grou (rive droite), à 500 mètres environ au nord-ouest du marabout de Sidi Omar.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord, par M'Hamed ben Bou Mehdi, demeurant au douar Chiakh, fraction Ouled Alouane, tribu des Schoul, contrôle civil de Salé ; à l'est et au sud, par l'oued Grou ; à l'ouest, par la propriété dite : « Sder Sahmane II », réquisition 3588 R., dont l'immatriculation a été requise par Ben Aïssa ben el Ghazouani, puis Mohammed ben Bou Chaïb et El Hoceïne ben Baïz, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukya en date du 26 rejeb 1342 (3 mai 1924), homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3607 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 10 mars 1927, Bouselham ben el Madjdoub ben Hama, marié selon la loi musulmane à Mira bent Hamid el Mansouri, vers 1907, au douar Oulad M'Hamed, fraction des Ouled Yahia, tribu des Ménasra, contrôle civil de Kénitra, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 1° Tamou bent Amer el Mansouri el Yahiaoui, veuve de Si el Hadj Madjdoub ; 2° Hama ben el Madjdoub ben Hama, célibataire ; 3° Mira bent el Madjdoub ben Hama, mariée selon la loi musulmane à Taieb ben Mohamed, vers 1897, au douar précité ; 4° Zineb bent el Madjdoub ben Hama, mariée selon la loi musulmane à Khalifa ben Hadido bel Hacheni, vers 1907, au même douar, demeurant au douar des Oulad Hammou, fraction des Oulad Abdallah, contrôle civil de Kénitra ; 5° Fatma bent Yahia ben Ahmed el Azouzi el Kalouchi, veuve de Si el Madjdoub ben Hama ; 6° Abdesselam ben Madjdoub ben Hama, célibataire ; 7° Benmansour ben Madjdoub ben Hama, célibataire ; 8° El Haddajia bent Madjdoub ben Hama, célibataire, tous à l'exception de Zineb susnommée demeurant au douar des Oulad M'Hamed précité, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis, dans la proportion de 1/16 à chaque épouse et le surplus aux enfants, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled el Guendi », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Kénitra, tribu des Ménasra, fraction des Ouled Yahia, douar des Ouled M'Hamed, à 3 kilomètres environ à l'est du marabout de Sidi Mohamed Taieb.

Cette propriété, occupant une superficie de 8 hectares, est limitée : au nord, par Taieb ben el Hadj Ahmed bel Malkia, demeurant au douar des Oulad el Melkia, tribu des Ménasra ; Mohamed ben Hammou el Mansouri, cheikh Mohammed el Gbarrès ; Si Mohamed ben Larbi Sefri ; la route de Souk el Tleta, et au delà la djemâa des Oulad M'Hamed, représentée par Bouselham ben Madjdoub ben Hama ; à l'est, par Mohamed ben Larbi el Mansouri ; Cheikh Mohamed Gharès ; M'Hamed ben Kouita el Mansouri, et par la propriété dite « Domaine du Sebou », titre 1803 R., appartenant à la Compagnie du Sebou, représentée par M. Renot André, demeurant à Rabat, rue de la Saône, n° 4 ; au sud, par Daham ben Larbi el Mansouri ; M'Hamed ben Benmansour Dannech ; Cheikh Mohamed ben Gharès susnommé, et Taieb ben el Miloudi ; à l'ouest, par M'Hamed ben Benmansour Dannech, Taieb ben el Hadj Ahmed bel Malkia susnommés ; Abdesselam ould Ahmed el Brag, demeurant au douar Braga, tribu des Ménasra, et Mohammed ben Larbi ben Hama el Mansouri, tous, à l'exception de Taieb ben el Hadj Ahmed et Abdesselam ould Ahmed el Brag, demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession d'El Medjdoub ben Hama el Mansouri el Yahiaoui, époux de

Tamou bent Amer et Fatma bent Yahia et père des autres ; lui-même en étant propriétaire en vertu d'une moukya en date du 12 kaada 1320 (10 février 1903) homologuée ; les qualités héréditaires des requérants étant constatées dans ce dernier acte.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3608 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 10 mars 1927, M'Hamed ben Benmansour ben Hama dit « Damache », marié selon la loi musulmane à dames Rahma bent Kenidil, vers 1912, et à Cherkouia bent Ahmed ben Omar, vers 1917, au douar des Ouled M'Hamed, tribu des Ménasra, contrôle civil de Kénitra, y demeurant, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 1° Menana bent Taieb, veuve de Benmansour ben Hama ; 2° Tamou bent Benmansour ben Hama, mariée selon la loi musulmane à Taïb ben M'Hamed ben Taieb, vers 1912, au même lieu, tous demeurant au douar Ouled M'Hamed susvisé, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire, indivis à concurrence de 14/24 à lui-même, 7/24 à Tamou, sa sœur, et 3/24 à Menana, sa mère, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bargache », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Kénitra, tribu des Ménasra, douar Oulad M'Hamed, à 10 km. environ au nord-est de Souk el Had et à 2 km. 500 environ à l'est de Sidi Mohamed ben Taieb, à proximité du marabout de Lalla Aïcha Bougrinate.

Cette propriété, occupant une superficie de 8 hectares, est limitée : au nord, par la djemâa des Oulad M'Hamed, représentée par Bouselham ben Madjdoub ; Taieb ben Mohamed et le Cheikh Mohamed el Gharès ; à l'est, par Bouselham ben Madjdoub ; Mohamed ben Larbi, et la propriété dite « Domaine du Sebou », titre 1803 R., appartenant à la Compagnie du Sebou, représentée par M. Renot André, demeurant à Rabat, rue de la Saône, n° 4 ; au sud, par Abdesselam ben Ahmed Labreg, Bouselham ben Madjdoub, Daham ben el Arbi et Taieb ben el Hadj Malkia ; à l'ouest, par Yahia ben Hammou M'Hamed ben Bou Toujila, Bouselham ben Abbas, tous les indigènes demeurant sur les lieux, sauf Abdesselam ben Ahmed Labreg, au douar Brogha, tribu des Beni Malek, contrôle civil de Souk el Arba.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de leur père et époux, Ben Mansour ben Hama, propriétaire suivant moukya du 13 chaoual 1314 (15 mars 1897) homologuée, dont ils sont seuls héritiers ainsi que le constate l'acte susvisé.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3609 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 10 mars 1927, Ahmed ben el Hadj M'Hamed Talbi, marié selon la loi musulmane, vers 1905, à Salé, y demeurant, rue Talaa, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 1° sa sœur, Khaddouj bent el Hadj M'Hamed Talbi, veuve de Mohamed ben Abdelhadi Zniber ; 2° ses fils ; El Hadj Mohamed ben Ahmed, marié selon la loi musulmane, à Salé, vers 1905 ; 3° Abdallah ben Ahmed, célibataire ; 4° M'Hamed ben Ahmed, marié selon la loi musulmane, vers 1921, au même lieu, tous demeurant à Salé, rue Talaa ; 5° Ournhani bent Ahmed Manino, veuve de Taleb Manino, demeurant à Salé, quartier Blida ; 6° Mohamed ; 7° Larbi ; 8° Abdelatif ; 9° Abdesselam ; 10° Aïcha ; 11° Amina ; 12° Rekia, ces derniers, célibataires, enfants de Taleb ben Mohamed Manino, tous demeurant à Salé, quartier Blida, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, à concurrence de 666/960 à lui-même, 114/960 à Khaddouj, 17/960 indivisément et par parts égales à El Hadj Mohamed M'Hamed et Abdallah, ses fils ; 163/960 aux autres dans des proportions diverses, d'une propriété dénommée « Bled Frougui », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Talbi », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Salé, tribu des Amers, fraction des Ajada, à 3 km. 500 environ au nord-est de Salé (B. B. Sebta), et à 1 km. environ au sud de Dar Caïd ben Arroussi.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par les Habous Kobra de Salé ; à l'est, par la propriété dite « Bled el Aroussi », rég. 2070 R., dont l'immatriculation a été requise par Saïd ben el Caïd, Mohamed ben el Aroussi et les héritiers du cheikh M'Feddel el Ayadi, copropriétaires avec le requérant ; lesdits héritiers représentés par Lahcen ben M'Feddel, demeurant sur les lieux ; au sud, par l'Etat chérifien (domaine public) (séguia) ; à l'ouest, par les Habous de Moulay Abdelkader Jilali, représentés par leur nadir, Ahmed el Harib, demeurant à Salé, rue Talaa.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu, savoir : Ahmed ben el Hadj M'Hamed Talbi : khaddouj, sa sœur, et El Hadj Mohamed Abdallah et M'Hamed, ses fils, suivant moukia du 19 rebia I 1345 (27 septembre 1926) homologuée ; les autres, pour l'avoir recueilli dans la succession de Zineb bent Mohamed Talbi, copropriétaires avec les susnommés, et dans celle de Taleb ben Mohamed Manino, son époux héritier de la précédente, décédé, ainsi que le constate un acte de filiation en date du 12 moharrem 1345 (23 juillet 1926) homologué.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3610 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 11 mars 1927, El Kebir ben Abdelhak, marié selon la loi musulmane à dame Yza bent Mohammed, vers 1920, aux douar et fraction des Haahda, tribu des Ouled Khalifa, contrôle civil des Zaërs, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Ain el Fej », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Si el Kebir », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaërs, tribu des Ouled Khalifa, fraction et douar Haahda, à 9 km. environ au sud de Camp Marchand, à proximité de la source dite « Ain Ferraj.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par Ben Achir ould Ali ben Taïbi et Bouazza ben Ali ; à l'est, par une piste allant à Ain Ferraj et au delà Larbi ben el Ghazi ; au sud, par Bouazza ben Ali et Kaddour ben Mohamed ben M'Barek ; à l'ouest, par Lhassen ould Abdennour et El Aalia bent Seghinia, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 15 moharrem 1338 (10 octobre 1919) homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3611 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 11 mars 1927, El Kébir ben Abdelhak, marié selon la loi musulmane à dame Yza bent Mohammed, vers 1920, aux douar et fraction Haahda, tribu des Ouled Khalifa, contrôle civil des Zaër, y demeurant, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de Mimouna bent Abdelhak, mariée selon la loi musulmane à Caïd Heddi ben Aïssa, vers 1918, demeurant sur les lieux, douar Ouled el Hadj, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis, à concurrence de 2/3 pour lui-même et de 1/3 pour sa sœur, d'une propriété dénommée « El Gaada — Haoud Sedra », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Gaada VII », consistant en terrain de culture située contrôle civil des Zaër, tribu des Ouled Khalifa, douar et fraction des Hadhada, à 3 km. environ au sud de Camp Marchand, et à 1 km. environ au nord-ouest du marabout de Sidi Mohamed el Beïdar.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est composée de deux parcelles, limitées, savoir :

Première parcelle dite (El Gaada). — Au nord, par Allal ben Taïbia, Mohamed ould Hammou Djilali ; à l'est, par Lahna ben Lahna, les héritiers de Achir, représentés par Djilali ben Acher, Ben el Kbir ben Mohamed ; au sud, par Larbi ben el Ghazi, Ahmed ould Hammou ; à l'ouest, par Cherki ben Abdelkalck.

Deuxième parcelle dite « Haoud Sedra ». — Au nord, par Lahsen ould Abdennour ; à l'est, par la piste allant à Ain el Fès, et au delà Larbi ben el Ghazi ; au sud, par Bouazza ben Ali ; à l'ouest, par Cherkaoui ben el Caïd, Bouazza, Ahmed ould Hammou, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 19 joumada II 1339 (27 février 1921), homologué, établissant leur qualité de seuls héritiers d'Abdelhaki ben Ahmed, leur père décédé, dont les droits résultent du même acte.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3612 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 12 mars 1927, Ben M'Barek ben Lyazid, marié selon la loi musulmane à dame Daouia bent Driss, au douar des Ouled Yahia, fraction des Ouled Larbi, tribu des Ouled Khalifa, contrôle civil des Zaërs, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Jennan el Ghazouani », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Haoud III », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaërs, tribu des Ouled Khalifa, fraction des Ouled Larbi, douar des Ouled Yahia, à 1 km. environ à l'ouest du km. 72 de la route de Rabat à Camp Marchand, à 5 km. environ au nord de Camp Marchand, à proximité de l'Ain Jenan el Ghazouani, lieu dit Taliouk.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par Bouazza ould Hararia, sur les lieux, douar Ouled M'Hamed ben Ali ; à l'est, par El Mokadam M'Barek ben Lahbib, douar Ouled Yahia et Bel Moktar ben Kebir el Hammoussi, sur les lieux, douar Ait Hamou Sghir ; au sud, par Mohammed ould Haboula ; à l'ouest, par Ben M'Barek et Ghanima bent Hammou, tous trois douar Ouled M'Hamed ben Ali précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 27 joumada II 1338 (19 mars 1920) homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3613 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 10 mars 1927, M. Boisset Louis-Emile-Marc, marié à dame Varennes Jeanne, le 2 novembre 1915, à Paris, sous le régime de la séparation de biens suivant contrat dressé le 15 décembre 1915, par M^e Paire, notaire à Paris, place des Petits-Pères, n° 9, demeurant à Souk el Arba du Gharb, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de : Si Mohammed ben el Hamer el Maatougui, marié selon la loi musulmane à Aïcha bent Mohammed ben Abdelmalan, vers 1885, et à Aïcha bent Bogui, vers 1900, au douar Maatga, tribu des Moktar, contrôle civil de Souk el Arba du Gharb, y demeurant ; M. Boisset susnommé faisant élection de domicile chez M^e Bruno, avoué à Rabat, place de Reïms, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis, dans la proportion de 3/4 pour M. Boisset et de 1/4 pour Mohamed ben el Hamer el Maatougui, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Maatga V », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Souk el Arba du Gharb, tribu des Sefiane, rive droite du Sebou, à 2 km. environ à l'est du marabout de Sidi Ali Bou Jenoum.

Cette propriété, occupant une superficie de 100 hectares, est limitée : au nord, par une piste allant de celle de l'Arba au Sehb, et au delà les Ouled Hadj Abdelouahad, représentés par Fqih Qacem Maatougui, demeurant à Lalla Mimouna, tribu des Sefiane ; à l'est, par le fqih Qacem Maatougui susnommé, et le caïd El Helhou, demeurant douar des Ouled Khalifa, tribu des Sefiane ; au sud, par l'oued Sebou ; à l'ouest, par le fqih Qacem Maatougui susnommé ; El Hadj Khemmali et le moqadem Si Ahmed ould Si Larbi, tous deux demeurant à Lalla Mimouna.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires : M. Boisset en vertu d'une moukia en date du 27 chaabane 1341 (12 mars 1926) homologuée, établissant ses droits sur la moitié indivise dudit immeuble, et d'un acte d'adoul en date du 15 joumada II 1345 (21 décembre 1926) homologué, aux termes duquel les héritiers de Mansour ben Lahmar el Maatougui lui ont vendu le quart indivis de ladite propriété, et Si Mohamed ben el Hamer el Maatougui en vertu de la moukia susvisée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Dhar Ould el Attaria », réquisition 3193 R., dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 16 novembre 1926, n° 734.

Suivant réquisition rectificative du 23 mars 1927, Si Bouchaïb ben Abderrahmane Doukkali, propriétaire, marié selon la loi musulmane à dame Mekkia bent el M'Hamed, demeurant à Rabat, rue Sidi Falah, a demandé que l'immatriculation de la propriété dite « Dhar Ould el Attaria », r. 3193 R., située contrôle civil des Zaër, tribu des Ouled Khalifa, à 8 km. au nord-ouest de Marchand, à proximité du marabout de Sidi Bou Mechirfate, soit poursuivie sous la dénomination de « Moussa », en son nom personnel, en qualité d'acquéreur, suivant acte sous seings privés du 21 mars 1925, aux termes duquel M. Marcel Karoui, requérant primitif, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA

Réquisition n° 10104 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 23 février 1927, 1° Mohamed ben Mbarek, marié selon la loi musulmane vers 1919, à Bahma bent Saïd, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 2° Mohamed ben Abdeslam, célibataire ; 3° Meriem bent Mbarek, veuve de Mbarek ben M'hamed, décédé vers 1902 ; 4° M'hamed ben Mbarek, marié selon la loi musulmane vers 1920, à Zahra bent Lahelli ; 5° Driss ben Mbarek, célibataire ; 6° Rehya bent Mbarek, mariée selon la loi musulmane vers 1910, à Driss ben Saïd ; 7° Mohamed ben Abdelkader, marié selon la loi musulmane, vers 1912, à Fatma bent Lahbib ; 8° Mohamed ben Mohamed ben Abdelkader, marié selon la loi musulmane, vers 1915, à Fatma bent M'hamed Ziat ; 9° Abdelkader ben Mohamed ben Abdelkader, célibataire ; 10° Abderrahmane ben Mohamed ben Abdelkader, célibataire ; 11° Izza bent Mohamed ben Abdelkader, célibataire, tous demeurant et domiciliés au douar Mzioudat, fraction Zemamra, tribu des Ouled Amor, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ard Si Mohamed ben Abderrahman », consistant en terrain de culture, située circonscription des Doukkala, annexe des Doukkala-sud, tribu des Ouled Amor, fraction Zemamra, douar Mzioudat, à proximité de la propriété dite « El Messisselle », req. 7883 C.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par M. Samar, au Souk el Khemis des Zemamra ; à l'est, par le chemin du Souk el Khemis et au delà Bouabdelli ben M'hamed ; au sud, par Mohamed ben Hachemi el Kroumi et Cheikh Mohamed ben Mekki ; à l'ouest, par Abdallah ben Laaradj ben Mekki et M. Samar précité, tous les indigènes ci-dessus sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires pour l'avoir recueilli dans la succession de leur auteur Mohamed ben Abderrahmane Ezze-mouri el Mzoudi Erramzi lequel l'avait acquis de Henna bent Mohamed, selon acte d'adoul du 10 jourmada I 1286 (18 août 1869).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10105 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 23 février 1927, Ali ben Kacem, marié selon la loi musulmane vers 1889, à Rkia bent Ahmed ben Azzouz, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : Djilali ben Kacem, marié selon la loi musulmane vers 1895, à Mimounna bent Tahar, demeurant tous deux au douar Oulad Kacem, fraction Oulad Ali, tribu des Zenata, et domiciliés à Casablanca, chez M^e Lycurgue, avocat, 63, boulevard de la Gare, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité dans la proportion de 1/3 pour lui-même et 2/3 pour son copropriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Baïssa », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Zenata, fraction et douar Oulad Ali, à proximité de la propriété dite « Blad Dahmane », req. 8521 C.

Cette propriété, occupant une superficie de 18 hectares, est limitée : au nord, par Hadjadj ben Brahim, du douar Sidi Abdennebi, tribu précitée ; à l'est, par les héritiers Ahmed ben Kacem, représen-

tés par Brahim ben Ahmed ben Kacem, sur les lieux ; au sud, par Soussan Mardoché, à Casablanca, rue Lusitania ; à l'ouest, par Abdelkader ben Zemmouri, du douar Sidi Abdennebi susvisé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec son coindivisaire en vertu d'actes d'adoul en date des 10 moharrem 1324 (6 mars 1906), 1^{er} moharrem 1327 (23 janvier 1909), aux termes desquels Moussa et Thami Oulad Hammou ben Haida el Mydoubii el Khalti ; El Miloudi ben Mohammed ben Haida et Ahmed ben Mohammed el Mejdouh el Khalti leur ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10106 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 23 février 1927, M. Larroque Jean, marié sans contrat à dame Banon Victoline, le 25 novembre 1909, à Bouguirat (Oran), demeurant à Rabat, rue d'Amiens, n° 1, et domicilié à Casablanca, quartier Bourgogne, chez M. Selva Joseph, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lot n° 89 de Beaulieu », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Terrain Jean Larroque », consistant en terrain bâti, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, banlieue de Casablanca, lieu dit « Beaulieu ».

Cette propriété, occupant une superficie de 2.000 mètres carrés, est limitée : au nord, par M. Conrart, tonnelier, à Alger ; à l'est, par M. Borja, sur les lieux ; au sud, par la propriété dite « Terrain Gabriel Escrivat », req. 5178 C., appartenant à M. Escrivat, chez M. Bonnan, avocat à Casablanca ; à l'ouest, par une rue non dénommée.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un procès-verbal d'adjudication des biens de l'Allemand Carl Ficke, en date du 13 novembre 1924.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10107 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 23 février 1927, 1° Bouchaïb ben Lemfadhel, marié selon la loi musulmane à Taja bent Bouchaïb, en 1907, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 2° Mohamed ben Lemfadhel, marié selon la loi musulmane à Meriem bent Amor, en 1887 ; 3° El Kebir ben Lemfadhel, marié selon la loi musulmane à Menana, en 1900 ; 4° El Khemar ben M'hamed, marié selon la loi musulmane à Zohra bent Mohamed, en 1925 ; 5° Bouchaïb ben M'hamed, célibataire ; 6° Tamo bent el Fekih el Hadj Abdallah, veuve de Lemfadhel ben Mohamed, décédé vers 1887 ; 7° Rakia bent Lemfadhel, célibataire ; 8° Zeina bent Lemfadhel, mariée selon la loi musulmane à Mohamed ben Jilali, en 1900 ; 9° Yezza bent M'hamed, célibataire ; 10° Rakia bent M'hamed, mariée selon la loi musulmane à Mohamed ben Mohamed Bouchta, en 1912, tous demeurant et domiciliés au douar Laadoul, fraction El Aounate, tribu des Guedana (Ouled Saïd), a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dar Lemkahel », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Guedana, fraction El Aounate, douar Laadoul, près du marabout de Sidi M'hamed Lefahel.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par Sidi M'hamed ben Sidi Amor Cherkaoui ; à l'est, par le requérant ; au sud, par la route d'Azemmour à Souk el Khemis, et au delà Mohamed ben el Hadj el Houari ; à l'ouest, par ce dernier, tous ces indigènes demeurant douar Sidi Bouchaïb Cherkaoui, tribu des Guedana.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires pour l'avoir recueilli dans la succession de Lemfadhel ben Mohamed, auquel l'attribuait une moukka du 3 moharrem 1293 (29 février 1876).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10108 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 23 février 1927, Abbas ben Daoud, marié selon la loi musulmane, demeurant à l'anger, montée du Marshan, ayant pour mandataire Moulay Taïeb ben Abdallah Sliten, demeurant à Marrakech, riad Zitoun Djedid, et domicilié à Casablanca, rue de Tanger, n° 5, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Maison Biaba », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ben Daoud », consistant en terrain bâti, située à Casablanca, rue de Tanger, n° 5 et 5 bis et rue de Larache, n° 4 et 4 bis.

Cette propriété, occupant une superficie de 900 mètres carrés, est limitée : au nord, par la rue de Tanger ; à l'est, par M. Cadet, rue de Marseille, à Casablanca et les héritiers Mohamed ben Kiran, rue d'Azemmour, à Casablanca ; au sud, par la rue de Larache ; à l'ouest, par le domaine municipal de la ville de Casablanca et le domaine privé de l'Etat chérifien.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un dahir chérifien du 23 hijra 1345 (15 juillet 1925).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca.
BOUVIER.

Réquisition n° 10109 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 23 février 1927, Mustafa Fadil Memcara, sujet syrien, marié selon la loi musulmane à Las Palmas, le 6 juillet 1904, à Santano Maria Chirina, demeurant et domicilié à Mazagan, route d'Azemmour, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Villa Mustafa », consistant en terrain bâti, située à Mazagan, route d'Azemmour.

Cette propriété, occupant une superficie de 860 mètres carrés, est limitée : au nord et à l'est, par la route d'Azemmour ; au sud, par une rue non dénommée ; à l'ouest, par la propriété dite « Bled Attia II », réq. 9176 C., à M. Attia, à Mazagan, route de Marrakech.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés du 3 mars 1925, aux termes duquel M. Monteau Joseph lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca.
BOUVIER.

Réquisition n° 10110 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 24 février 1927, Driouich ben Mansar Ezyadi Daghâ Hassouni, marié selon la loi musulmane vers 1901, à Zohra bent Bouchaïb, divorcé vers 1903, de Aïcha bent Mohamed, et veuf de Fatma bent Si Amor, décédée vers 1924, demeurant et domicilié au douar Hassasna, tribu des Moualine el Ghaba (Zaidas), a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Doudak, Bourached, Bourached », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Driouiche », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Boulhaut, tribu des Moualine el Ghaba (Zaidas), fraction Ouled Mansar, douar Hassasna.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, comprenant trois parcelles, est limitée :

Première parcelle : au nord et à l'est, par Abdelkader ould Homani ; au sud, par Leqrari ben Mohamed ; à l'ouest, par Bouazza ould Tozer, demeurant tous sur les lieux ;

Deuxième parcelle : au nord et à l'est, par Abdelkader ould Homani précité ; au sud, par Bouazza ould Tozer susvisé ; à l'ouest, par la route de Casablanca à Rabat et au delà M. Bernaudat, colon, sur les lieux ;

Troisième parcelle : au nord, par la route de Casablanca à Rabat, au delà, M. Bernaudat précité ; à l'est, par l'oued Arinaëk et au delà M. Bernaudat susvisé ; au sud et à l'ouest, par Amor ould Charki, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moulkia du 29 hijra 1344 (26 octobre 1926).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca.
BOUVIER.

Réquisition n° 10111 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 24 février 1927, M. Ohnona Joseph, célibataire, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 1° Ali ben el Hadj Mohamed ben el Hattab, marié selon la loi musulmane à Fatna bent Abdesslam, vers 1908 ; 2° Mohamed ben Amor, marié selon la loi musulmane à Soultana bent Cheikh Kassem, vers 1922 ; 3° El Bahloul ben Amor, marié selon la loi musulmane à Khedija bent Ablah, vers 1917 ; 4° Mohamed ben Amor, marié selon la loi musulmane à El Haja bent Saoub, vers 1897 ; 5° Lahcen ben el Hadj el Maati, marié selon la loi musulmane à Aïcha bent Hamed, vers 1909 ; 6° Lahcen ben Amor, marié selon la loi musulmane à Aïcha bent Mohamed, vers 1917 ; 7° Abdelah ben Amor, marié selon la loi musulmane à Fatna bent Ali, vers 1924 ; 8° Mohamed ben el Hadj Mohamed ben el Hattab, marié selon la loi musulmane à Fatna bent Si Mohamed, vers 1907, tous ces indigènes demeurant douar et fraction des Ouled Moussa, tribu des Ouled Harriz, lui-même demeurant et domicilié à Casablanca, 20, rue de Mogador, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Hamri et Tirs », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, tribu des Ouled Harriz, fraction et douar des Ouled Moussa, près du km. 42 à droite de la route de Casablanca à Foucault.

Cette propriété, occupant une superficie de 200 hectares, est limitée : au nord, par le caïd Si Mohammed ben Abdesslam, demeurant à Ber Rechid ; à l'est, par les Ouled Elbassi, représentés par Mohamed ben Mohamed Ouled Elbassi, demeurant douar Elbassi, tribu des Ouled Harriz ; au sud, par Zemmouri ben Abderraman, à Casablanca, derb Ghalef, n° 36, route de Bouskoura ; à l'ouest, par l'ancienne piste de Casablanca aux Ouled Saïd, et au delà par le caïd Mohamed précité et le requérant.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et que ses coindivisaires en sont propriétaires en vertu d'une moulkia du 17 rejeb 1338 (6 avril 1920) et lui-même pour avoir acquis sa part de M. Ahmed Lucien, aux termes d'un acte sous seings privés du 18 avril 1923, celui-ci l'ayant lui-même acquis des indigènes sus-nommés selon acte d'adoul du 18 rejeb 1338 (7 avril 1920).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca.
BOUVIER.

Réquisition n° 10112 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 24 février 1927, Mohamed ben Bouchaïb ben Chafaï, marié selon la loi musulmane à Aïcha ben Ayachi, vers 1907, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 1° Ahmed ben Bouchaïb ben Chafaï, marié selon la loi musulmane à Majouba ben Mohamed, vers 1912 ; 2° Ali ben Bouchaïb ben Chafaï, marié selon la loi musulmane à Kedidja bent Si Chafaï, vers 1905 ; 3° Aïcha bent Bouchaïb ben Chafaï, mariée selon la loi musulmane à Mohamed bel Hassalah, vers 1917 ; 4° M'Hamed ben Bouchaïb ben Chafaï, marié selon la loi musulmane à Guémra bent Bouchaïb, vers 1907 ; 5° Yamna bent Bouchaïb ben Chafaï, mariée selon la loi musulmane à Thami ben Chafaï, vers 1902 ; 6° Amina bent Bouchaïb ben Chafaï, mariée selon la loi musulmane à Bouazza ben Chafaï, vers 1912 ; 7° El Hachemi ben Bouchaïb ben Chafaï, marié selon la loi musulmane à Fatna bent Ali, vers 1919, tous demeurant et domiciliés au douar Beni Mzerir, fraction des Djiat, tribu des Hedami (Ouled Saïd), a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « Bled Mhremina et Bled Remel el Goula », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Mhremina et Remel el Goula », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, tribu des Ouled Harriz, fraction Mzamza, douar des Mouanigs, près de la piste du km. 36 de la route de Mazagan à Ber Rechid.

Cette propriété, occupant une superficie de 12 hectares, comprenant deux parcelles, est limitée :

Première parcelle : au nord, par la piste d'Azemmour à Ber Rechid et au delà M. Vella ; à l'est, par les héritiers du cheikh Djilali, représentés par Si Larbi ben Cheikh Djilali ; au sud, par les héritiers d'El Hadj Bouazza, représentés par Abselem bel Hadj Bouazza ; à l'ouest, par Miloudi ben Youssef ;

Deuxième parcelle : au nord, par les héritiers d'El Hadj Bouazza précités ; à l'est, par les Ouled Hadj Abdallah ben Salah, représentés par Mohamed ould Hadj Abdallah ; au sud, par les héritiers

d'El Houssein ben Kacen, représentés par Mohamed ould el Houssein ben Kacen ; à l'ouest, par les Ouled ben Aïcha, représentés par Hammed ben Aïcha, tous ces riverains demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires pour l'avoir recueilli dans la succession de leur auteur Si Bouchaïb ben Chafai, auquel l'attribuait une moukia du 1^{er} hija 1328 (4 décembre 1911).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10113 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 24 février 1927, Mohamed ben Bouazza ben Mbarek, marié selon la loi musulmane, vers 1906, à Fatma bent Bouazza, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : Bouazza ben Bouazza ben M'barek, marié selon la loi musulmane vers 1914, à Fatma bent el Hadj Bekri, tous deux demeurant au douar et fraction Ouzika, tribu de Melila, et domiciliés à Casablanca, chez M. V. Champion, boulevard d'Anfa, n° 343, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité dans la proportion de moitié pour chacun d'eux, d'une propriété dénommée « Dhehar el Ahmar Mahairezet, Haït el Besbès et Besbès », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dhehar el Ahmar et Mahairezet », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Boucheron, tribu des Melila (Mdakra), fraction et douar Ouzika.

Cette propriété, occupant une superficie de 80 hectares, est limitée : au nord, par Abbès ben Djilali et consorts ; Amar ben Abdelkalek et consorts ; Maati ben Abdelkalek et consorts, tous au douar Kouzine, fraction Ouzika ; Mohamed ben el Maati ben Cheikh et consorts, Bouazza bel Lhassen et consorts, tous sur les lieux ; à l'est, par El Hadj Yaman ben Salah et consorts, douar Oulad Moussa, fraction et tribu précitées ; Mohamed ben Djilali et Maati ben Mohamed ben Larbi et consorts, sur les lieux ; au sud, par Ahmed bel Hadj M'Hammed et consorts, Ahmed bel el Batmoudi et consorts, sur les lieux ; à l'ouest, par l'oued El Aouinat et au delà Ahmed bel Hadj M'Hammed et consorts susvisés et Maati ben Mohamed ben Sajdi et consorts, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec son coindivisaire en vertu d'actes d'adoul en date des 13 hija 1328 (16 décembre 1910), 5 kaada 1331 (6 octobre 1913), 23 jourmada I 1344 (9 décembre 1925), aux termes desquels Salah ben el Adlani et consorts leur ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10114 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 24 février 1927, M. Paurisse Georges-Charles-Marie, marié à Casablanca, le 14 avril 1919, à dame Aumeunier Juliette-Jeanne-Marie-Genève, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, suivant contrat reçu le 27 mars 1919, par M. le chef du bureau du notariat de Casablanca, demeurant et domicilié à Casablanca, 16, rue de Dunkerque, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Villa Lillette », consistant en terrain bâti, située à Casablanca, 16, rue de Dunkerque.

Cette propriété, occupant une superficie de 130 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété dite « Jeanne-Françoise », req. 5564 C., appartenant à M. Galia Michel, à Casablanca, rue d'Aras ; à l'est, par la rue de Dunkerque ; au sud et à l'ouest, par la propriété dite « Villa Pauline-Pierre », titre 5375 C., au requérant.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés du 30 août 1920, aux termes duquel M. Berthet Pierre lui a vendu ledit immeuble.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10115 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 24 février 1927, M. Taïeb Isaac-Jacques, marié sans contrat à dame Zaken Esther, le 21 mars 1925, à Tiarat (Algérie), demeurant et domicilié à Casablanca, rue du Dispensaire, impasse n° 1, maison n° 1, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « J. Taïeb II », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, lotissement Etedgui et Simony, lot n° 10, quartier des Anglais.

Cette propriété, occupant une superficie de 270 mètres carrés, est limitée : au nord, par MM. Salomon-S. Etedgui, Jacob Simony et Mardoché Dahan à Casablanca, kissaria, rue Bab Marrakech ; à l'est, par El Hadj Bouchaïb bel Ghezouani et consorts, à Casablanca, place Centrale ; au sud, par El Fathi Benquiran, à Casablanca, boulevard d'Anfa, n° 110 ; à l'ouest, par une rue non dénommée.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date du 21 février 1927, aux termes duquel MM. Salomon-S. Etedgui, Jacob Simony et Mardoché Dahan lui ont vendu ladite propriété. Ces derniers en étaient eux-mêmes propriétaires en vertu d'une moukia du 29 décembre 1925.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10116 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 24 février 1927, 1° Elhadj ben Cheikh Ali, marié selon la loi musulmane à Aïcha bent Mohamed Laïdi, vers 1925, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 2° Bouchaïb ben Cheikh Ali, marié selon la loi musulmane à Chama bent Ghazi, vers 1920 ; 3° Haddoun bent Cheikh Ali ; 4° Mohamed ben Cheikh Ali ; 5° Moussa ben Cheikh Ali ; 6° Sfia bent Cheikh Ali ; 7° M'Hamed ben Cheikh Ali ; 8° Aïcha bent Cheikh Ali, ces six derniers célibataires ; 9° Miloudia bent Hadj Ali ; 10° Miloudia bent Cheik Kaddour ; 11° Rekia bent Mohamed ben Tahar ; 12° Ghoulima bent Moulay, ces quatre dernières veuves de Cheikh Ali ben Bouchaïb, décédé en 1926, tous demeurant et domiciliés au douar Beni Mrirt, fraction Ghout, tribu des Zenata, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « Fedden Retma, Louklina, Oli Amissid el Mzara », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Fedden Retma », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Zenata, fraction Ghout, douar des Beni Mrirt, à 11 km. au sud de la propriété dite « Zeboudj el Amar », titre 1396 C.

Cette propriété, occupant une superficie de 33 hectares, se composant de quatre parcelles, est limitée :

Première parcelle. — Au nord, par Abdeslam ben Bouazza et Mohamed ben Abdesslam ; à l'est, par M. Mérel et Moutragouba bel Fki ; au sud, par Ali bel Hadj ; à l'ouest, par les Ouled Bouazza Bouchaïb, représentés par Larbi ben Bouazza.

Deuxième parcelle. — Au nord, par Mohamed ben Bergout ; à l'est, par Mohamed ben Abdesslam ; au sud, par les Ouled Abbou, représentés par El Klab ben Abbou ; à l'ouest, par le mokadem Layacli ben Mohamed.

Troisième parcelle. — Au nord, au sud et à l'ouest, par M. Grébert, demeurant à Casablanca, rue du Commandant-Prevost ; à l'est, par M. Mérel précité.

Quatrième parcelle. — Au nord, par Abbou ben Bouazza ; à l'est, par M. Mérel précité ; au sud, par Abdelkader ben Mohamed ; à l'ouest, par Moutragouba ben Abbou ; tous ces riverains demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires pour l'avoir recueilli dans la succession de Cheikh Ali ben Bouchaïb, qui en était propriétaire en vertu de cinq actes d'adoul en date des 5 chaoual 1327 (20 octobre 1909), 16 jourmada I 1327 (5 juin 1909), chaabane 1327 (août-septembre 1909), 1^{er} chaabane 1326 (29 août 1908) et 11 rejeb 1325 (20 août 1907).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10117 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 24 février 1927, 1° Zeroual ben Ahmed, marié selon la loi musulmane, vers 1915, à Rekya bent Ahmed ; 2° Soltana bent Djilani, veuve de Ahmed ben Bouazza, décédé vers 1911 ; 3° Bouazza ben Ahmed, marié selon la loi musulmane, vers 1920, à Izza bent Ali ben Saïd ; 4° Abdelkader ben Ahmed, marié selon la loi musulmane, vers 1916, à El Bacha bent el Hassan ; 5° El Bahia bent Ahmed, célibataire, tous demeurant et domiciliés au douar Reghaoua, fraction Cherkaoui, tribu des Hedami, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « El Ghachiouat », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Hedami, fraction Cherkaoui, douar Reghaoua, à proximité de la propriété-dite « El Koudiat Zeroual », rég. 9672 C.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord et à l'est, par Benali ould Ali ben Saïd ; au sud, par Bel Arbi ben Bouazza, tous deux sur les lieux ; à l'ouest, par le requérant.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de leur auteur, Ahmed ben Bouazza, qui l'avait acquis de El Hadj Abdelaziz ben Chadli suivant acte d'adoul du 5 chaoual 1295 (2 octobre 1878).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10118 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 24 février 1927, 1° Zeroual ben Ahmed, marié selon la loi musulmane, vers 1915, à Rekya bent Ahmed ; 2° Soltana bent Djilani, veuve de Ahmed ben Bouazza, décédé vers 1911 ; 3° Bouazza ben Ahmed, marié selon la loi musulmane, vers 1920, à Izza bent Ali ben Saïd ; 4° Abdelkader ben Ahmed, marié selon la loi musulmane, vers 1916, à El Bacha bent el Hassan ; 5° El Bahia bent Ahmed, célibataire, tous demeurant et domiciliés au douar Reghaoua, fraction Cherkaoui, tribu des Hedami, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Ben Legribi », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Hedami, fraction Cherkaoui, douar Reghaoua, à proximité de la propriété dite « El Koudiat Zeroual », rég. 9672 C.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par El Mathi ben Keddour Cherkaoui, douar et fraction Cherkaoui, tribu des Ouled Abbou ; à l'est, par Mohamed ben el Mathi el Mahdaoui, douar et fraction Mahdaoui, tribu des Ouled Abbou ; au sud, par Ahmed ben Bouabid, douar Herarga, fraction Cherkaoui précitée ; à l'ouest, par Ali ben Ali, douar Reghaoua précitée.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de leur auteur, Ahmed ben Bouazza, qui l'avait acquis de Ahm'da ben Azouz, suivant acte d'adoul du 15 rejev 1285 (17 décembre 1864).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10119 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 24 février 1927, M. Guyot Emile-Joseph-Antoine, marié sans contrat à dame Lafaye Marguerite, le 1^{er} octobre 1892, à Dreux, et divorcé suivant jugement du tribunal de première instance de Casablanca en date du 18 juin 1914, transcrit sur les registres de l'état civil de la ville de Dreux, le 12 novembre 1914, demeurant et domicilié à Ain Seba, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Emilienne », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, lieu dit « Ain Seba », lot n° 11 bis du lotissement Krake.

Cette propriété, occupant une superficie de 4.067 mètres carrés, est limitée : au nord, par le domaine privé de l'Etat chérifien (dunes) ; à l'est, par MM. Roussel et Vavre, sur les lieux ; au sud, par un boulevard et la voie de 6 m. 60 ; à l'ouest, par une rue non dénommée.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un procès-verbal du liquidateur des séquestres de guerre, en date du 20 octobre 1926, constatant ses droits sur ledit immeuble.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10120 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 24 février 1927, Thami ben Mhamed ben Kaddour, marié selon la loi musulmane, vers 1902, à Hadhoum bent Smaïn, demeurant et domicilié au douar Oulad Messaoud, fraction Soualem Trifia, tribu des Ouled Ziâne, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Hamiri el Foul », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Ouled Ziâne, fraction Soualem Trifia, douar Oulad Messaoud, au lieu dit « Ain Hadjamna ».

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par Mhamed ould Cheikh Mhamed ; Lyamani ben Salmi et El Halla ould Bouchaïb ; à l'est, par Bouchaïb ben Driss ; au sud, par Lahcen ould Driss ; à l'ouest, par Abdallah ould Zeroual. Tous sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 5 rejev 1323 (5 septembre 1905), aux termes duquel Belkacem ben el Hadj Mohamed lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10121 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 25 février 1927, M. Harrosch Joseph, marié à Casablanca, selon la loi mosaïque à Chahba Otmezguine, vers 1906, demeurant et domicilié à Casablanca, rue El Guerouaoui, n° 17, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Albert », consistant en terrain bâti, située à Casablanca, rue El Guerouaoui, n° 17.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 mètres carrés, est limitée : au nord, par la rue El Guerouaoui ; à l'est, par les héritiers Soussa, représentés par Si Reddad, à Casablanca, rue Dar el Miloudi, n° 71 ; au sud, par le requérant et M. Lévy Hazan, à Casablanca, rue du Four, n° 12 ; à l'ouest, par la propriété dite « Yahia », réquisition 7171 C., appartenant au requérant.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 24 rebia II 1345 (1^{er} novembre 1926), aux termes duquel A. Ben Hakoum lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10122 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 25 février 1927, 1° Moulay Idriss ben Si Abdelmalek ben Mohamed ben Si Saïd, marié selon la loi musulmane, vers 1918, à Aïcha bent Si Mohamed, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 2° Bouchaïb ben Ghomri ben Mohamed, marié selon la loi musulmane, vers 1907, à Zohra bent Si el Arbi ; 3° Abdelkader ben Ghomri ben Mohamed, marié selon la loi musulmane, vers 1917, à Khedidja bent el Hadj Salah ; 4° Menni bent el Ghomri, divorcée de Si Mohamed ben M'Hammed, vers 1922 ; 5° Mohamed ould el Hadj Salah, marié selon la loi musulmane, vers 1906, à Aïcha bent Si Ahmed ; 6° Abdelkader ould el Hadj Salah, célibataire ; 7° Rahma bent el Hadj Salah, célibataire ; 8° Fatma bent el Hadj Salah, veuve de Ben Nour ben Chérif, décédé vers 1897 ; 9° Fatma dite « Laaroubia », bent M'Hammed ben Zouine, veuve de El Hadj Salah,

décédé vers 1921 ; 10° Halima bent el Djilali, veuve de El Hadj Salah précité, remariée selon la loi musulmane, vers 1922, à Saïd ben Bouchaab, demeurant et domiciliés, le premier et le troisième à Azemour, rue El Attar, n° 64, et tous les autres, fraction des Chorfa des Djerinem, tribu des Haouzia, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Sehb el Ain », consistant en terrain de culture, située circonscription des Doukkala, annexe de Sidi Ali d'Azemour, tribu des Haouzia, fraction Chorfa de Djerinem, à proximité du marabout de Sidi ben Nour.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ben Aïssa Haouzi Amiri, douar Ouled el Amira, tribu précitée, et Si Saïd ben Abdallah ; à l'est, par Abdelkader ben Adli et consorts et Si Djilali ben Bouchaïb ; au sud, par Ben Nour ben Allal ; tous ces derniers sur les lieux ; à l'ouest, par le domaine privé de l'Etat chérifien.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires pour l'avoir recueilli dans la succession de Abdelmalek ben Mohamed ben Saïd ben Mohamed, auquel l'attribuait une moukya en date de jourmada II 1345 (décembre 1926), en vertu d'un acte constitutif de propriété et de jouissance dressé par les adoul et homologué par le cadî du 18 rejeb 1345 (22 janvier 1927).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10123 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 25 février 1927, Bendaoud ben Bouchaïb Ezzyadi Loutaoui Gasmî, marié selon la loi musulmane, vers 1894, à Yezza bent el Caïd Ezzyadi, demeurant et domicilié au douar Gouacem, fraction Ouled Boudjamâa, tribu des Moulaine el Outta, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Makzaza et Bakraou », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Bendaoud II », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaoufa-nord, annexe de Camp-Boulhaut, tribu des Moulaine el Outta (Zinîda), fraction Ouled Boudjamâa, douar Gouacem, à proximité de la propriété dite « Bled Bendaoud », objet du titre 6490 C.

Cette propriété, occupant une superficie de 17 hectares, est limitée : au nord, par Benabdallah Khyati ; Lahcen el Khyati, douar Khyatta, fraction Ouled Boudjamâa précitée ; à l'est et à l'ouest, par Larbi ben Mohamed ben Allal Gasmî ; Zemouri ben Bouchaïb, tous deux sur les lieux ; au sud, par Mohamed ben Rabah Gasmî et Kebira bent Ahmed Gasmî, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukya en date du 18 jourmada II 1345 (24 décembre 1926).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10124 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 25 février 1927, 1° Ahmed ben Ahmed ben M'Hammed, dit « Ould Yamnia », marié selon la loi musulmane, en 1916, à Fatma bent Mohamed, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 2° Selam ben Ahmed ben M'Hammed, célibataire ; 3° Mina bent Ahmed, veuve de Ahmed ben M'Hammed, dit « Ould Yamnia », décédé en 1920, tous demeurant au douar Ouled Azza, fraction El Bied, tribu des Moulaine el Outa, et domiciliés à Casablanca, chez M. Hauvet, boulevard de la Liberté, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportion déterminée, d'une propriété dénommée « El Baad », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Huri Chrifa », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaoufa-nord, annexe de Boulhaut, tribu des Moulaine el Outa, fraction El Bied, douar Ouled Azza, à 4 km. au sud-est de Boulhaut.

Cette propriété, occupant une superficie de 8 hectares, est limitée : au nord, par l'oued Sefrou et Slimane ould el Mokkadem Tahar ; à l'est, par M. Barbaroux, aux Ouled Bou Djema, tribu précitée, ferme Barbaroux ; au sud, par Djilali ben el Kebir ; à l'ouest, par Salah bel Hadj et Harti ben Ali, tous les indigènes ci-dessus demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires pour l'avoir acquise d'Amor ben Abderrahman et Meriem bent Mohamed, suivant acte d'adoul du 29 rejeb 1332 (23 juin 1914).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10125 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 25 février 1927, 1° Ben el Kebir ben Mohamed ben Bouchaïb Ejjajoui Ziani, marié selon la loi musulmane à Fatma bent Amer Ziani Ejjaj, vers 1908, agissant en son nom personnel et comme propriétaire indivis de : 2° M'Hamed ben Mohamed ben Bouchaïb Ejjajoui Ziani, célibataire ; 3° Mohamed ben M'hamed Ejjajoui Ziani, marié selon la loi musulmane à Fatma bent Mohamed ben el Mokadem Ziani Ejjaj, vers 1920, tous demeurant douar Ejjab, fraction des Ouled Nadji, tribu des Ouled Ziane, et domiciliés à Casablanca, 3, rue Nationale, Moghreb Immobilier et Commercial, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, pour un tiers chacun, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Essekkoum », consistant en terrain de labours, située contrôle civil de Chaoufa-nord, tribu des Ouled Ziane, fraction Ouled Nadji, douar Ejjaja.

Cette propriété, occupant une superficie de 4 hectares, est limitée : au nord et à l'ouest, par les héritiers Ben Driss, représentés par Bouzian ould Hadj el Miloudi, sur les lieux ; à l'est, par la propriété dite « El Oulja », objet de la r. 3494 C., appartenant à la Société des Fermes Marocaines, représentée par M. Guyot, rue de Dixmude, à Casablanca ; au sud, par Bouazza ben Elyamani et consorts, douar Oulad Laad, fraction et tribu précitées.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires en vertu d'un acte d'adoul du doual kaada 1324 (décembre-janvier 1906-1907), aux termes duquel Mohamed ben Abdallah et consorts leur ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10126 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 25 février 1927, Ettahami ben Mohamed ben el Hella Essalemi el Messaoudi, marié selon la loi musulmane à Mezouara bent Elarbi, vers 1900, demeurant et domicilié au douar Ouled Messaoud, fraction Soualem Trifla, tribu des Ouled Ziane, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Elfouqui et Dahar Elouastani », consistant en terrain de labours, sise contrôle civil de Chaoufa-nord, tribu des Ouled Ziane, fraction des Soualem Trifla, douar des Ouled Messaoud, à proximité de la propriété objet de la réquisition 8699 C.

Cette propriété, occupant une superficie de douze hectares, comprenant deux parcelles, est limitée, savoir :

Première parcelle (Elfouqui) : au nord, par un chemin et Ahmed ben Ziani ; à l'est, par Abdelkader ben Driss ; au sud, par Bouazza ben Abdelkader Elharizi, demeurant au Jacma, près Ber Rechid, tribu des Ouled Harriz, douar Talaout ; à l'ouest, par Mohamed ben Elmoqaddem ;

Deuxième parcelle (Dahar Elouastani) : au nord, par Cheikh Bouchaïb ben Abdelkader ; à l'est, par Abdelkader ben Driss ; au sud et à l'ouest, par Mohamed ben Elmoqaddem, tous ces indigènes sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 15 ramadan 1324 (2 novembre 1907).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10127 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 25 février 1927, Ettahami ben Mohamed ben el Hella Essalemi el Messaoudi, marié selon la loi musulmane à Mezouara bent Elarbi, vers 1900, demeurant et domicilié au douar Ouled Messaoud, fraction Soualem Trifla, tribu des Ouled Ziane, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le

nom de « Dar Elfarais », consistant en terrain de labours, sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Ouled Ziane, fraction Soualem Trifia, douar Ouled Messaoud, au km. 36 de la route de Mazagan, à 1 km. à droite de ladite route près la cantine Balzac.

Cette propriété, occupant une superficie de 8 hectares, est limitée : au nord, par Elouadoudi ben Bouchaïb ; à l'est, Eliamani ben Essalemi ; au sud, Abdelkader ben Driss ; à l'ouest, M'Hamed ben Bouchaïb, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moulkia en date du 5 kaada 1325 (10 décembre 1907).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10128 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 25 février 1927, M. Gravier Marcellin, marié sans contrat, à dame Rousseau Jeanne-Gabrielle, le 2 juillet 1907, à Paris (4^e), demeurant et domicilié à Casablanca, 69, rue Sidi Fatah, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lotissement Croze à Aïn Diab », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Gravier », consistant en terrain nu, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, Casablanca, banlieue, lieu dit « Aïn Diab », lotissement Croze.

Cette propriété, occupant une superficie de 2.000 mètres carrés, est limitée : au nord et à l'ouest, par des rues de lotissement non dénommées ; à l'est, par les n° 113 et 116 ; au sud, par le lot n° 111 du dit lotissement, appartenant à M. Croze, demeurant à Casablanca, boulevard de la Gare.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre qu'une action résolutoire au profit du dit M. Croze, pour garantir l'exécution de diverses clauses de mise en valeur, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date du 15 octobre 1921, aux termes duquel M. Croze lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10129 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 26 février 1927, Bouchaïb ben Djilali ben Tahar Harizi Talaouti, marié selon la loi musulmane en 1896, à Henia bent Ahmed, en 1901, à Rhama bent Ghezouani, et en 1916, à Fatma bent Mohamed, demeurant au douar Shabats, fraction Talaout, tribu des Ouled Harriz, et domicilié à Casablanca, chez M. Lafontaine, rue Chevandier-de-Valdrôme, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Haoud Elarbi ben Ali Haoud el Guerab et Haoud Abdallah », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bouchaïb ben Djilali II », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-centre, tribu des Ouled Harriz, fraction Ouled Salah, douar Ouled Chaoui Dekak, au km. 36 sur la route de Casablanca à Ber Rechid, à 1 km. 500 à droite, à proximité de la propriété dite « Bouchaïb ben Djilali », rég. 9773 C.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par Tahar ould Aïa Sahali et Tahar ould Abdallah ; à l'est, par la piste des Ouled Ziane aux Ouled Harriz, et au delà Abdelkader ben Bouchaïb et Djilali ben Bouchaïb ; au sud, par Hamed ben Maati Habchi et Smaïn ould Zehra ; à l'ouest, par Hamou ben Maati ben Abbès, tous les indigènes ci-dessus demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire pour l'avoir recueilli dans la succession de son père Djilali, ainsi que le constate un acte de filiation du 20 jourmada I 1345 (26 novembre 1926).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10130 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 20 février 1927, Abbès ben Bouchaïb, marié selon la loi musulmane, vers 1892, à Oum el Khir bent Abdeslam, et vers 1900, à Zohra bent Djilali ben Lasri, demeurant et domicilié tribu des Ouled Farès, fraction Ouled Youcef ben Hamou, douar Louzazgha, a demandé l'immatriculation,

en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Rmal Dial Sidi Mkhifi », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Ouled Farès, fraction Ouled Youcef ben Hamou, douar Louzazgha, près de Sidi Mkhifi.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ben Larbi ben Kaddour et consorts ; à l'est, par Maati ben el Harcha et consorts ; au sud, par Mohamed ben Djilani ben Maati ; à l'ouest, par Maati ben Sahraoui Rouaï et consorts, tous sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul du 1^{er} rejeb 1312 (29 décembre 1894), aux termes duquel Mohamed ben el Maati et consorts lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10131 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 26 février 1927, Lekbir ben Mohamed el Menei, marié selon la loi musulmane à Fathma bent el Hadj, vers 1910, et à Aïcha bent Lekbir, vers 1918, demeurant et domicilié tribu des Menia (Mzab), fraction Merah, douar Ould Abdeslam, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Mekriss et Nekhaïla », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Menia (Mzab), fraction Merah, douar Ouled Abdeslam, entre Talaa Bou Quem et Sidi Smaïn.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares, est limitée : au nord, par Sahraoui ben el Moujib ; à l'est, par Moulay Abdeslam el Hadjadj, douar Ouled Sidi Hadjadj, fraction et tribu précitées, et par Mohamed ben Bouazza ; au sud, par un cours d'eau et au delà les requérants ; par Mohamed ben Ismaël et Belqassem ben Brahim ; à l'ouest, par Moulay Abdeslam el Hadjadj précité, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moulkia en date du 22 jourmada I 1345 (28 novembre 1925).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10132 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 26 février 1927, Mohamed ben Abbès el Yamani el Hosni, dit « Ould Setti », marié selon la loi musulmane à Fathma bent Larbi Brahimia, vers 1919 ; à Fathma bent Larbi Mrahia, vers 1920, et à Meriem bent Dahmane, vers 1921, demeurant et domicilié tribu et fraction des Maarif, douar Ould Lahcen, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Chaabet Hamou, Hofrat Hamza et El Feraïche », consistant en terrain de labours, sise contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu et fraction des Maarif, douar Ould Lahcen, à proximité de Graïssa et de Bir Chabane.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, à l'est et au sud, par le requérant ; à l'ouest, par Kadour ben Djilani, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de partage par adoul en date du 7 safar 1335 (3 décembre 1916), intervenu entre lui et son cousin Kadour ben Djilani.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10133 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 26 février 1927, Mohammed ben Bel Abbès el Yamani el Hasni, dit « Ould Setti », marié selon la loi musulmane à Fatma bent Larbi, vers 1920, à Fathma bent Larbi ben Mohammed, vers 1918, et à Fathma bent Dahman, vers 1922, demeurant et domicilié au douar Ould Lahcen, fraction et tribu des Maarif, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Sekatkim », consistant en terrain de labours,

située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu et fraction des Maarif, sous-fraction Beni Ymana, douar Ouled Lahcen.

Cette propriété, occupant une superficie de 3 hectares, est limitée : au nord, par le requérant et Kaddour ben Djilali, sur les lieux ; à l'est, par le requérant et Larbi ben M'Hammed, douar Ouled el Cadi, fraction et tribu précitées ; au sud, par Hadjadj ben Hadjadj, au même lieu ; à l'ouest, par Mohamed ben el Hadj el Hamdaoui, douar Oulad ben Taghi, fraction Hamdaoua, tribu des Melal.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 10 ramadan 1337 (9 juin 1919), aux termes duquel Mohamed ben Kallouk el Yamani et El Yamani ben Hamou lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10134 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 26 février 1927, Mohamed ben Bouchaïb ben Hadj Mohamed ben Dahman, marié selon la loi musulmane, vers 1920, à Fatma bent Abdallah, demeurant et domicilié à Mazagan, rue Raïs Ettahar, n° 6, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Blad ben Chaïeb », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Doukkala-nord, tribu des Ouled Bouaziz, fraction Ould Hassein, douar Ouled Chaïeb, à 10 km. sur la route de Mazagan à Marrakech.

Cette propriété, occupant une superficie de 4 hectares, comprenant deux parcelles, est limitée, savoir :

La première. — Au nord et au sud, par la piste allant à El Fahs (D. P.), et au delà les héritiers Abdallah ben Abdelkader, représentés par Ahmed ben Chaïeb ; à l'est, par les héritiers Hadj M'Hammed ben Chaïeb et consorts ; à l'ouest, par Aïcha bent Bouchaïb.

La deuxième. — Au nord et au sud, par la piste allant à El Fahs précitée ; à l'est, par Aïcha ben Bouchaïb susnommée ; à l'ouest, par le requérant. Tous les indigènes ci-dessus sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 15 chaoual 1325 (21 novembre 1907), aux termes duquel Abdallah ben Abdelkader lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10135 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 26 février 1927, 1° El Ghazi ben el Ghazi el Outtaoui el Djemaoui, marié selon la loi musulmane, vers 1912, à Mina bent Tayebi ben Larbi ; 2° Friha bent Abbou ben Ahmed, mariée selon la loi musulmane à Maati ben Benacer Rouissi, vers 1902 ; 3° Sultana bent Abbou ben Ahmed, divorcée de Bouchaïb ben Omar, vers 1918, tous demeurant et domiciliés tribu Moualine el Outa (Ziaïda), douar et fraction Ouled Boujemaa, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, dans les proportions de moitié pour le premier et un quart à chacun des deux autres, d'une propriété dénommée « Mekzaz et El Haoud », à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Bled el Ghazi », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Boulhaut, tribu des Moualine el Outa, fraction et douar Ouled Boujemaa, à la hauteur du 37° kilomètre de la route de Casablanca à Boulhaut.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par la piste de Sidi Bouhali au Sahel, et au delà le caïd Hamouda ben Abdallah, Cheikh Hocine ben Ahmed et Rehimin ben Bouchaïb ; à l'est, par la propriété dite « Mekzaza et Habel Daïa », réq. 8599 C., appartenant à Bouchaïb ben Mohamed Ziadi ; au sud, par Mohamed ben Ghazouani et Khiaïj ben Ahmed ; à l'ouest, par Mohamed ben Lamine et Arif ben Mahi ; tous demeurant sur les lieux.

Les requérants déclarent qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'une moulkya en date du 12 jourmada I 1345 (18 novembre 1926).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10136 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 28 février 1927, la Compagnie Marocaine, société anonyme, ayant son siège social à Paris, 60, rue Taitbout, et domiciliés à Casablanca, 3, rue de Tétouan, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Immeuble de la Compagnie Marocaine », à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « C. M. C. 5 », consistant en terrain bâti, située à Casablanca, 3, rue de Tétouan.

Cette propriété, occupant une superficie de 6 ares 61 centiares, est limitée : au nord, par l'impasse de Sidi Belhout ; à l'est, par le boulevard du 4^e-Zouaves ; au sud, par la rue Jean-Lassallas ; à l'ouest, par la rue de Tétouan.

La requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire pour l'avoir acquis de MM. William Soudan et Pierre-Paul Chennaz par acte sous seings privés du 28 janvier 1925, lesquels l'avait acquis du service des domaines selon acte du 28 janvier 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10137 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 24 février 1927, 1° Ahmed ben el Mir, marié selon la loi musulmane à Salha bent Thami, vers 1920, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 2° Mohamed ben el Mir, marié selon la loi musulmane à El Makkia bent Thami, vers 1917 ; 3° Sid Mahamed ben el Mir, célibataire, tous demeurant et domiciliés au douar Charkaoua, zaouïa Sidi el Mir, tribu des Guedana, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, dans la proportion de 1/3 pour chacun d'eux, d'une propriété dénommée « Nkhila », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Charqaoua », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Guedana, fraction et douar des Cherkaoua, zaouïa Sidi el Mir.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord et à l'est, par les requérants ; au sud, par la piste de la zaouïa au souk El Had, et au delà El Mir ben Abbès, du douar Kraïm, tribu précitée ; à l'ouest, par Bouchaïb ben Daoui et le khalifa du caïd Larbi ben Djilani, au même douar.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires en vertu d'un acte d'adoul du 19 jourmada I 1345 (25 novembre 1926), aux termes duquel Mohamed ben el Maati leur a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10138 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 28 février 1927, Hamou ben Abdallah, marié selon la loi musulmane, vers 1896, à Zobra bent Mhamed ben Lemou, demeurant et domicilié tribu des Ouled Bouaziz, douar Guenadla, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Ragouba », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Ragouba », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Doukkala-nord, tribu des Ouled Bouaziz, fraction des Ouled Douïb, douar Guenadla, près de la propriété dite « Ard el Querabès », réq. 9163 C.

Cette propriété, occupant une superficie de 60 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ben Abdallah, Allal ben Hadj Abdallah et Abdelqader ben Mahamed Chaoui ; à l'est, par Ahmed ben Haddou Djamaï et Hadj Mohamed ould Hadj Larbi ; au sud, par Mohamed ben Laoumi, Messaoud ben Daou et Abdelqader ould Meghari ; à l'ouest, par la piste de Mazagan aux Oulad Djemaâ et au delà Mokhtar ould Abderrahman, Abdelqader ould Hadj Allal et M'Barek ould Mohamed el Harti. Tous ces indigènes sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moulkya en date de la moitié de chaoual 1328 (20 octobre 1910).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10139 C

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 28 février 1927, 1° El Houari ben Hadj Hachemi, marié selon la loi musulmane, vers 1892, à Maachia bent Tahar, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 2° Mhamed ben Hadj Hachemi, marié selon la loi musulmane, vers 1882, à Meriem bent Hadj el Mezrichi ; 3° Seïd ben Hadj Hachemi, marié selon la loi musulmane, vers 1897, à Rahma bent Hanta ; tous demeurant et domiciliés tribu des Guedana (Ouled Saïd), fraction El Aounat, douar Addoul, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, dans la proportion d'un tiers pour chacun d'eux, d'une propriété dénommée « Bled el Outti, Bled el Oued », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled el Hachemi », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Guedana, fraction Aounat, douar Addoul, près d'Aïn Chlil.

Cette propriété, occupant une superficie de 7 hectares, comprenant deux parcelles, est limitée :

Première parcelle. — Au nord, par Lemfadel ben Amor ; Mhamed ben Djilani, sur les lieux ; à l'est, par Bouchaïb ben Mohamed Charqoui, à la zaouïa Sidi el Mir ; au sud, par Elhadj Heddi ben Semani, douar Ksibat, fraction précitée, et Si Amor ben Ambouri, douar et fraction Anabra, tribu précitée ; à l'ouest, par Messaoud bel Cadi el Bouanani, douar Bel Abdouni, fraction Ouled Si Bouanam, tribu précitée.

Deuxième parcelle. — Au nord, par Bouchaïb ben Mohamed Cherqoui précité ; à l'est, par Abdellah ben Bousselhan el Aouni el Adli el Gdani, sur les lieux ; au sud et à l'ouest, par la piste des Zrahma à Aïn Chlil, et au delà Bouchaïb ben Mohamed Cherqoui précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires en vertu d'une moukya en date du 27 chaabane 1823 (27 octobre 1905).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10140 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 28 février 1927, M. Reynaud Fernand, célibataire, demeurant 29, boulevard Circulaire, et M. Mazet Félix-François, marié sans contrat à Mascara, le 30 octobre 1920, à Elisa Couturier, demeurant gare d'Aïn Mazi, Casablanca, tous deux domiciliés à Casablanca, boulevard Circulaire, n° 19, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis par moitié, d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Maroudj », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Hedami, fraction des Djiat, à proximité de la propriété dite « Sidi Dahi II », titre 2707 C.

Cette propriété, occupant une superficie de 100 hectares, est limitée : au nord, par Hadj Mohamed ben Brahim Mezamzi ; à l'est, par la djemâa des Nouasseur ; au sud et à l'ouest, par Kacem ould Hadj Tami Zitounia. Tous sur les lieux.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte sous seings privés du 17 janvier 1927, par lequel ils l'ont acquis de Saïd ben Mehaouria, qui en était lui-même propriétaire en vertu d'une moukya du 3 regeb 1326 (1^{er} août 1908).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10141 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 28 février 1927, 1° Mme Minfa Cellura, de nationalité italienne, mariée sans contrat, à Casablanca, le 14 novembre 1925, à Mohamed ben Mohamed Senhadji ; 2° ledit Mohamed ben Mohamed Senhadji, demeurant tous deux à Casablanca, rue du Soldat-Jouvencel, et domiciliés à Casablanca, chez leur mandataire, M. Mohamed ben Djilali Cherkaoui, 62, rue du Commandant-Provost, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, par parts égales, d'une pro-

priété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Bled Senhadji », consistant en terrain nu, située à Casablanca, avenue du Général-d'Amade prolongée.

Cette propriété, occupant une superficie de 18.340 mètres carrés, est limitée : au nord, par une rue non dénommée ; à l'est, par Hadj Abdellah ould Ali, demeurant à Casablanca, kilomètre 3 de la route de Pous-koura ; au sud, par Butler et C^o, à Casablanca, avenue du Général-Drude ; à l'ouest, par Hadj Abdellah ould Aïcha, à Casablanca, au kilomètre 3 de la route de Bouskoura.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte sous seings privés en date à Casablanca du 25 octobre 1925, aux termes duquel Rekya bent Ahmed leur a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10142 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 28 février 1927, Mme Zohra bent Brahim ben Lisser, mariée selon la loi musulmane à Mohamed ben Ahmed, vers 1917, demeurant et domiciliée tribu des Ouled Bouaziz, fraction des Ouled Douib, douar Ouled Bouasnane, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Bled Mezerara », à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Mezerara II », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Doukkala-nord, tribu des Ouled Bouaziz, fraction des Ouled Douib, douar Ouled Bouasnane, près de Sidi Ahmed el Hansali.

Cette propriété, occupant une superficie de 2 hectares, est limitée : au nord, par Kamou ben Bouazza ; à l'est, par Mekki ben Amara el Hamri ; au sud, par Mohamed ben Ghomri ; à l'ouest, par Seghir ben Ahmed, tous demeurant sur les lieux.

La requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'actes d'adoul en date de fin regeb 1325 (8 septembre 1907) et 4 chaoual 1325 (10 novembre 1907), aux termes desquels Tafieb ben Hamida et Larbi ben Cheikh Tafieb lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10143 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 28 février 1927, Saïd ben Elhadj Bouchaïb, marié selon la loi musulmane, vers 1872, à Halima bent Mohamed et, vers 1925, à Fatma bent el Fqih Ahmed, demeurant et domicilié au douar Zouagha, fraction Alaliche, tribu des Hedami (Ouled Saïd), a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Bled Sfi Sakher Touila », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Sfi », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Hedami, fraction Alaliche, douar Zouagha, près du mausolée Sidi Bouzekri.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, comprenant deux parcelles, est limitée :

Première parcelle. — Au nord, par El Hadj Dahman el Ghenimi, douar El Maouka, fraction Guenimyine, tribu précitée ; à l'est, par Mbarek el Maachi, sur les lieux ; au sud, par la daya Meslane (domaine privé de l'Etat chérifien) ; à l'ouest, par Mohamed ben Larbi el Meriouti el Ayadi, sur les lieux.

Deuxième parcelle. — Au nord, par la daya précitée ; à l'est, par Ben Falha Chtouki, douar El Maouka précité ; au sud, par Mohamed ben Boualia Chtouki, même douar ; à l'ouest, par Mohamed ben Larbi, douar Kouabaa, fraction El Ayaïda, tribu des Hedami.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul du 12 jourmada II 1328 (21 juin 1910), aux termes duquel Mohamed ben Larbi el Ayadi el Meriouti lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Rue Marrakech », réquisition 4489 C., dont l'extrait de réquisition d'immatriculation a paru au « Bulletin Officiel » du 11 octobre 1921, n° 468.

Suivant réquisition rectificative du 2 mars 1927, l'immatriculation de ladite propriété, sise à Casablanca, ville indigène, rue de Marrakech, est poursuivie désormais sous la dénomination de « Dar Si Bouazza et Harizi », au nom de Bouazza ben Abdelkader ben Bouazza el Harizi Talaouti, marié selon la loi musulmane à Fatma bent Mohammed, au dit lieu, vers 1900, demeurant lieu dit « Jacma », fraction Talaout, tribu Ouled Harriz, pour l'avoir acquise des consorts Bendahan par acte sous seings privés du 3 février 1927, déposé à la Conservation.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Blad Attia II », réquisition 9176 C., dont l'extrait de réquisition d'immatriculation a paru au « Bulletin Officiel » du 24 août 1926, n° 722.

Suivant réquisition rectificative résultant du procès-verbal de bornage du 19 février 1927, l'immatriculation de la propriété dite « Blad Attia II », réq. 9176 C, susvisée, sise à Mazagan, quartier de Plaisance, est étendue à une parcelle contiguë à l'ouest, d'une superficie de 2.400 mètres carrés, incorporée au cours du dit bornage, et acquise de Abdallah ben Ahmed el Aroui et de Mohamed ben Ettoumi, agissant pour le compte de Khediya bent ben el Hamdounia, suivant acte de fin rebia II 1345, déposé à la Conservation.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

III. — CONSERVATION D'OUIDJA

Réquisition n° 1758 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 2 mars 1927, 1° Bou Abdallah ben el Hadj Boubekeur, caïd de la tribu des Mehaya, marié selon la loi coranique à Kouna bent el Hassane Boudhara, vers 1897, et à Fatna bent Lounis ben M'Hamed, vers 1920, au douar Ouled Embarek, tribu des Mehaya ; 2° Si Ahmed ould el Hadj Miloud ben el Hadj Boubekeur, cultivateur, marié selon la loi coranique à Cherifa bent Bouterfis, vers 1904, et à Fatna bent Ben Ali, vers 1922, au même douar, agissant tant en leur nom personnel qu'en celui de : 3° Boubekeur ould el Hadj Miloud ben el Hadj Boubekeur, cultivateur, marié selon la loi coranique à Hadda bent Ben Ahmed, vers 1918, au même douar ; 4° Mohamed dit « Boudhara » ould el Hadj Miloud ben el Hadj Boubekeur, marié selon la loi coranique à Fatma bent Ahmed ould Hamou, vers 1922, au même douar ; 5° Homada ould el Hadj Miloud ben el Hadj Boubekeur, cultivateur, marié selon la loi coranique à Fatima bent el Hadj Sahli, vers 1917, au même douar ; 6° Mohamed dit « El Gachati » ould el Hadj Miloud ben el Hadj Boubekeur, cultivateur, célibataire ; 7° Ahmida ould el Hadj Miloud ben el Hadj Boubekeur, cultivateur, marié selon la loi coranique, à Embarka bent el Mahi, vers 1920, au même douar ; 8° El Menouer ould el Hadj Miloud ben el Hadj Boubekeur, cultivateur, célibataire ; 9° Benyounes ould el Hadj Miloud ben el Hadj Boubekeur, célibataire mineur sous la tutelle de Si Ahmed sus-nommé, tous de nationalité française et domiciliés au douar Ouled Embarek, tribu des Mehaya, contrôle civil d'Oujda, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, dans les proportions d'un quart pour le premier et de trois quarts entre les autres, d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Tadjemout Sidi Moussa », consistant en terres de culture avec constructions, située contrôle civil d'Oujda, tribu des Mehaya, douar Ouled Embarek, à 19 km. environ au sud-ouest d'Oujda, à proximité et à l'ouest du marabout de Sidi Moussa.

Cette propriété, occupant une superficie de 250 hectares, est limitée : au nord, par la piste de Dar el Hamra à l'oued Isly, et au delà la collectivité des Mehaya ; à l'est, par la propriété dite « Sehb Zerzour », titre 831 O., et Abdelkader ould Si Ahmed ben Touhami, sur les lieux ; au sud, 1° par les héritiers d'Ahmed ben Keroum, représentés par Si Thami Berrada, commerçant à Oujda ; 2° par la

piste de Metlili à la piste de Tinzi, et au delà la propriété dite « Tadjemout », réq. 724 O. ; à l'ouest, par 1° une séguia et au delà Amar ben Ahmed et Ali ould Abdallah, sur les lieux ; 2° par les héritiers d'Ahmed ben Kerroum sus-nommés ; 3° la propriété dite « Tadjemout », réq. 724 O. ; 4° un ravin dit « Chaabet Zga », et au delà la collectivité des Mehaya.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires : 1° Bou Abdallah en vertu d'un acte d'adoul du 7 kaada 1334 (5 septembre 1916), n° 724, homologué, aux termes duquel son frère El Hadj el Miloud ben el Hadj Boubekeur lui a reconnu le quart de ladite propriété ; 2° les autres pour avoir recueilli les trois quarts restant dans la succession de leur père, Hadj el Miloud sus-nommé, ainsi qu'il résulte d'un acte de filiation du 19 jourmada II 1341 (6 février 1923), n° 505, homologué.

Le Conservateur de la propriété foncière à Oujda p. i.,
EUZEN.

Réquisition n° 1759 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 2 mars 1927, Messaoud ould Mohamed ben Brahim, cultivateur, marié selon la loi coranique à Fatma bent el Bachir ben Brahim, vers 1909, et à Rabha bent Mohamed ould Amar Chiguer, vers 1907, au douar Ouled Belkheir, demeurant et domicilié au douar susvisé, fraction des M'Saada, tribu des Beni Ourimèche du nord, contrôle civil des Beni Snassen, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Sehb el Ouarad », consistant en terres de culture, située contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Ourimèche du nord, douar Ouled Belkheir, à 12 km. environ au sud-ouest de Berkane, à 1 km. 500 environ à l'est de l'oued Tagma.

Cette propriété, occupant une superficie de 9 hectares environ, est limitée : au nord et à l'est, par M'Hamed ben Mohamed ben Tahar, sur les lieux ; au sud, par Mohand ould Moussa, sur les lieux, douar Seabta, sur les lieux ; à l'ouest, par M. Krauss Auguste, demeurant à Oran, rue des Forêts, n° 2.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul du 4 jourmada I 1339 (14 janvier 1921), n° 401, homologué, aux termes duquel Ahmed ben el Bachir Homada lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Oujda p. i.,
EUZEN.

Réquisition n° 1760 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 2 mars 1927, M. Parlier Georges-Alfred-Edouard, agriculteur, marié à dame Fraisinet Suzette, le 12 février 1925, à Marseille, sous le régime de la séparation de biens, suivant contrat passé devant M° Fan, notaire à Marseille, le 10 février 1925, demeurant et domicilié à Saïdia du Kiss, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled el Biad », consistant en terres de culture, située contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Triffa, fraction des Ouled Mansour, à 2 km. environ au sud de Saïdia du Kiss et à 500 mètres environ à l'ouest de la route de Berkane à Saïdia du Kiss.

Cette propriété, occupant une superficie de 25 hectares 80 ares, est composée de deux parcelles limitées :

Première parcelle. — Au nord et au sud, par M. Pascalet, à Saïdia du Kiss ; à l'est, par M. Fenwick, propriétaire, à Berkane, et par le requérant ; à l'ouest, par le requérant.

Deuxième parcelle. — Au nord, au sud, à l'est et à l'ouest, par le requérant.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul du 9 rebia I I 1345 (17 septembre 1926), n° 406, homologué, aux termes duquel Si Boubekeur ben Zekri, amin du domaine, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Oujda p. i.,
EUZEN.

Réquisition n° 1761 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 4 mars 1927, M. Trubert Maurice-René, industriel, marié à dame Lehman Jeanne, le 4 avril 1907, à Paris, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, suivant contrat reçu le 27 mars 1907, par M^e Corneau, notaire à Taverny (Seine-et-Oise), demeurant à Paris, 106, avenue de Villiers, et faisant élection de domicile chez M. Roch Raoul, directeur du Crédit agricole à Oujda, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Domaine de Tzaiczi II », consistant en terres de culture, situées contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Ourimèche et Beni Attig du nord, fraction des Ouled Yacoub, à 12 km. environ à l'ouest de Berkane.

Cette propriété, occupant une superficie de 298 hectares environ, est limitée : au nord et au sud, par M. Krauss Auguste, à Oran, rue des Forêts, n° 2 ; à l'est, par 1° Mohamed ben Omar, sur les lieux, et 2° par M. Lajoie Antoine, à Berkane ; à l'ouest, par 1° Si Ahmed ould el Hadj Mohamed Chérif ; 2° Mohamed ben Rabah Abjaoui, tous deux sur les lieux, et 3° la piste de Melg el Ouidane à Cherraa, et au delà Si Ahmed Chegrani, sur les lieux, douar Ouled Bou Beker.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de quatre actes d'adoul, n°s 528, 529, 530 et 531, en dates du 27 rebia II 1337 (30 janvier 1919), homologués, aux termes desquels Si Mohamed ben Mohamed Lalou lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Oujda p. i.,
EUZEN.

Réquisition n° 1762 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 8 mars 1927, Si el Hadj Larbi ben el Hebib ben Mostefa, propriétaire, marié selon la loi coranique, demeurant et domicilié à Oujda, quartier des Ouled Amrane, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dar el Kebira », consistant en terrain avec constructions, située à Oujda, quartier des Ouled Amrane, impasse dite « Derb Essania ».

Cette propriété, occupant une superficie de 2 ares 50 centiares, est limitée : au nord et au nord-est, 1° par Si Ali ben Ahmed el Bellouchi, commerçant, sur les lieux, et 2° par la propriété dite « Dar Sid el Hadj Larbi », titre 865 O. ; au sud-est et au sud, 1° par Sid el Hadj Ahmed ben el Hebib, sur les lieux ; 2° par la propriété dite « Dar Sid el Hadj Larbi n° 2 », titre 1040 O., et 3° par Sid el Hachemi ben Tajeb, sur les lieux ; à l'ouest, par l'impasse publique dite « Derb Essania ».

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moulkia en date du 17 rebia I 1345 (25 septembre 1926), n° 389, homologuée, établissant ses droits sur ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Oujda p. i.,
EUZEN.

Réquisition n° 1763 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 8 mars 1927, Si el Hadj Larbi ben el Hebib ben Mostefa, propriétaire, marié selon la loi coranique, demeurant et domicilié à Oujda, quartier des Ouled Amrane, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Melk el Faïda », consistant en terrain avec constructions, située ville d'Oujda, quartier des Ouled Amrane, rue d'Isly et impasse Derb Essania.

Cette propriété, occupant une superficie de 1 are 50 centiares, est limitée : au nord, par la propriété dite « Magasin Aharfi », titre 624 O. ; à l'est, par l'impasse publique dite « Derb Essania » ; au sud, par 1° El Hadj Slimane ould el Hadj M'Hamed, à Oujda, impasse Derb Essania, et 2° par la propriété dite « Au Tapis Vert », titre 323 O. ; à l'ouest, par la rue d'Isly.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moulkia en date du 17 rebia I 1345 (25 septembre 1926) n° 388, homologuée, établissant ses droits sur ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Oujda p. i.,
EUZEN.

Réquisition n° 1764 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 mars 1927, Si Mohamed ben el Mokaddem Mohamed, ben el Badaoui, cultivateur, marié selon la loi coranique à Fatma bent Tahar, vers 1872, au douar Ouled ben Attia, fraction des Ouled Bou Abdessaid, tribu des Beni Attig et Beni Ourimèche du nord, demeurant et domicilié au même lieu, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Sit Mir Eddir », consistant en terre de culture avec constructions, située contrôle civil de Beni Snassen, tribu des Beni Ourimèche du nord et Beni Attig, fraction des Ouled Bou Abdessaid, douar Ouled ben Attia, à 14 km. environ au sud-ouest de Berkane, à 2 km. environ au sud-est de la casbah de Boughriba.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares environ, est limitée : au nord, par Ahmed Lazaar ben Tagmet, sur les lieux ; à l'est et au sud, par Si Mohamed Ameziane ould el Mokaddem Mohamed ben el Badaoui, sur les lieux ; à l'ouest, par Mohamed ben Hemad, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moulkia en date du 2 moharrem 1328 (14 janvier 1910), homologuée, établissant ses droits sur ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Oujda p. i.,
EUZEN.

IV. — CONSERVATION DE MARRAKECH**Réquisition n° 1296 M.**

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 11 mars 1927, M. Cercos Léon, marié à Mogador, le 15 mars 1899, à dame Messoda Coriat, selon le rite israélite, ledit mariage enregistré au consulat de France, le 16 août 1899, demeurant et domicilié à Mogador, rue de Belgique, n° 7, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Boukerina », consistant en terrain de culture, située entre les kilomètres 9 et 10 sur la route de Mogador à Marrakech, lieu dit El Ghezoua, Ida Ou Guerd Haha.

Cette propriété, occupant une superficie de 8 ha., 57 a., 45 ca., est limitée : au nord, par : 1° Regragui ben Hadj Embarek el Beradaï, négociant, Souk Djedid, Mogador ; 2° Ait Banane à Ait Yassin, Ida Ou Guerd, Haha ; à l'est, par M. Rutily, colon, demeurant sur les lieux ; au sud, par la route de Mogador à Marrakech ; à l'ouest, par : 1° Ouled Ali Ou Hamou à Ait Yassin, Ida Ou Guerd Haha ; 2° le requérant.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'actes d'adoul : 1° de fin safar 1339 (12 novembre 1920), aux termes duquel les héritiers de Saïd et Omar ben Mohammed lui ont vendu une partie de la propriété ; 2° du 27 moharrem 1339 (11 octobre 1920), aux termes duquel les héritiers de Haddi, Mohamed et Aïcha ben Allal, lui ont vendu le surplus de ladite propriété, et d'un istimrar en date du 5 ramadan 1345 (9 mars 1927) lui attribuant ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1297 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 11 mars 1927, 1° Ahmed ben Guebbour Rahmani Hachadi, marié selon la loi coranique, en 1891, à Fatma bent Si Mohamed ben Omar, demeurant au douar Kebbour ben Mahdjoub, tribu des Rehamna ; 2° M. Eliezer-J. Wizman, marié, en mars 1915, *more judaico*, à dame Esther Sarruya, demeurant à Marrakech-Mellah ; 3° MM. Haïm-H. Nahmani, marié *more judaico*, à dame N'Hina Rosellio, en février 1913, demeurant à Marrakech, domiciliés à Marrakech, rue des Banques, chez M. Kessis, avocat, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, dans les proportions de 4/6 pour Si Ahmed ben Guebbour et de 2/6 indivis pour MM. Wizman et Nahmani, d'une propriété dénommée « Chouikhan », à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Chouikhan », consistant en terrains de labour, située tribu des Rehamna, Hachda, lieu dit « Djebel Chouikhan ».

Cette propriété, occupant une superficie de 60 hectares environ, est limitée : au nord, par les Ouled Sidi Abdelouahab, représentés par Si Ahmed ben Abdelouahab, demeurant à Marrakech, Sidi bel Sliman, et par les héritiers de Fekih Sidi Abdelouahab el Mohamedi, représentés par l'un d'eux, demeurant sur les lieux ; à l'est, par Si Brik ben Dahan et Lachemi ben Djaber, demeurant tous deux au douar Ouled Zenaguia, tribu des Rechamna ; au sud, par Si Mohammed ben Djilali et consorts ; par les héritiers de Mahdjoub, représentés par l'un d'eux, et par les requérants, demeurant tous douar Kebbouz ; à l'ouest, par Abdelkader ben Djilali, demeurant au douar Kebbouz précité.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires : 1° Si Ahmed ben Guebbour, en vertu d'un acte d'adoul en date du 30 rejeb 1312 (27 janvier 1895), homologué, aux termes duquel Mohammed ben Larbi et consorts lui ont vendu la propriété, et d'un istimrar en date du 8 rebia II 1328 (19 avril 1910), homologué, lui reconnaissant cette propriété ; 2° MM. Wizman et Nahmani, en vertu d'un acte sous seings privés en date à Marrakech du 22 février 1927, enregistré, aux termes duquel Si Ahmed ben Guebbour leur a vendu le tiers indivis de cette propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1298 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 14 mars 1927, Mme Zahra bent Mohammed ben Lahcen, veuve de Seghir ben el Hadj Lahcen Chaoui, demeurant à Safi, rue Sidi Chabri, n° 23, et domiciliée à Safi, chez M. Jacob, avocat, rue du R'bat, n° 19, son mandataire, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Herch et Remel », à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Blad Zahra », consistant en terrain de culture et zériba (enclos), située circonscription des Abda-Ahmar, contrôle civil de Safi, fraction des Oulad Ali, à 5 km. environ au nord de Souk Tlata de Sidi M'Barek Bou Guedra.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares et composée de deux parcelles, est limitée :

Première parcelle. — Au nord, par Regragui ben Mohammed ben El Alia ; Abbès ben Mohammed ben el Alia, demeurant tous deux au douar Oulad Ali, et par Moulay Driss ben Abdeslam, demeurant au douar de la zaouïa de Sidi Ouassel, à 4 km. au sud de Safi ; à l'est, par Moulay Dris ben Abdeslam précité ; au sud, par El Hachemi ben Embarek ben Kourka ; Ahmed ben Embarek ben Kourka, demeurant tous deux au douar Oulad Ali précité ; à l'ouest, par Abbès ben Mohammed ben El Alia et Regragui ben Mohammed ben El Alia précités.

Deuxième parcelle. — Au nord, par Ahmed et El Hachemi ben Embarek ben Kourka, Regragui et Abbès ben Mohammed ben El Alia précités ; à l'est, par Ahmed et El Hachemi ben Embarek ben Kourka, Regragui et Abbès ben Mohammed ben El Alia susnommés ; au sud, par Salem ben Azzouz Temri, demeurant au douar Laareh ; à l'ouest, par Ahmed et El Hachemi ben Embarek ben Kourka précités et M'Barek ben Larbi Lahrech, demeurant au douar Oulad Ali susnommé.

La requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 30 safar 1274 (19 octobre 1857) établissant que ses ancêtres étaient propriétaires de cet immeuble, et de deux actes de filiation respectivement en date du 30 hija 1293 (15 janvier 1877) et du 15 ramadan 1296 (2 septembre 1879) constatant que la requérante est seule héritière de ses ancêtres.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1299 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 15 mars 1927, M. Kellner Ernest, sujet tchéco-slovaque, chirurgien-dentiste, marié à dame Benitez Aurore, le 11 août 1904, à Mogador, sans contrat, demeurant et domicilié à Mogador, rue du Sous, n° 6, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Maison Kellner », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom

de « Aurora », consistant en terrain bâti, située à Safi, village espagnol.

Cette propriété, occupant une superficie de 1.006 mètres carrés, est limitée : au nord, par M. Murdoch Butler, demeurant à Safi, route de Marrakech ; à l'est, par M. Blanco Albert, demeurant à Safi, village espagnol ; au sud, par une rue non dénommée ; à l'ouest, par M. Benmoha Israël, demeurant à Safi, rue Benito.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu : 1° d'un acte de vente par adjudication aux enchères publiques des biens provenant de la liquidation Freitag des séquestres de guerre en date, au contrôle civil des Abda-Abuar, du 23 novembre 1925 ; 2° et d'un acte d'adoul en date du 19 chaoual 1344 (2 mai 1926), homologué, aux termes duquel M. Miara Nessim lui a vendu le surplus formant ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1300 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 16 mars 1927, M. Israël Joseph, marié, à Tetuan, le 16 mai 1923, sous le régime hébraïque, à Clara Bendelac, négociant, demeurant et domicilié à Marrakech, Trik el Koutoubia, en son nom et pour le compte de ses copropriétaires : Nahon Abraham-Haïm, marié, le 18 octobre 1911, à Gibraltar, sous le régime hébraïque, à Abecassis Orovida, demeurant à Casablanca, rue du Général-Drude, n° 7 ; Braunschwig Georges, veuf de Simon Laure, décédée à La Baule (Loire-Inférieure), le 5 septembre 1916, et demeurant à Casablanca, avenue du Général-Drude ; Hadj Mohammed Tazi, né vers 1880, marié selon la loi coranique, demeurant à Tanger, et domicilié à Marrakech, Trik el Koutoubia, chez M. Israël, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, savoir : M. Israël pour 27,50 %, M. Nahon pour 27,50 %, M. Braunschwig pour 25 %, M. Tazi pour 20 %, d'une propriété dénommée « Kechla », à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Souk el Kheir », consistant en terrain nu, située à Marrakech-Médina, rue Arsat el Maach.

Cette propriété, occupant une superficie de 3.083 mètres carrés, est limitée : au nord et à l'est, par la route dite « El Maach » ; au sud, par : 1° une rue non dénommée ; 2° la propriété dite « Kechla Corcos », req. 905 M., appartenant à M. Corcos, demeurant à Marrakech-Mellah, rue Corcos ; à l'ouest, par : 1° la même propriété ; 2° une rue non dénommée.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte sous seings privés en date du 1^{er} décembre 1926, aux termes duquel la Société commerciale française au Maroc leur a vendu ladite propriété, qu'elle avait acquise de l'Etat chérifien suivant convention du 29 août 1923, confirmée par acte d'adoul du 15 janvier 1924.

Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1301 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 18 mars 1927, Mme Yakout bent Park, veuve de Habad ben Allal ben Bark, décédée en 1921, agissant tant en son nom personnel que pour le compte de ses enfants : Fatma, née vers 1917 ; Mohammed, né vers 1918 ; Ahmed, né vers 1920, demeurant tous au douar Kouba Sidi Allal et domiciliés à Safi, quartier Biada, rue Bellevue, n° 92, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivise, d'une propriété dénommée « Kariat el Begar », à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Kariat el Begar », consistant en terrain de labour, située tribu des Abda, fraction des Ouled Bourghim, à 25 km. de Safi, sur la route de Marrakech.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares et demi, est limitée : au nord, par El Ayachi ben Majoub et par les héritiers Si el Habad ben Allal ben Bark Bourghim, représentés par l'un d'eux, demeurant tous au douar Kouba Sidi Allal ; à l'est, par les Ouled Moulay Tahmi, représentés par l'un d'eux, demeurant au douar Kouba précité ; au sud, par Doukkali el Majoub et les Ouled Moulay Tahmi précités, demeurant tous au douar précité ; à l'ouest, par l'Oued Chabah et El Ayachi ben Majoub, demeurant sur les lieux.

La requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu : 1° d'un acte d'acquisition en date du 15 chaoual 1349 (non homologué), aux termes duquel feu Habad précité avait acquis ladite propriété, et 2° d'un acte de notoriété et de filiation en date du 8 ramadan 1345 (12 mars 1927), homologué, établissant que Si Haba susnommé a laissé comme héritiers les requérants précités.

Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

V. — CONSERVATION DE MEKNÈS

ERRATUM

à l'endroit de réquisition concernant la propriété dite « Villa Emelie », réquisition n° 731 K., sise à Taza, ville nouvelle, rue de Bou Rached, n° 12, qui a paru au Bulletin Officiel du 18 mai 1926, n° 708.

16^e, 17^e et 18^e lignes, lire :

« Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre qu'une hypothèque en premier rang consentie par le requérant au profit de M. Debeti Jean, contrôleur en chef des domaines à Casablanca, pour sûreté d'un prêt de vingt-cinq mille francs (25.000), ainsi que des intérêts au taux de 12 % l'an (commissions, frais et accessoires), suivant acte sous seings privés en date, à Casablanca, du 15 avril 1926, et qu'il en est propriétaire... »

Au lieu de :

« Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire... »

Le Conservateur de la propriété foncière à Meknès p. l.
CUSY.

Réquisition n° 962 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 6 mars 1927, Moulay Abderrahman ben Ali ben Zidane, naqib des Chorfas-Alaouline de Meknès, marié selon la loi musulmane en 1324, à Meknès, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de son épouse Lalla Malika bent Moulay Zidane, demeurant à Meknès-Médina, derb Sottinia, domiciliés à Fès, chez M^r Dumas, avocat, leur mandataire, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis par parts égales, d'une propriété dénommée « Dar el Mezouar », à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Mezouaria », consistant en maison d'habitation avec verger, située à Meknès-Médina, derb Slinia, n° 4.

Cette propriété, occupant une superficie de 500 mètres carrés, est limitée : au nord, par Moulay Ali ben Zidane, demeurant à Meknès-Médina, derb El Mezouar Sottinia ; à l'est, par l'Etat chérifien (domaine privé), représenté par le contrôleur des domaines, à Meknès, et par le cimetière de Lalla Setti bent Bou Ayad ; au sud, par les Ouled Moulay Abdellah el Alaoui, à Meknès-Médina, derb Slinia ; à l'ouest, par le chemin de Sidi Kacem.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires pour l'avoir recueillie dans la succession de leur auteur commun Moulay Ahmed ben Moulay Zidane, ainsi qu'il résulte de deux actes d'hérédité en dates des 27 joumada I 1343 (24 décembre 1924) et 19 rebia II 1344 (6 novembre 1925), homologués.

Le Conservateur de la propriété foncière à Meknès p. l.
CUSY.

Réquisition n° 963 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 7 mars 1927, M. Lebeau Isidore-Gabriel, lieutenant au 61^e régiment d'artillerie, marié à dame Rouverol Henriette-Yvonne-Elodie, le 14 septembre 1918, à Paris (13^e), sans contrat, demeurant à Casablanca, boulevard de Lorraine, n° 699, et domicilié à Meknès, rue de Tunis, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner

le nom de « Villa Suzy », consistant en un terrain bâti, située à Meknès, ville nouvelle, boucle du Tanger-Fès, rue de Tunis.

Cette propriété, occupant une superficie de 382 mètres carrés, est limitée : au nord, par M. Bourg (lot 292 g.), à Meknès, ville nouvelle ; à l'est, par une rue non dénommée ; au sud, par la rue de Tunis ; à l'ouest, par M. Scoullis (lot 292 II), à Meknès, boulevard du Général-Gouraud.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Meknès, du 13 novembre 1922, aux termes duquel M. d'Angiolillo lui a vendu ladite propriété, ce dernier était lui-même propriétaire du terrain pour l'avoir acquis de la ville de Meknès suivant acte en date du 26 juin 1922.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. l.
CUSY.

Réquisition n° 964 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 7 mars 1927, Mohamed ben Qacem Tazi, commerçant, marié selon la loi musulmane en 1902, à Meknès, demeurant et domicilié à Meknès-Médina, quartier Lalla Stanniou, rue Ben Zina, n° 20, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Bouderbala, Bousmama, Bouszana Boughreb », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bouderbala », consistant en terrain de culture, située contrôlé civil de Meknès-banlieue, tribu des Guerrouane du Nord, fraction des Aït Hammou, lieu dit Sidi Saïd, à proximité des marabouts Sidi el Hommich et Sidi Zafer.

Cette propriété, occupant une superficie de 100 hectares, est limitée : au nord, par le cheikh Khechane ould Moha ou Bouazza, par Mimoun ould Cheikh Benaïssa et par Mohamed Aït Thami, demeurant tous trois sur les lieux ; à l'est, par le bled dénommée Aïn Hafid, appartenant à l'Etat chérifien (domaine privé), représenté par M. le contrôleur des domaines à Meknès ; au sud, par Haddou ben Naceur, Mimoun ould cheikh Benaïssa susnommé et par Daghour, demeurant tous trois sur les lieux ; à l'ouest, par Mohamed ben Saga, Haddou ould Tata, et Sidi Ghanen, demeurant tous trois sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 21 rejeb 1345 (25 janvier 1927), homologué, aux termes duquel Idriss et Gaddi Benaïssa et Jerouani lui ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Meknès p. l.
CUSY.

Réquisition n° 965 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 7 mars 1927, Mohamed ben Qacem Tazi, commerçant, marié selon la loi musulmane en 1902, à Meknès, demeurant et domicilié à Meknès-Médina, quartier Lalla Stanniou, rue Ben Zina, n° 20, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Brika », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Tigoumami ou Brika », consistant en terrain de culture, située contrôlé civil de Meknès-banlieue, tribu des Guerrouane du Nord, fraction Aït Aïssa ou Daoud, au sud de la route de Meknès à Kénitra, à hauteur du km. 30 près Lalla Zitouna.

Cette propriété, occupant une superficie de 50 hectares, est limitée : au nord, par la propriété dite Yettoubane I, req. 657 K., à Ould Yattoubane, demeurant douar des Aït Khanmad, tribu des Guerrouane du nord, fraction des Aït Ichou ou Lhassen ; à l'est, par la Société Chaouïa-Maroc, représentée par M. Millerox, demeurant à Aïn Djemâa ; au sud, par Si Hammadi el Hamdouch ez Zemmouri, demeurant contrôlé civil de Khemisset ; à l'ouest, par les Aït Merzouk, représentés par le caïd El Hossein, des Guerrouane du nord.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de quatre actes

d'adoul en date respectivement des 15 rejev 1345 (19 janvier 1927), deux actes, 20 rejev 1345 (24 janvier 1927), 21 rejev 1345 (25 janvier 1927), aux termes desquels Assou et El Hassan ben Aqqa ej Jerouani (1^{er} acte), Braïk ben Aqqa ej Jerouani (2^e acte), Mouloud et Abdelkebir ben Assou ej Jerouani (3^e acte), Moha ben Benaïssa ej Jerouani (4^e acte) lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Meknès, p. l.,
CUSY.

Réquisition n° 966 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 mars 1927, le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie, société anonyme dont le siège social est à Alger, boulevard de la République, constituée suivant acte sous seings privés en date du 24 septembre 1880 et délibération des assemblées générales des actionnaires déposées au rang des minutes de M^e d'Hardevillier, notaire à Paris, les 15 octobre et 14 décembre de la même année, modifiées par délibération de l'assemblée générale des actionnaires en date du 15 janvier 1920, déposée au rang des minutes de M^e Maciet, notaire à Paris, le 28 du même mois, représentée par M. Grillo Auguste, directeur de la succursale de Casablanca, domicilié en ses bureaux à Meknès, rue Rouamzine, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie n° 4 », consistant en terrain à bâtir, située à Meknès, ville nouvelle, place Poeymirau et avenue de la République et du Père-de-Foucauld.

Cette propriété, occupant une superficie de 1.378 mètres carrés, est limitée : au nord, par l'avenue de la République ; à l'est, par M. Pireyre, colon à Meknès ; au sud, par l'avenue du Père-de-Foucauld ; à l'ouest, par l'avenue du Père-de-Foucauld susvisée et la place Poeymirau.

La société requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 25 kaada 1344 (7 juin 1326), aux termes duquel les Habous el Kobra et des Haramain lui ont cédé par voie d'échange ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. l.,
CUSY.

Réquisition n° 967 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 mars 1927, M. Sérié Raoul-Pierre, colon, marié à dame Guiol Paule, le 15 septembre 1919, à Aïn el Arba (Oran), sans contrat, demeurant et domicilié à Meknès, ville nouvelle, rue de l'Eglise, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lot 379 du quartier des Mutilés », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Sérié I », consistant en terrain à bâtir, située à Meknès, ville nouvelle, lot 379 du quartier des Mutilés, boulevard Galliéni.

Cette propriété, occupant une superficie de 120 mètres carrés, est limitée : au nord et à l'est, par le requérant ; au sud, par M. Leyrit, à Meknès, rue de l'Eglise ; à l'ouest, par le boulevard Galliéni.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Meknès, du 10 août 1926, aux termes duquel M. Salvarelli Joseph lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès p. l.,
CUSY.

Réquisition n° 968 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 14 mars 1927, M. Saphore Charles-Valory, colon, marié à dame Feneck Agnès-Alba-Maria, le 2 juin 1906, à la Goulette (Tunisie), sans contrat, demeurant et domicilié à Meknès, ville nouvelle, rue de l'Yser, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom

de « Ferme Alice », consistant en terrain de culture avec ferme et dépendances, située contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Dhkissa, sur la rive droite de l'oued Ouïslam, à 600 mètres environ au nord de la route de Meknès à Fès, à hauteur du pont de l'oued Ouïslam.

Cette propriété, occupant une superficie de 120 hectares, est limitée : au nord, par le guich des Dhkissa ; à l'est, par le chérif Moulay Ismaël, à Meknès-Médina, place Koubat Rialine ; au sud, par la propriété dite Bled Garnit, req. 621 K., à MM. Sudry Mardoche, Toledano Makhlof, Si Mohamed Garnit et El Hadj Ali Soussi, domiciliés chez M^e Buttin, avocat à Meknès ; à l'ouest, par les héritiers Boughaleb, les Habous Kobra de Meknès, les Habous Soghra de Meknès, tous demeurant à Meknès-Médina, et par Si Hadj Driss Terrab, à Meknès-Médina, rue Sidi Amar Bouaouada.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de deux actes d'adoul en date du 21 jourmada II 1336 (3 avril 1918), homologués, aux termes desquels El Maalem Sid Mohamed ben es Seddik ez Zahrani lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Meknès p. l.,
CUSY.

Réquisition n° 969 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 14 mars 1927, Abdeslam ben el Hadj Ahmed el Marrakchi, commerçant, marié selon la loi musulmane à Fès, demeurant à Fès, fondouk Ras Cherratine, et domicilié chez Si Mohamed ben Abbas el Kabbadj, demeurant à Fès, fondouk Ras Cherratine, n° 12, agissent en son nom personnel et comme copropriétaires de 1^{er} Abdeslam ben Ahmed er Rifi, dit Kroua, cultivateur, marié selon la loi musulmane ; 2^e Hammadi ben Ahmed er Rifi, dit Kroua, cultivateur, marié selon la loi musulmane ; 3^e Mohammed ben Sid el Abbas el Kabbadj, commerçant, marié selon la loi musulmane, à Fès, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis dans les proportions de 1/6 pour chacun des trois premiers et 3/6 pour le dernier, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Blad ben Azaba », consistant en terrain de culture, située bureau des affaires indigènes de Fès-banlieue, tribu des Ouled Djema, à 800 mètres à l'est du confluent de l'oued Azaba et de l'oued Sebou, près du marabout de Sidi Mekkadi.

Cette propriété, occupant une superficie de 300 hectares, est limitée : au nord, par la piste dite « Maklah Errih » ; à l'est, par les Oulad Sidi Hamed ben Yahia, à Fès-Médina, rue Oulad Sidi Ahmed Yahia, par les Oulad Serrnaj, à Fès-Médina, quartier Guerniz, et Moulay Hamri el Blghiti, à Fès-Médina, quartier de Jkak el Hjer ; au sud, par la rivière de Ben Azaba, le pont dit « Kantra de Ben Azaba » et la piste qui mène à l'oued Ben Azaba ; à l'ouest, par El Mloukhi Lahlou, à Fès-Médina, quartier Diouane, et les Oulad el Hadj Taleb Lazrak, à Fès-Médina, Ras Cheratine.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 6 rebia I 1344 (4 septembre 1925), homologué, aux termes duquel Eliahou Danan, Ben el Hazzan, Mimoun Danan leur a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Meknès p. l.,
CUSY.

Réquisition n° 970 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 15 mars 1927, Idriss ben Bouçhta el Boukhari el Kholti, marié selon la loi musulmane, en 1320, demeurant à Fès-Jedid, derb Sidi Qadi Haja, n° 9, et domicilié chez El Maallem et Tahar ben el Mehdi en Najjar, son mandataire, à Fès-Jedid, derb Ez Zaouia et Tijania, n° 37, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « El Oula », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ej Jedida », consistant en

terrain de culture, située contrôle civil de Meknès-banlicue, à 5 km. de Meknès, à 800 mètres au sud de l'Aviation et à 500 mètres environ à l'est de la route des Aït Harzalla.

Cette propriété, occupant une superficie de 12 hectares, est limitée : au nord, par le chérif Moulay Abderrahmane ben Hicham, à Meknès, quartier d'El Driba (gza) et l'Etat chérifien (domaine privé) (sol), représenté par M. le contrôleur des domaines à Meknès ; à l'est, par Moulay Ali ben Lahsen el Alaoui, à Meknès, derb El Caïd Idriss, n° 3, à Kasbet Hedraech (gza) et l'Etat chérifien (domaine privé) susnommé (sol) ; au sud, par Moulay el Kebir ben Nacer el Alaoui, à Meknès, quartier d'Es

Settinia ; à l'ouest, par Abdallah ou Sliman, à Meknès, derb El Qaid Hammane, n° 1, à Kasbet Hedraech (gza) et l'Etat chérifien (domaine privé) susnommé (sol).

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 18 rejeb 1322 (28 septembre 1904), aux termes duquel les héritiers d'El Thami ben Belkader et Trougui lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Meknès p. l.,
CUSY.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES (1)

I. — CONSERVATION DE RABAT

Réquisition n° 2365 R.

Propriété dite : « Battail III », sise contrôle civil des Zemmour, centre de Khémisset, lotissement domaniale.

Requérant : M. Battail Eugène-Joseph, négociant, demeurant à Khémisset.

Le bornage a eu lieu le 22 décembre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2545 R.

Propriété dite : « Bikker », sise contrôle civil de Souk el Arba du Rarb, tribu des Beni Malek, fraction des Ouled Khalifa, lieu dit « Boudzira ».

Requérant : M. Houlmann François, demeurant à Souk el Arba du Gharb.

Le bornage a eu lieu le 15 décembre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2573 R.

Propriété dite : « Simon », sise à Rabat, impasse des Cévennes, près la rue de Nîmes.

Requérante : Mlle Simon Laure-Madeleine, demeurant à Rabat, rue du Général-Maurial, villa Dixmude.

Le bornage a eu lieu le 3 novembre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2584 R.

Propriété dite : « La Prêlette », sise à Rabat, rue Moulay Idriss, quartier du Bou Regreg.

Requérant : M. Roget Robert, professeur au lycée Gouraud, demeurant à Rabat, rue Moulay Idriss.

Le bornage a eu lieu le 4 novembre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2617 R.

Propriété dite : « Le Liban », sise à Rabat, quartier de Kébibat, rue de Tours.

Requérant : M. Dewulf Jean-Bernard-Théodore-Joseph, lieutenant-colonel de génie en retraite, demeurant à Alger, rue Beauséjour, villa des Roses, représenté par M^e Chirol André, avocat à Rabat.

Le bornage a eu lieu le 3 décembre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2631 R.

Propriété dite : « Ben Abdallah », sise à Rabat, quartier des Touarga, impasse Reguani, près la rue de la Marne.

Requérants : 1° Hadj Mohamed ben Hadj Ahmed ben Abdallah ; 2° Aïcha bent el Ahmed, épouse de Abdelhouahed ben Hadj Ali, demeurant tous deux à Rabat, rue Sidi el Maati.

Le bornage a eu lieu le 6 décembre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2349 R.

Propriété dite : « Berr n° 1 », sise contrôle civil de Petitjean, à Petitjean, à l'angle de deux rues de 15 mètres non dénommées.

Requérant : M. Berr René, demeurant à Kénitra, avenue du Marchal-Joffre.

Le bornage a eu lieu le 17 décembre 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2960 R.

Propriété dite : « Dhâr ben Ayad », sise contrôle civil de Souk el Arba du Rarb », tribu des Seffiane, fraction des Ouled Khalifa, lieu dit « Kacem Merzoug ».

Requérants : 1° Mansour ben el Hadj Sellam ; 2° M'Hamed ben el Hadj Sellam ; 3° Lahmar ben el Hadj Mohammed, demeurant tous trois au douar Ouled Mansour, tribu des Beni Malek.

Le bornage a eu lieu le 16 décembre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2962 R.

Propriété dite : « El Haminsa », sise contrôle civil de Souk el Arba du Rarb, tribu des Seffiane, fraction des Ouled Khalifa.

Requérants : 1° Bennaiissa ben Abbou Beloudini ; 2° Mansour ben Abbou Beloudini ; 3° M'Hamed ben Abbou Beloudini ; 4° Khadija bent Abbou Beloudini ; 5° Rahma bent Abbou Beloudini ; 6° Fatma bent el Hamer, demeurant tous au douar Sidi Kacem, tribu des Beni Malek.

Le bornage a eu lieu le 16 décembre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3021 R.

Propriété dite : « Dhar Kidar », sise contrôle civil de Rabat-banlicue, tribu des Arab, fraction des Ogbane, douar des Ouled Ameur.

Requérant : Larbi ben Maati, dit « Boualoua », demeurant sur les lieux, représenté par Mahdjoub ben el Hadj Mohamed Lazrek, demeurant à Rabat, derb Moulay Abdallah.

Le bornage a eu lieu le 21 décembre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

(1) Nota. — Le dernier délai pour former des demandes d'inscription ou des oppositions auxdites réquisitions d'immatriculation est de deux mois à partir du jour de la présente

publication. Elles sont reçues à la Conservation, au Secrétariat de la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Cadi

Réquisition n° 3023 R.

Propriété dite : « Godart II », sise contrôle civil de Souk el Arba du Rab, tribu des Beni Malek, fraction des Siah, à 2 km. au sud-ouest de Souk el Arba du Rab.

Requérant : M. Godart Ange-Zéphirin, demeurant à Souk el Arba du Rab.

Le bornage a eu lieu le 15 décembre 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA**NOUVEL AVIS DE CLOTURE DE BORNAGE****Réquisition n° 4489 C.**

Propriété dite : « Dar Si Bouazza el Harizi », sise à Casablanca, ville indigène, rue de Marrakech.

Requérant : Bouazza ben Abdelkader ben Bouazza el Harizi Talaouti, demeurant lieu dit « Jacma », fraction Talaout, tribu des Ouled Harriz.

Le bornage a eu lieu le 27 septembre 1926.

Le présent avis annule celui publié au *Bulletin Officiel* du Protectorat le 8 mars 1927, n° 750.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES**Réquisition n° 5798 C.**

Propriétés dites : 1° « Lotissement de la nouvelle Médina » ; 2° « Si Mohamed Baschko » ; 3° « Dar Fatma bent Djilali » ; 4° « Dar Arkia » ; 5° « Dar Hadj Bouchaïb ben Larbi » ; 6° « Dar el Madani ben el Arbi » ; 7° « Dar Arkia bent Mohamed » ; 8° « Dar Abdennebi » ; 9° « Dar Hajja Anaïa », sises à Casablanca, quartier de la nouvelle Médina.

Requérants. — Pour la première : la Société Immobilière de la nouvelle Médina de Casablanca, société anonyme dont le siège social est à Casablanca, rue du Marabout, n° 9, représentée par M. Bourliand, son directeur, et faisant élection de domicile à son siège social.

Pour la deuxième : Mohammed ben Ahmed ben Embarek Baschko, mineur sous la tutelle de son père, demeurant à Casablanca, boulevard du 2^e-Tirailleurs ;

Pour la troisième : Fatma bent Djilali et Aïcha bent Abbou, demeurant toutes deux à Casablanca, derb Sultan, rue n° 38, maison n° 3 ;

Pour la quatrième : Arkia bent Bouchaïb bel Hadj Bouazza et Aïcha bent Mohammed ben Ahmed, demeurant toutes deux à Casablanca, quartier réservé ;

Pour la cinquième : Hadj Bouchaïb ben Larbi, à Casablanca, quartier de la nouvelle ville indigène, derb Sultan, rue n° 26, maisons n° 7 et 9 ;

Pour la sixième : Madani ben el Arbi, à Casablanca, nouvelle ville indigène, rue n° 26, maison n° 7 et 9 (derb Sultan) ;

Pour la septième : Arkia bent Mohamed Meskini, demeurant à Casablanca, nouvelle ville indigène, quartier réservé (Bousbir), rue El Fassia, n° 14 ;

Pour la huitième : Abdennebi ben Zeroual Ziâni el Bidaoui, à Casablanca, derb Ben Djedia, rue n° 20, maison n° 3, et Lahssen ben Zeroual Ziâni, demeurant tribu des Ouled Ziâne, fraction Moulaine ed Deroua, douar Ouled Abbès ;

Pour la neuvième : Hajja Anaïa bent el Hadj Abdelkader, à Casablanca, derb Ben Djedia, n° 20, maison n° 5.

Le bornage a eu lieu le 26 août 1925. Des bornages complémentaires ont eu lieu les 25 mars 1926 et 8 mars 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 6202 C.

Propriété dite : « Bled Ouled Maamar », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu Moulaine el Hofra, fraction Djeïrial, lieu dit « Ouled Maamar ».

Requérant : Sid Lahssen ben Rahal Saïdi Djemili, du douar Ouled Yamani (Moulaine el Hofra).

Le bornage a eu lieu le 6 octobre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 6938 C.

Propriété dite : « Djenanat Kouadiat », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Mzoura, fraction Ouled Moussa, lieu dit « Djenanat Kouadiat ».

Requérant : Bouchaïb bel Hadj Mohamed M'Zouri Saïdi, des Ouled Moussa (Mzoura).

Le bornage a eu lieu le 6 octobre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 6939 C.

Propriété dite : « Bled Ahmed ben Thami », sise contrôle civil des Doukkala, annexe des Doukkala-sud, tribu des Ouled Bouzerara, douar Mesnaoua.

Requérant : Ahmed ben Thami el Mesnaoui, demeurant douar Mesnaoua, tribu des Ouled Bouzerara, et domicilié à Casablanca, chez Ben Abdesselam, rue Centrale, n° 8.

Le bornage a eu lieu le 14 octobre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7009 C.

Propriété dite : « Bled el Kasbah », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Zenata, douar Ouled Lahsen.

Requérant : Larbi ben Maklouf Ezzenati el Hasnaoui, demeurant au douar Ouled Lahssen (Zenata).

Le bornage a eu lieu le 28 juillet 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7383 C.

Propriété dite : « Quartier Tazi 25 bis », sise à Casablanca, quartier de l'ancien camp espagnol.

Requérant : Si Hadj Omar ben Abdelkrim Tazi, domicilié à Casablanca, 27, avenue du Général-d'Amade.

Le bornage a eu lieu le 3 octobre 1925. Deux bornages complémentaires ont eu respectivement lieu les 28 juin et 14 octobre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7641 C.

Propriété dite : « Hamdia », sise contrôle civil des Doukkala, annexe des Doukkala-sud, tribu des Ouled Amor, fraction Bou Saada, douar Beni Khalef.

Requérants : Si Brahim ben M'Hamed el Khelif el Talbi, demeurant à Mazagan, quartier Quelaa, rue 353, maison 72, et Si Ahmed ben Hadj M'Hamed el Khelif, demeurant douar Beni Khalef, fraction Bou Saada, tribu des Ouled Amor.

Le bornage a eu lieu le 16 octobre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7791 C.

Propriété dite : « Terrain Perez », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, tribu des Ouled Harriz, près de Ber Rechid, à 300 mètres au sud du cimetière.

Requérant : M. Merme Louis-Narcisse, colon à Ber Rechid.

Le bornage a eu lieu le 20 février 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7926 C.

Propriété dite : « Bled Cheikh Bouchaïb I », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Ouled Ziâne, fraction des Soualem, douar Bouchtiine.

Requérants : 1° Cheikh Bouchaïb ben Abdelkader ben Abdallah ben el Mejahed Salmi el Messaoudi ; 2° Halima bent Lahcen ben Hadj el Miloudi, divorcée de Si Driss ben el Medjahed, tous deux demeurant et domiciliés au douar El Bouchtiine précité.

Le bornage a eu lieu le 6 juillet 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8116 C.

Propriété dite : « Ard ben Chuih », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Ouled Arrif, douar Ouled Moumen, lieu dit « Mers ben Chouïa ».

Requérant : El Bahloul ben Larbi Essaïdi el Arifi el Moumni, du douar Ouled Moumen précité.

Le bornage a eu lieu le 4 octobre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8117 C.

Propriété dite : « Feddan ed Doum et Touiza », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Ouled Arrif, douar Ouled Moumen ben Kacem.

Requérant : El Bahloul ben Larbi Essaïdi el Arifi el Moumni, du douar Ouled Moumen précité.

Le bornage a eu lieu le 5 octobre 1926.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8118 C.

Propriété dite : « Kiraa Aloua », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Ouled Arrif, douar Ouled Moumen, lieu dit « Mers ben Chouïa ».

Requérant : El Bahloul ben Larbi Essaïdi el Arifi el Moumni, du douar Ouled Moumen précité.

Le bornage a eu lieu le 5 octobre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8119 C.

Propriété dite : « Ard el Oud et Mrics Moumen », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Ouled Arrif, douar Ouled Moumen, lieu dit « Mers ben Chouïa ».

Requérant : El Bahloul ben Larbi Essaïdi el Arifi el Moumni, du douar Ouled Moumen précité.

Le bornage a eu lieu le 5 octobre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8375 C.

Propriété dite : « Touilatte et Moukatti », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Ouled Arrif, sur le chemin allant du douar Ouled Ahmed ben Sliman à Souk el Khemis.

Requérants : 1° Ahmed ben Tahar ; 2° Amor ben Tahar ; 3° Hachemi ben Bouchaïb ; 4° Khedidja bent Mohamed ; 5° Miloudia bent Mohamed ; 6° Mina bent Bouazza ; 7° Fatma bent Mohamed ; 8° Aïcha bent Bouchaïb ; 9° Fatima bent Bouchaïb ; 10° Rekia bent Bouchaïb, demeurant tous au douar des Ouled Sliman (Ouled Arrif).

Le bornage a eu lieu le 18 septembre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8748 C.

Propriété dite : « Domaine des Kouacem IV », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Oulad Abbou fraction Oulad Salem.

Requérant : M. Castagné Maurice-Marie-Aimé, domicilié chez M. Paul Marage, 32, boulevard Gouraud, à Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 2^e octobre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

IV. — CONSERVATION DE MARRAKECH**Réquisition n° 810 M.**

Propriété dite : « Sidi Rahal I », sise à Marrakech-banlieue, tribu Zemran, près Sidi Rahal, à 1 km. au sud du marabout de Sidi Messaoud.

Requérant : Si Mohammed ben Rahal er Rahali, à Rabat.

Le bornage a eu lieu le 23 avril 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 811 M.

Propriété dite : « Sidi Rahal II », sise à Marrakech-banlieue, tribu Zemran, à 3 km. de Sidi Rahal, sur la piste de Sidi Rahal à Tamelett.

Requérant : Si Mohammed ben Rahal er Rahali, à Rabat.

Le bornage a eu lieu le 23 avril 1926.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 812 M.

Propriété dite : « Sidi Rahal III », sise à Marrakech-banlieue, tribu Zemran, près de Sidi Rahal, à 3 km. de la piste de Sidi Rahal à Tamelett.

Requérant : Si Mohammed ben Rahal er Rahali, à Rabat.

Le bornage a eu lieu le 24 avril 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 839 M.

Propriété dite : « Bled Koudat Marend Etat », sise aux Rehamna, à 3 km. du douar Rahal ben Cherk.

Requérants : 1° l'Etat chérifien (domaine privé) ; 2° Rekia bent Djillali Chaoui el Médioumia el Mejatia, demeurant à Casablanca, darb Ghellef.

Le bornage a eu lieu le 10 décembre 1926.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 832 M.

Propriété dite : « Djenan Tamaright », sise à Taitourst, tribu des Halia, fraction Meknafa.

Requérant : Si Mohammed ben Ahmad el Hibi Aïfous, Marrakech.

Le bornage a eu lieu le 18 novembre 1926.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1127 M.

Propriété dite : « Dar el Glaoui », sise à Marrakech-Médina, quartier Bab Doukkala, rues Rmila et Bab Doukkala.

Requérants : El Hadj Thanii el Mohammed el Mezouari et Glaoui, pacha de Marrakech.

Le bornage a eu lieu le 20 décembre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

V. — CONSERVATION DE MEKNES**ERRATUM**

à l'avis de clôture de bornage concernant la réquisition 446 K., publié au Bulletin Officiel du 22 mars 1927, n° 752, page 637.

Réquisition n° 446 K.

Lignes 1, 2 et 3, lire :

« Propriétés dites : « Ben Draou Abdelkrim I », « Ben Draou Abdelkrim II », « Ben Draou Abdelkrim III », « Ben Draou Abdelkrim IV », « Ben Draou Abdelkrim V », provenant de la division de la propriété dite « Ben Draou Abdelkrim » ;

au lieu de :

« Propriétés dites : « Azib ben Draou I », « Azib ben Draou II », « Azib ben Draou III », « Azib ben Draou IV », « Azib ben Draou V », provenant de la division de la propriété dite « Azib ben Draou ».

Dernière ligne, lire :

« Le bornage a eu lieu les 18 juin et 24 juillet 1926. »

Au lieu de :

« Le bornage a eu lieu les 18 et 24 juillet 1926. »

Le reste sans changement.

Le Conservateur de la propriété foncière à Meknès p. i.,
CUSY.

NOUVEAUX AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES

Réquisition n° 214 K.

Propriété dite : « Coriat », sise à Fès-Djedid, rue Sidi Eounafa, n° 16.

Requérants : 1° M. Affalo Mimoun ben Yacoub, commerçant, demeurant à Fès-Mellah, derb Foqi, n° 308 ;

2° Mme Coriat Yacout, demeurant à Fès-Djedid, rue Sidi Bou-nafa, n° 16, copropriétaires indivis.

Le bornage a eu lieu le 30 octobre 1924.

Le présent avis annule celui publié au *Bulletin Officiel* du Protectorat le 24 février 1925, n° 644.

Le Conservateur de la propriété foncière à Meknès p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 353 K.

Propriété dite : « Dar Arros Paris-Maroc n° 2 », sise bureau des renseignements d'El Hajeb, tribu des Guerouane du sud, près du boulevard Circulaire.

Requérante : la Société anonyme Paris-Maroc, dont le siège social est à Paris, 6, rue de Marignan, représentée par M. Buteux Hubert, demeurant à Meknès, Magasins Modernes, rue Rouamzine.

Le bornage a eu lieu le 31 octobre 1925.

Le présent avis annule celui publié au *Bulletin Officiel* du Protectorat le 9 février 1926, n° 694.

Le Conservateur de la propriété foncière à Meknès p. i.,
(A.S.).

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES

Réquisition n° 466 K.

Propriété dite : « Bled el Meliani Kounda », sise à Fès-banlieue, bureau des affaires indigènes de Karia Ba Mohammed, tribu des Ouled Aïssa, à 2 km. environ du poste de Karia Ba Mohammed, fraction de Kounda.

Requérants : 1° Driss ben Abdelhacq el Meliani ; 2° Amar ben Mohamed ben Lahcen el Bernoussi ; 3° Halima bent Mohamed ben Lahcen el Bernoussi, épouse de Moha ben el Hachemi ; 4° Fatma bent Mohamed ben Lahcen el Bernoussi, épouse de Ben Dahmane el Koundi ; 5° Yamna bent Mohamed ben Lahcen el Bernoussi, épouse de Mansour ben Abbou ; 6° Ahmed ben Mohamed ben Lahcen el Bernoussi ; 7° Rahma bent Mohamed ben Lahcen el Bernoussi ; 8° Fatma bent Dahmane, veuve de Mohamed ben Lahcen ; 9° Yamina bent Ahmed ben Ouannas, veuve de Meliani ben Koundi Hailoul ; 10° Ahmed ould ben Aïcha el Fergani ; 11° Ali ould ben Aïcha el Fergani ; 12° Ahmed ben Mohamed ben Kacem, demeurant le premier à Moulay Idriss du Zerhoun, les autres au Khemamcha ouled Aïssa, bureau des affaires indigènes de Karia Ba Mohamed.

Le bornage a eu lieu le 10 juin 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Meknès p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 472 K.

Propriété dite : « Kirania n° 1 », sise bureau des affaires indigènes de Souk el Arba de Tissa, tribu des Hayaina, fraction des Ouled Riad, lieu dit Schifa, sur l'oued Innaouen.

Requérant : Si Abdelkader ben M'Hamed Benkiran, demeurant à Fès, 31, derb El Mokhfa, et domicilié chez M^e Dumas, avocat à Fès.

Le bornage a eu lieu le 2 août 1926.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 473 K.

Propriété dite : « Kirania n° 2 », sise bureau des affaires indigènes de Souk el Arba de Tissa, tribu des Hayaina, fraction des Ouled Riad, lieu dit Schifa, sur le chaabat El Mouta.

Requérant : Si Abdelkader ben M'Hamed Benkiran, demeurant à Fès, 31, derb El Mokhfa, et domicilié chez M^e Dumas, avocat à Fès.

Le bornage a eu lieu le 3 août 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Meknès p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 474 K.

Propriété dite : « Kirania n° 3 », sise bureau des affaires indigènes de Souk el Arba de Tissa, tribu des Hayaina, fraction des Ouled Riad, lieu dit Schifa, sur l'oued Innaouen.

Requérant : Si Abdelkader ben M'Hamed Benkiran, demeurant à Fès, 31, derb El Mokhfa, et domicilié chez M^e Dumas, avocat à Fès.

Le bornage a eu lieu le 4 août 1926.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 716 K.

Propriété dite : « El Ouazzania II », sise bureau des affaires indigènes de Souk el Arba de Tissa, tribu des Hayaina, fraction des Ouled Aliane, sur l'oued Leben, près du poste de Tissa.

Requérant : Mohamed ben Thami el Ouazzani, demeurant à Fès, derb Bouhaj, n° 8.

Le bornage a eu lieu le 26 juillet 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 717 K.

Propriété dite : « El Ouazzania III », sise région de Fès, bureau des renseignements de Souk el Arba de Tissa, tribu des Hayaina, fraction des Ouled Aliane, fraction des Besabsa, sous-fraction des Haouara et Njajra, près du poste de Tissa.

Requérant : Mohamed ben Thami el Ouazzani, demeurant à Fès, derb Bouhaj, n° 8.

Le bornage a eu lieu le 27 juillet 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Meknès p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 718 K.

Propriété dite : « El Ouazzania IV », sise région de Fès, bureau des affaires indigènes de Souk el Arba de Tissa, tribu des Hayaina, fraction des Ouled Aliane, sous-fraction des Besabsa, près du poste de Tissa.

Requérants : 1° Mohamed ben Thami el Ouazzani, demeurant à Fès, derb Bouhaj, n° 8 ; 2° Sid Dahmane ben Ahmed ez Zouni el Aliani el Hayani, dit Guemmat, demeurant à Aïn Kermous, près de Tissa.

Le bornage a eu lieu le 27 juillet 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Meknès p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 719 K.

Propriété dite : « El Ouazzania V », sise bureau des affaires indigènes de Souk el Arba de Tissa, tribu des Hayaina, fraction des Ouled Aliane, près du poste de Tissa, lieu dit Doumia.

Requérants : 1° Mohamed ben Thami el Ouazzani, demeurant à Fès, derb Bouhaj, n° 8 ; 2° Caïd Omar ben Bouchta el Aliani el Hayani el Mehennaoui, demeurant aux Ouled Aliane.

Le bornage a eu lieu le 27 juillet 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Meknès p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 721 K.

Propriété dite : « El Ouazzania VII », sise bureau des affaires indigènes de Souk el Arba de Tissa, tribu des Hayaina, fraction des Ouled Aliane, sous-fraction des Bessabsa, près du poste de Tissa.

Requérant : Mohamed ben Thami el Ouazzani, demeurant à Fès, derb Bouhaj, n° 8.

Le bornage a eu lieu le 28 juillet 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Meknès p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 722 K.

Propriété dite : « El Ouazzania VIII », sise bureau des affaires indigènes de Souk el Arba de Tissa, tribu des Hayaina, fraction des Ouled Aliane, sous-fraction des Ouled Ali, près du poste de Tissa.

Requérants : 1° Mohamed ben Thami el Ouazzani ; 2° Yamina Chtoukia, veuve de Taieb ben Abdesselam ben el Manaa ; 3° Halima bent Taieb ben Abdesselam ben el Manaa, épouse de Ahmed ben el Alaoui ; 4° Rqia bent Taieb ben Abdesselam ben el Manaa ; 5° Fatma

bent Taieb ben Abdesselam ben el Manaa ; 6° Rahma bent Taieb ben Abdesselam ben el Manaa ; 7° Lghalia bent Taieb ben Abdesselam ben el Manaa ; 8° Ahmed ben Taieb ben Abdesselam ben el Manaa, demeurant et domiciliés chez le premier requérant, à Fès, derb El Bouaj, n° 8.

Le bornage a eu lieu le 29 juillet 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Meknès p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 793 K.

Propriété dite : « Alfred », sise à Meknès, ville nouvelle, avenue d'Oran et rue d'Oujda.

Requérant : M. Jayme André, entrepreneur de travaux publics, demeurant et domicilié à Meknès, ville nouvelle, rue de la Marne.

Le bornage a eu lieu le 2 décembre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Meknès p. i.,
CUSY.

ANNONCES

La Direction du « Bulletin Officiel » décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces

Annonces légales, réglementaires et judiciaires

BUREAU DES NOTIFICATIONS ET EXECUTIONS JUDICIAIRES DE CASABLANCA

AVIS DE MISE AUX ENCHÈRES

Il sera procédé le vendredi 21 juin 1927 à 9 heures au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de la dite ville, à la vente aux enchères publiques sur la mise à prix de 50.000 francs, d'un immeuble situé à Casablanca, rue de Nancy n° 42 et 44 comprenant le terrain d'une contenance de huit cents mètres carrés environ, clôturé en partie de murs, ensemble les constructions y édifiées et dépendances savoir :

1° Une petite construction légère éditée en briques avec toiture en tôles couvrant 20 mètres carrés environ.

2° Une construction éditée en briques et maçonnerie avec toiture en tôles couvrant 40 mètres carrés environ à usage d'habitation comprenant 3 pièces plafonnées et carrelées.

3° Un grand hangar d'écurie monté sur charpente en bois, couvert et fermé en tôles avec mangeoires couvrant 120 mètres carrés environ.

4° Un deuxième hangar monté sur charpente bois, couvert et fermé en tôles couvrant 30 mètres carrés environ.

5° Un grand hangar ouvert, à usage d'écurie monté sur piliers en briques et charpente en bois avec toitures en tôles et mangeoires, couvrant 150 mètres carrés environ.

6° Puits avec pompe.

Le dit immeuble limité :

Au nord, par l'immeuble immatriculé dit « Tnofal » titre foncier 4636 et l'immeuble immatriculé dit « Paris-Auvergne » titre foncier n° 1143 C. ;

A l'est, par l'immeuble immatriculé dit « Propriété Mas-sot I » titre foncier n° 4789 C. ;

A l'ouest, par un immeuble qui appartiendrait à Madame Nabal ;

Au sud, par la rue de Nancy.

La vente de cet immeuble dé-

pendant de l'actif de la faillite de feu Eugène Nougaret est poursuivi à la requête de M. Emmanuel Aselmo, arbitre de commerce demeurant à Sidi Bel-Abbès agissant en qualité de syndic définitif dudit sieur Eugène Nougaret en son vivant industriel à Sidi Bel-Abbès département d'Oran (Algérie) et en tant que de besoin de M. Sauvan secrétaire-greffier en chef, chef du bureau des faillites, liquidations et administrations judiciaires de Casablanca co-syndic de ladite faillite en les bureaux duquel M. Emmanuel Aselmo a fait élection de domicile.

L'adjudication aura lieu aux clauses et conditions du cahier des charges. Dès à présent toutes offres d'enchères peuvent être faites au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, jusqu'à l'adjudication.

Pour tous renseignements s'adresser audit bureau détenteur du cahier des charges.

Le secrétaire-greffier en chef.

I. PETIT.

1169

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE RABAT

Inscription n° 1548
du 28 mars 1927.

Suivant acte sous signatures privées, fait en double à Fès, le neuf mars mil neuf cent vingt-sept, dont un original a été déposé au greffe du tribunal de paix de la même ville, par acte notarié du 14 du même mois, M. Joannes-Etienne Chevaleryre, hôtelier, demeurant à Fès, V.N. a vendu à M. Louis-Marie Ropers, propriétaire, demeurant aussi à Fès, le fonds de commerce de café-brasserie exploité à Fès avenue du Général-Maurial, immeuble du Pacha de Sefrou, à l'enseigne de « Café Gambirinus ».

Les oppositions sur le prix seront reçues au greffe du tri-

bunal de première instance de Rabat, dans les quinze jours de la deuxième inscription qui sera faite du présent extrait dans les journaux d'annonces légales.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,

A. KUHN.

1170 R

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE RABAT

Inscription n° 1545
du 22 mars 1927.

Suivant acte reçu au bureau du notariat de Rabat, le 8 mars 1927, dont une expédition a été déposée au greffe du tribunal de première instance de la même ville, le 22 du même mois, M. Georges Samissof, photographe, demeurant à Casablanca, 117, rue de la Liberté a vendu à M. Philippe Choulguine, photographe ; domicilié à Rabat, avenue Dar el Makhzen, immeuble Mathias, le fonds de commerce de photographe, exploité à Rabat, à l'adresse sus indiquée.

Les oppositions sur le prix seront reçues au greffe du tribunal de première instance de Rabat, dans les quinze jours de la deuxième inscription qui sera faite du présent extrait dans les journaux d'annonces légales.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,

A. KUHN.

1152 R

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE RABAT

Inscription n° 1546 et 1546 bis
du 22 mars 1927.

Suivant acte reçu au bureau du notariat de Rabat, le dix-neuf mars 1927, dont une expédition a été déposée au greffe du tribunal de première instance de la même ville, le 22 du

même mois, M. Raphaël Fernandez, entrepreneur de transports, demeurant à Rabat, quartier de Khobibat, avenue Foch, a vendu à M. Auguste Ehrhart, propriétaire et Madame Jeanne Lesprit, sans profession, son épouse, demeurant ensemble à Rabat, le fonds de commerce de café et débit de boissons, exploité à Rabat, quartier de Khobibat, avenue Foch à l'enseigne de « Bar des Cigognes ».

Les oppositions sur le prix seront reçues au greffe du tribunal de première instance de Rabat, dans les quinze jours de la deuxième inscription qui sera faite du présent extrait, dans les journaux d'annonces légales.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,

A. KUHN

1153 R

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE RABAT

Inscription n° 1543
du 21 mars 1927.

Suivant acte reçu au bureau du notariat de Rabat le 7 mars 1927, dont une expédition a été déposée au greffe du tribunal de première instance de la même ville, le 21 du même mois M. Antoine Debono, commerçant domicilié à Rabat, avenue Dar El Makhzen, a cédé à M. Henri Cairoche, commerçant domicilié aussi à Rabat, même adresse, tous les droits lui revenant dans la société en nom collectif formée entre eux, société inscrite au greffe du tribunal précité sous le n° 703 et modifiée sous le n° 1003, ayant pour objet l'exploitation d'une brasserie à Rabat, avenue Dar el Makhzen, à l'enseigne d'Alsace-Lorraine et pour raison sociale, « Cairoche et Debono ».

Par suite de la dite cession qui eut pour effet d'entraîner la dissolution de la société précitée, à dater rétroactivement

du premier mars 1927. M. Carroche a seul droit à partir du même jour à tout l'actif social, comprenant uniquement le fonds de commerce ci-dessus indiqué.

Les oppositions sur le prix seront reçues au greffe du tribunal de première instance de Rabat, dans les quinze jours de la deuxième insertion qui sera faite du présent extrait dans les journaux d'annonces légales.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.
1150 R.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Inscription n° 1547
du 23 mars 1927

D'un acte sous signatures privées, en date à Casablanca, Mazagan et Paris, des 7, 8 et 14 mars 1927, dont un exemplaire a été déposé au greffe du tribunal de première instance de Rabat, le 23 du même mois, il appert que le siège social de la société en nom collectif ci-après indiquée, dont l'extrait relatif à sa constitution fut publié sous le n° 1052 et celui la modifiant sous le n° 1238, a été transféré de Kénitra à Casablanca, immeuble de la Banque Anglaise d'un commun accord entre les associés.

Formée au capital de huit-cent quatre-vingt mille francs, la société en question a pour raison sociale « Société privée marocaine du Sebou » et pour objet, l'achat et l'exploitation de domaines agricoles au Maroc, ainsi que toutes autres opérations s'y rattachant.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.
1172

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Inscription n° 1544
du 22 mars 1927.

Suivant acte reçu au bureau du notariat de Rabat le 12 mars 1927, dont une expédition a été déposée au greffe du tribunal de première instance de la même ville, le 22 du même mois; Madame Victoria Verdreau, veuve de M. Emilien Violet, sans profession, demeurant à Rabat, rue d'Agadir, maison Vidal, quartier de l'Océan, a vendu à Madame Mathilde Tarico, sans profession, demeurant à Rabat, rue Jane Dieulafoy, maison Cortey, épouse de M. Louis Divet, sculpteur, résidant momentanément à Saint-Siméon

(Californie) Etats-Unis d'Amérique, le fonds de commerce à l'enseigne de « Victoria Hôtel » exploité à Rabat, boulevard El-Alou.

Les oppositions sur le prix seront reçues au greffe du tribunal de première instance de Rabat, dans les quinze jours de la deuxième insertion qui sera faite du présent extrait, dans les journaux d'annonces légales.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.
1151 R

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

D'un jugement rendu par le tribunal de première instance de Rabat, le 24 novembre 1926, entre :

Grange Joseph, inspecteur du matériel au service des contrôle civils, à la Résidence générale à Rabat, ayant M^e Poujad, avocat, pour mandataire, d'une part ;

Et Antoinette Schiavo, demeurant à Bordeaux, 174, rue Fandaudège, ayant comme mandataire, M^e Homberger, avocat à Rabat ;

Il appert que le jugement de séparation de corps, prononcé entre les parties le 7 mars 1923 a été converti en jugement de divorce.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.
1154

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat.

Inscriptions n° 1534 et 1535
du 28 février 1927

Suivant acte sous signatures privées fait à Meknès en quadruple, le 14 février 1927, dont un original a été déposé au greffe du tribunal de paix de Meknès, suivant acte notarié du même jour, acte duquel une expédition a été transmise au greffe du tribunal de première instance de Rabat, le 28 février 1927. Mme Barbe Marie Bernardini, veuve de M. François Vincensini, commerçante domiciliée à Meknès, ayant agi tant en son nom personnel, qu'au nom et comme tutrice naturelle et légale de Mlle Francine Vincensini, sa fille mineure, a vendu à MM. Jean Chaillat et Victor Ancien, commerçants domiciliés à Meknès, le fonds de commerce de vente de charbon de bois et bois de chauffage, exploité à Meknès-Médina, rue Bab el Hadjar et à Meknès

(ville nouvelle), lot n° 120.

Les oppositions sur le prix seront reçues au greffe du tribunal de première instance de Rabat, dans les quinze jours de la deuxième insertion qui sera faite du présent extrait dans les journaux d'annonces légales.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.
1045

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Assistance judiciaire

Suivant requête enrôlée au secrétariat-greffe le 26 mars 1927, il appert que Garay Joséphine, demeurant à Taza chez Mme Poulain, ayant M^e André pour avocat intenté une action en divorce contre son mari ; Streit von Streitenfels Jacgersfreude-Albert-Charles-Siegfried-Hugo - Eugène - Ernest - Victor-Trangott-Sylvestre, ex-légionnaire au 2^e régiment étranger, actuellement sans résidence ni domicile connus.

La tentative de conciliation prévue par l'article 415 du dahir de procédure civile, est fixée au samedi 23 avril à 9 heures ;

Le sieur Streit von Streitenfelds Jacgersfreude est invité à se présenter en personne devant M. le président du tribunal en son cabinet au palais de justice rue de la Marne pour tenter la réconciliation prévue par la loi.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.
1149

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat.

Inscription n° 1537,
du 5 mars 1927.

Suivant acte notarié reçu par le greffe du tribunal de paix de Meknès, le 28 février 1927, dont une expédition a été transmise au greffe du tribunal de première instance de Rabat, le 5 mars suivant, Mme Léonic Delorme, maîtresse d'hôtel, épouse divorcée de M. Andra, demeurant à Meknès, a vendu à M. Maurice Armand Lauze, propriétaire, domicilié même ville le fonds de commerce de café-restaurant à l'enseigne de Grand Hôtel, qu'elle exploitait à Meknès, ville nouvelle, avenue de la Gare.

Les oppositions sur le prix seront reçues au greffe du tribunal de première instance de Rabat, dans les quinze jours de la deuxième insertion qui sera fai-

te du présent extrait dans les journaux d'annonces légales.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.
1047 R

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat.

Inscription n° 1538
du 8 mars 1927.

Suivant acte reçu par le bureau du notariat de Rabat, le 26 février 1927 dont une expédition a été transmise au greffe du tribunal de première instance de la même ville le 8 mars suivant, M. Ernest-Gustave Wilmet cafetier restaurateur, demeurant à Rabat, avenue Moulay Youssef, immeuble Ed-Diar, a vendu à M. Martin Gonzague Funel, restaurateur domicilié même ville rue Souk El Melh, le fonds de commerce de café restaurant à l'enseigne de « Café Français » exploité à Rabat, avenue Moulay Youssef.

Les oppositions sur le prix seront reçues au greffe du tribunal de première instance de Rabat, dans les quinze jours de la deuxième insertion qui sera faite du présent extrait dans les journaux d'annonces légales.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.
1048 R

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu par M^e Bourcier, notaire à Casablanca le 14 mars 1927, il appert que M. Louis Lecocq, commerçant demeurant à Casablanca ; place des Alliés a vendu à M. Antoine Gonin, également commerçant demeurant même ville, un fonds de commerce, de café débit de boissons, exploité à Casablanca 333 et 335 place des Alliés, sous le nom de « Café du Globe », avec tous les éléments corporels et incorporels, suivant prix et conditions insérés à l'acte, dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance, pour son inscription au registre du commerce, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours de la seconde insertion du présent.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.
1180 R

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu le 14 mars 1927 par M^e Boursier, notaire à Casablanca, il appert que M. Louis Lecocq, commerçant demeurant à Casablanca, 333 et 335 place des Alliés, a vendu à M. Henri Laborie, demeurant même ville 388 boulevard de Lorraine, un fonds de commerce d'huiles de graissage et essences, qu'il exploite à Casablanca, angle de la place des Alliés et du boulevard de Lorraine, avec tous les éléments corporels et incorporels, suivant prix et conditions insérés à l'acte dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance pour son inscription au registre du commerce, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours de la seconde insertion du présent.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,

NEIGEL.

1179 R

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu par M^e Boursier, notaire à Casablanca, le 28 février 1927, dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance, pour son inscription au registre du commerce, il appert : qu'il est formé entre M. Georges Castex, imprimeur demeurant à Casablanca, rue Ledru-Rollin n° 11 et M. Georges Cabiac, employé de commerce demeurant même ville, rue de Remiremont n° 5, une société en nom collectif ayant pour objet la fabrication de cartonnage et des sacs en papier ainsi que le commerce en général de tous papiers d'emballage ou de pliage avec ou sans impression et toutes les opérations se rattachant directement ou indirectement à cette fabrication et à ce commerce, avec siège social à Casablanca, rue Ledru Rollin n° 11.

La durée de la société est fixée à trois années renouvelable par tacite reconduction. La raison et la signature sociales sont : Cabiac et C^o. Le capital social est fixé à soixante-dix mille francs, apportés dans les conditions prévues à l'acte. Les affaires de la société sont gérées

et administrées par les deux associés, avec les pouvoirs les plus étendus à cet effet, en conséquence, la signature sociale appartiendra à chacun d'eux.

En cas de décès la présente société sera dissoute de plein droit. Et autres clauses et conditions insérées à l'acte.

Le secrétaire-greffier en chef,

NEIGEL.

1127

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte sous seing privé fait à Casablanca le 7 mars 1927, à Mazagan le 8 suivant, et à Paris le 14 du même mois, dont l'un des originaux a été déposé au secrétariat-greffe du tribunal de première instance, pour son inscription au registre du commerce, il appert que le siège de la société en nom collectif dénommée « Société privée marocaine du Sebou », constituée par acte sous seing privé en date des 10 février et 3 mars 1924, ayant pour objet l'achat et l'exploitation de domaines agricoles au Maroc, ainsi que toutes opérations s'y rattachant, précédemment fixé à Kénitra, a été transféré à Casablanca, immeuble Banque Anglaise.

Le secrétaire-greffier en chef,

NEIGEL.

1178

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu le 9 mars 1927 par M^e Boursier, notaire à Casablanca, dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance pour son inscription au registre du commerce il appert que M. Maurice Lauzel, représentant demeurant à Casablanca, quartier des Roches Noires, et M. Marcel Cattenoz, comptable demeurant même ville, impasse du Grand Hôtel, ont formé une société en nom collectif, ayant pour objet l'achat, la vente de tous matériaux de construction et plus généralement toutes opérations se rattachant directement, ou indirectement à l'objet social. La durée de la société est fixée à dix années, qui ont commencé à courir le 1^{er} mars 1927.

Le siège social est situé à Casablanca, 35, rue Nationale. La raison et la signature sociales sont : « MM. Lauzel et Cattenoz ». Le capital social est fixé

à cinquante mille francs apportés pour moitié par chacun des associés. Les affaires et intérêts de la société sont gérés et administrés par les deux associés avec les pouvoirs les plus étendus à cet effet ; en conséquence la signature sociale appartiendra à chacun d'eux à charge d'en faire usage qu'il pour les besoins de la société. En cas de décès de l'un des associés de la présente société sera dissoute de plein droit. Et autres clauses et conditions insérées à l'acte.

Le secrétaire-greffier en chef,

NEIGEL.

1128

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu le 1^{er} février 1927 par M^e Rastoin, notaire à Nice dont expédition a été transmise au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca pour son inscription au registre du commerce, contenant les clauses et conditions civiles du mariage d'entre M. Jacob Levy Soussan, demeurant à Casablanca, 48, route de Médiouna, résidant à Nice, 6, rue Miron et M^{lle} Aimée Soudo Adiba sans profession, demeurant à Casablanca, 51 route de Médiouna résidant également à Nice, il appert que les futurs époux ont déclaré adopter pour base de leur union le régime de la séparation de biens conformément aux articles 1536 et suivants du code civil.

Le secrétaire-greffier en chef,

NEIGEL.

1126

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu par M^e Boursier, notaire à Casablanca, le 7 mars 1927, il appert que M. Alexandre Monnier, limonadier demeurant à Casablanca, 45 rue Galilée a vendu sous conditions suspensives à M. Auguste Albert demeurant même ville 54 route de Médiouna, un fonds de commerce de café, débit de boissons, connu sous le nom de « Café Nantais », exploité à Casablanca 65, rue de Galilée, avec tous les éléments corporels et incorporels, suivant prix et conditions insérés à l'acte dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance pour son inscription au registre du commerce, où

tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours de la seconde insertion du présent.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,

NEIGEL.

1129 R

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu le 8 février 1927, par M^e Boursier notaire à Casablanca, il appert que Mme Marie Lasalle, débitante demeurant à Casablanca, place du Commerce, a vendu à M. Ramon Duran demeurant même ville quartier du Maarif rue de Saverne, un fonds de commerce de débit de boissons exploité à Casablanca, place du Commerce, sous la dénomination de « Café du Commerce », avec tous les éléments corporels et incorporels, suivant prix et conditions insérés à l'acte dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance pour son inscription au registre du commerce, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours de la seconde insertion.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,

NEIGEL.

1130 R

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu le 4 mars 1927 par M^e Boursier, notaire à Casablanca, il appert que M. François Couchou, demeurant à Casablanca, 54, rue Saint-Dié, a vendu à M. Gustave Bordeverry demeurant même ville, 26, rue de Mogador, un fonds de commerce d'hôtel meublé, sis à Casablanca, rue de Mogador, connu sous la dénomination de « Hôtel d'Alger », avec tous les éléments corporels et incorporels, suivant prix et conditions insérés à l'acte, dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance, pour son inscription au registre du commerce, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours de la seconde insertion du présent.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,

NEIGEL.

1131 R

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu le 22 février 1927, par M^e Boursier, notaire à Casablanca, il appert que M. Amédée Granez demeurant à Casablanca, 17 rue Aviateur-Prom a vendu à Mme Aimée Aubry, demeurant même ville 36 avenue du Général-Moinier, un fonds de commerce d'hôtel connu sous le nom de « Hôtel Gallia », exploité à Casablanca, 17, rue Aviateur-Prom avec tous les éléments corporels et incorporels, suivant prix et conditions insérés à l'acte dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance pour son inscription au registre du commerce où tout créancier pourra former opposition dans les 15 jours de la seconde insertion du présent.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

1098 R

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu par M^e Boursier, notaire à Casablanca il appert que M. Jules Nouchy demeurant à Casablanca 15, rue de Bouskoura, a vendu à M. Auguste Prêlat demeurant à Meknès un fonds de commerce d'hôtel meublé exploité à Casablanca, rue de Bouskoura, sous le nom de Hôtel Lutétia, avec tous les éléments corporels et incorporels suivant prix et conditions insérés à l'acte dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance pour son inscription au registre du commerce où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours de la seconde insertion du présent.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

1099 R

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance d'Oujda.

Inscription n° 358
du 23 mars 1927.

Suivant acte reçu par M^e Gavini notaire à Oujda le 11 mars 1927 dont une expédition a été déposée ce jour, 23 mars 1927, au greffe du tribunal de première instance d'Oujda, le sieur

Molines, François, industriel demeurant à Sidi-Bou-Houria, contrôle de Berkane, a affecté à titre de gage et nantissements, au profit de M. Champigneulle Emmanuel propriétaire demeurant à Taforalt, pour sûreté et garantie d'une créance indiquée au dit acte, l'usine de crin végétal que M. Molines exploite à Bouhouria dans un immeuble lui appartenant, ensemble la clientèle, l'achalandage et tout le matériel, sans exception, servant à l'exploitation de l'usine.

Le tout suivant clauses et conditions insérées au dit acte.

Le secrétaire-greffier en chef,

PEYRE.

1157

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Séparation de biens

D'un jugement rendu par le tribunal de première instance de Rabat, le vingt-quatre mars 1927, entre :

Botti, Angèle-Marianne, infirmière-major à l'hôpital Marie-Feuillet, demeurant avenue du colonel Beriau, (Petit Aguedal), Rabat et Beteille, Jean-Léon, boucher, au marché municipal.

Il appert que la séparation de biens a été prononcée entre des époux.

Le secrétaire-greffier en chef,

A. KUHN.

1148

TRIBUNAL DE PAIX DE MEKNÈS

Suivant ordonnance rendue le 23 mars 1927, par M. le juge de paix de Meknès, la succession de Chanabé Emmanuel en son vivant magasinier à la C^{ie} des chemins de fer de Tanger à Fès, décédé à Meknès le 22 mars 1927, a été déclarée présumée vacante.

Le curateur soussigné invite les héritiers ou légataires à se faire connaître et à justifier de leurs qualités ; les créanciers de la succession, à produire leurs titres et toutes pièces à l'appui.

Le secrétaire-greffier en chef,

P. DULOUT.

1156

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE CASABLANCA

*Extrait d'une demande
en séparation de biens*

D'une requête déposée au secrétariat le 3 mars 1927, il résulte que la dame Importuna épouse Castel Louis, demeurant à Casablanca, 29 rue de Nancy, a formé contre ledit sieur Cas-

tel Louis, une demande en séparation de biens.

Pour extrait publié et affiché conformément à l'article 403 du dahir de procédure civile.

Casablanca, le 29 mars 1927.

Le secrétaire-greffier en chef,

NEIGEL.

1163

BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA

Faillite Aroun el Kaïn

Par jugement du tribunal de 1^{re} instance de Casablanca, en date du 29 mars 1927 le sieur Aroun el Kaïn négociant à Casablanca a été déclaré en état de faillite.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au 29 mars 1927.

Le même juge nommé :

M. Perthuis juge-commissaire ;

M. Zevaco syndic-provisoire.

Le Chef du bureau,

J. SAUVAN.

1166

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Bureau des faillites

Audience du 11 avril 1927

Faillites

Grieb Mezzaï, Souk-el-Tleta, pour dernière vérification.

Ahmed el Filali, Fez, pour dernière vérification.

Liquidations judiciaires

Arnaud, Rabat, pour concordat.

Le Chef du Bureau,

A. KUHN.

1167

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Bureau des faillites

Faillite Alvès

Suivant jugement du tribunal de première instance de Rabat, en date du 30 mars 1927, le sieur Alvès, entrepreneur de menuiserie, boulevard El-Alou à Rabat, actuellement en fuite, a été déclaré en état de faillite.

M. Rolland Tulliez, commis-greffier au bureau des faillites de Rabat, a été nommé syndic provisoire.

M. Auzillion, juge au siège, a été nommé juge commissaire.

La date de la cessation des paiements a été fixée provisoirement au 1^{er} janvier 1927.

Messieurs les créanciers de la faillite sont convoqués pour le

lundi 11 avril 1927, à 15 heures, en une des salles du tribunal de première instance de Rabat, pour examiner la situation du débiteur et être consultés tant sur la composition de l'état des créanciers présumés que sur le maintien du syndic.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.

1176

TRIBUNAL DE PAIX DE MOGADOR

Succession vacante

Par ordonnance du juge de paix de Mogador en date du 28 mars 1927, la succession de Antoine Bonhomme, en son vivant marchand de bois à Mogador, a été déclarée vacante.

Le secrétaire-greffier en chef du tribunal de paix de Mogador curateur, avise les héritiers et tous ayants droit que passé le délai de deux mois, à dater de la présente insertion il sera procédé à la liquidation de cette succession et qu'ils ont à produire tous titres utiles, pendant ce délai.

Le secrétaire-greffier en chef et sous,
E. CRSSAC.

1175

TRIBUNAL DE PAIX DE MARRAKECH

AVIS

*de l'article 310 du dahir
de procédure civile*

Avis est donné à qui il appartient qu'une saisie immobilière a été pratiquée le dix-neuf février 1925 à l'encontre du sieur Mohamed el Mekki, négociant demeurant à Marrakech-Médina 59 Derb Moulay Taïeb, sur :

1° Une maison indigène sise à Marrakech-Médina (Ksour) Derb Moulay Taïeb n° 59 construite en briques et pisé, élevée d'un étage sur rez-de-chaussée, comprenant au rez-de-chaussée trois pièces, cuisine, w.c. et cour intérieure, au premier étage quatre pièces. Cet immeuble est limité par le derb Moulay Taïeb, une maison appartenant à Limen Si M'Ahmed Serini, une maison de la Zaouïa Dar Demana et le derb Hantata.

2° Une maison indigène sise à Marrakech-Médina, quartier Mouassig, derb Azouz n° 17, en état de délabrement, élevée d'un étage sur rez-de-chaussée, comprenant au rez-de-chaussée deux pièces, une cuisine, un puits comblé, une petite cour intérieure, au premier étage deux pièces. Cet immeuble est limité par le derb Azouz et par la Zaouïa Ben Naceur.

Que les formalités pour parvenir à la vente desdits im-

meubles sont faites par le secrétariat-greffier du tribunal de paix de Marrakech où tous les détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur lesdits immeubles sont invités à se faire connaître dans un délai d'un mois à compter du présent avis.

Marrakech, le 29 mars 1927.

Le secrétaire-greffier en chef,
BRIANT

1171

ENQUÊTE

de commodo et incommodo

*Etablissements incommodes,
insalubres ou dangereux
de deuxième catégorie*

Le contrôleur civil, chef de la circonscription des Zaër à l'honneur d'informer le public de ce qu'une enquête de *commodo et incommodo* sera ouverte au contrôle civil de Marchand sur le projet présenté par M. Puyo, colon aux Zaër.

Ce projet comporte l'installation d'une porcherie au kilomètre 70, route de Marchand à Rabat, tribu des Ouled Khali-fa, caïd Mekki.

Cette enquête commencera le 10 avril et finira le 18 avril 1927.

Le dossier est déposé au bureau du contrôle civil de Marchand, où les intéressés pourront se présenter tous les jours de 8 h. 30 à 12 heures et de 14 heures 30 à 18 h. 30 (dimanches et jours fériés exceptés) et consigner sur le registre ouvert à cet effet les observations que ce projet soulèverait de leur part.

Marchand, le 29 mars 1927.

1177

SERVICE DES COLLECTIVITÉS INDIGÈNES

AVIS

Il est porté à la connaissance du public que les procès-verbaux de délimitation des immeubles collectifs dénommés « Bled Seguia Taouzint » ; « Bled Oulad Bougrine Seguia » ; « Bled Seguia Ounasda » appartenant aux collectivités « Oulad Bou Ali » ; « Oulad Bougrine » et « Ounasda » de la tribu « Ahel Raba des Sraghna » dont la délimitation a été effectuée les 5, 8 et 12 janvier 1927 ont été déposés le 9 mars 1927 au bureau des affaires indigènes de El Kelaa des Sraïna et le 10 mars 1927 à la conservation foncière de Marrakech, où les intéressés peuvent en prendre connaissance.

Le délai pour former opposition à la dite délimitation est de six mois à partir du 5 avril 1927 date de l'insertion de l'avis

de dépôt au Bulletin officiel
n° 754.

Les oppositions seront reçues au bureau des affaires indigènes de El Kelaa des Sraïna.

Rabat, le 28 mars 1927.

Le directeur général des
affaires indigènes.

DUCLOS.

1164

EMPIRE CHÉRIFIEN

Vizirat des Habous

Il sera procédé, le mercredi 9 kaada 1345 (11 mai 1927), à 10 heures, dans les bureaux du nadir des Habous à Azemmour, à la cession aux enchères par voie d'échange, de :

1° Parcelle de terre de 171 mètres carrés environ, sise derrière les boutiques des Haddadines, à Azemmour ;

2° Parcelle de terre de 3531 mètres carrés environ, sise derrière les boutiques des Beqqalines, à Azemmour ;

3° Parcelle de terre 169 mètres carrés 80, sise à Azemmour à l'ancien emplacement des boutiques des savetiers,

Sur la mise à prix de :

1° 1.827 francs ;

2° 15.085 francs.

3° 1.088 francs.

Pour tous renseignements s'adresser : au moudraqib des Habous à Mazagan, au vizirat des Habous et à la direction des affaires chérifiennes (contrôle des Habous) à Rabat.

1165 R

BANQUE D'ÉTAT DU MAROC

Assemblée générale
ordinaire

Conformément à l'article 4^o des statuts, MM. les actionnaires sont convoqués en assemblée générale ordinaire le samedi 21 mai 1927, à 15 heures, 33, rue de la Boétie, Paris (VIII^e arrondissement).

Ordre du jour :

1^o Rapport du conseil d'administration.

2^o Rapport des censeurs.

3^o Rapport du commissaire des comptes.

4^o Approbation des comptes de l'exercice 1926.

5^o Nominations d'administrateurs.

6^o Nominations du ou des commissaires des comptes.

L'assemblée se compose de tous les propriétaires de vingt actions au moins, inscrits sur les registres de la société trente jours au moins avant la date de l'assemblée. Les porteurs de moins de vingt actions peuvent se grouper et se faire représenter par l'un d'eux (articles 40 et 41 des statuts).

1169

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE CASABLANCADistribution par contribution
Lardiez

Le public est informé qu'il est ouvert au secrétariat-greffier du tribunal de première instance de Casablanca, une procédure de distribution par contribution des fonds provenant de la vente aux enchères publiques de divers biens mobiliers saisis à l'encontre du sieur Francisco Lardiez, demeurant à Casablanca, rue de l'Union.

Tous les créanciers du sus-nommé devront, à peine de déchéance, adresser leurs bordereaux de production, avec pièces à l'appui dans un délai de 30 jours, à compter de la seconde publication.

Pour deuxième insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

1058 R

BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCASuccession vacante
Boudet Michel

Par ordonnance de M. le juge de paix de la circonscription nord de Casablanca, en date du 30 mars 1927, la succession de M. Boudet Michel en son vivant demeurant à Casablanca a été déclarée présumée vacante.

Cette ordonnance désigne M. Causse, secrétaire-greffier, en qualité de curateur.

Les héritiers et tous ayants droit de la succession sont priés de se faire connaître et produire au bureau des faillites, liquidations et administrations judiciaires, au palais de justice, à Casablanca, toutes pièces justifiant leurs qualités héréditaires; les créanciers sont invités à produire leurs titres de créances avec toutes pièces à l'appui.

Passé le délai de deux mois à dater de la présente insertion, il sera procédé à la liquidation et au règlement de la succession entre tous les ayants droit connus.

Le Chef du bureau,
J. SAUVAN.

1168

Notice publiée en exécution
des prescriptions du dahir
du 11 août 1922. (Article 3)

Suivant statuts en date à Fès du 20 mars M. Marcillac Paul négociant à Fès, a fondé une

société anonyme marocaine dénommée « Etablissements automobiles P. Marcillac et C^o » dont le siège social est à Fès, avenue du Général-Maurial, ayant pour objet l'achat et la vente d'automobiles et accessoires s'y rattachant.

La durée de la société est fixée à 7 ans.

Le montant du capital social est de 800.000 francs divisé en 1.600 actions de 500 francs libérées de moitié nominatives ou au porteur.

Il n'a été encore dressé aucun bilan.

L'apport en nature de M. P. Marcillac consistant en fonds de commerce sis à Fès, avenue du Général-Maurial, marchandises neuves, outillages, matériel de bureau, créances est évalué à 300.000 francs. En représentation de son apport M. Marcillac recevra 600 actions entièrement libérées.

Les bénéfices seront répartis de la manière suivante :

20 % pour la constitution du fonds de réserve prévu par la loi,
10 % pour la rémunération du conseil d'administration composé de cinq membres.

70 % pour la rémunération des actions.

Les assemblées générales se tiendront au siège de la société à Fès, avenue du Général-Maurial. Les actionnaires seront personnellement convoqués à ces assemblées par lettres recommandées.

Il est procédé actuellement, en conséquence, à l'émission de 1.000 actions de 500 francs. (A libérer de 250 francs à la souscription) représentant le montant du capital social, déduction faite de la valeur des apports en nature.

Les souscriptions sont reçues au siège de la Société et à la succursale de la Banque d'Etat du Maroc à Fès.

1155

BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCASuccession vacante
Raymond Jean-Louis

Par ordonnance de M. le juge de paix de la circonscription sud de Casablanca en date du 26 mars 1927, la succession de M. Raymond Jean-Louis en son vivant demeurant à Casablanca a été déclarée présumée vacante.

Cette ordonnance désigne M. Causse, secrétaire-greffier, en qualité de curateur.

Les héritiers et tous ayants droit de la succession sont priés de se faire connaître et produire au bureau des faillites, liquidations et administrations judiciaires, au palais de justice, à Casablanca, toutes les pièces jus-

tifiant leurs qualités héréditaires ; les créanciers sont invités à produire leurs titres de créances avec toutes pièces à l'appui.

Passé le délai de deux mois à dater de la présente insertion il sera procédé à la liquidation et au règlement de la succession entre tous les ayants droit connus.

Le Chef du bureau.

J. SAUVAN.

1160

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS D'ADJUDICATION

Le trente avril 1927 à 15 heures, dans les bureaux de l'ingénieur du 2^e arrondissement du sud à Casablanca il sera procédé à l'adjudication sur offres de prix des travaux ci-après désignés :

1^o Route n° 116 de Settât à Ras el Ain, par Tamdrost.
Construction du 2^e lot, entre les P. K. 16,700 et 25,278.

2^o Route n° 115 de Bir Djedid Saint-Hubert à Si Saïd Machou
Construction du 3^e lot, entre les P. K. 24,645 et 30,273.

Cautionnement provisoire :
route n° 116 : 8.000 francs ;
route n° 115 : 6.000 francs.

Cautionnement définitif :
route n° 116 : 16.000 francs ;
route n° 115 : 12.000 francs.

Pour les conditions de l'adjudication et la consultation du cahier des charges, s'adresser à l'ingénieur du 2^e arrondissement du sud, à Casablanca.

N. B. — Les références des candidats devront être soumises au visa de l'ingénieur sus désigné à Casablanca avant le 21 avril 1927.

Le délai de réception des soumissions expire le 29 avril 1927 à 18 heures.

Rabat, le 24 mars 1927.

1161

ENQUETE de commodo et incommodo

*Etablissements incommodes,
insalubres ou dangereux
de deuxième catégorie*

Le contrôleur civil, chef de la circonscription des Zaër, a l'honneur d'informer le public de ce que une enquête de commodo et incommodo sera ouverte à Marchand sur le projet présenté par MM. Terraules et Tsocos commerçants à Marchand.

Ce projet comporte l'installation d'un dépôt d'essence et pétrole n'excédant pas 3.000 litres, dans les locaux où les demandeurs exploitent leur commerce.

Cette enquête commencera le 10 avril et finira le 18 avril 1927.

Le dossier est déposé au contrôle civil de Marchand, où les intéressés pourront se présenter tous les jours de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures (dimanches et jours fériés exceptés) et consigner, sur le registre ouvert à cet effet, les observations que ce projet soulèverait de leur part.

Marchand, le 16 mars 1927.

1158

AVIS DE CONCOURS

Un concours est ouvert pour l'installation de l'éclairage électrique dans les magasins 15 et 16 du port de Casablanca.

Montant du cautionnement provisoire : 250 francs.

Les offres seront reçues jusqu'au 12 avril.

Les entrepreneurs pourront consulter le devis-programme dans les bureaux de l'ingénieur des ponts et chaussées, chargé du 1^{er} arrondissement des travaux publics à Casablanca.

1123

TRIBUNAL DE PAIX DE FÈS

Par ordonnance de M. le juge de paix de Fès en date du 11 février 1927 la succession de Dumaine Jules-Fernand en son vivant domicilié à Fès, y décédé, le seize novembre 1926 a été déclarée présumée vacante.

En conséquence, le curateur invite les héritiers ayants droit et créanciers de la succession à se faire connaître et à lui adresser les pièces justificatives de leurs qualités ou de leurs créances.

*Le secrétaire-greffier en chef.
Curateur aux successions vacantes.*

DAURIE.

1124

*Direction générale
de l'instruction publique,
des beaux-arts et des antiquités*

INTERNAT PRIMAIRE DE MAZAGAN

AVIS D'ADJUDICATION

Le samedi 23 avril 1927 à 15 heures 30, il sera procédé, dans les bureaux de la direction générale de l'instruction publique des beaux-arts et des antiquités à Rabat à l'adjudication sur offres de prix en un seul lot des travaux de construction d'un internat primaire à Mazagan.

Le cautionnement provisoire est fixé à 5.000 fr. (cinq mille francs).

Les entrepreneurs pourront consulter les pièces du projet

tous les jours non fériés, durant les heures d'ouverture des bureaux, à la direction générale de l'instruction publique des beaux-arts et des antiquités à Rabat ou au cabinet de M. Grel architecte diplômé par le gouvernement, avenue d'Alger à Casablanca.

Casablanca, le 23 mars 1926.

J. G. GREL.

1135

SERVICE DES DOMAINES

AVIS

Il est porté à la connaissance du public que le procès-verbal de délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Guich des Oudaïa » dont le bornage a été effectué le 10 janvier 1927 a été déposé le 31 janvier 1927 au bureau des renseignements du cercle de Marrakech-banlieue à Marrakech et le 28 janvier 1927 à la conservation foncière de Marrakech où les intéressés peuvent en prendre connaissance.

Le délai pour former opposition à la dite délimitation est de trois mois à partir du 5 avril 1927, date de l'insertion de l'avis de dépôt au *Bulletin officiel*.

Les oppositions seront reçues au bureau des renseignements du cercle de Marrakech-banlieue, à Marrakech.

Rabat, le 17 mars 1927.

1119 R.

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS D'ADJUDICATION

Le 26 avril 1927 à 15 heures, dans les bureaux de l'ingénieur de l'arrondissement de Rabat (ancienne Résidence) Recette principale il sera procédé à l'adjudication sur offres de prix des travaux ci-après désignés :

Construction d'une plate-forme pour une piste et une voie de 0.60, entre Bir el Ameur et Mechra el Kettane.

Cautionnement provisoire : 1.500 (mille cinq cents francs).

Cautionnement définitif : 3.000 (trois mille francs).

Pour les conditions de l'adjudication et la consultation du cahier des charges, s'adresser à l'ingénieur de l'arrondissement de Rabat (ancienne Résidence).

N. B. — Les références des candidats devront être soumises au visa de l'ingénieur sus-désigné à Rabat avant le 17 avril 1927.

Le délai de réception des soumissions expire le 26 avril 1927 à 12 heures.

Rabat, le 24 mars 1927.

1121

BUREAU DES NOTIFICATIONS
ET EXECUTIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA

AVIS DE MISE AUX ENCHÈRES

Il sera procédé le jeudi 23 juin 1927 à 9 heures, au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca au palais de justice de la dite ville, à la vente aux enchères publiques d'un immeuble situé aux environs de Casablanca à Ain Seba (lot n° 164) consistant en un terrain nu d'une superficie de six cent soixante-dix-huit mètres carrés 74 limités :

A l'est, par le lot n° 165 à M. Brion, architecte et le lot n° 166 à M. Croze ;

Au sud, par les lots n°s 168 et 163 à M. Croze ;

A l'ouest, par une rue de 15 mètres ;

Au nord, par un pan coupé.

Cette vente est poursuivie à la requête du Crédit Franco-Marocain du commerce extérieur, société anonyme dont le siège social est à Casablanca, ayant domicile élu en le cabinet de M^e Montfort, avocat dite ville, à l'encontre de M. Amabile transitaire, demeurant ci-devant à Casablanca, rue de l'Aviateur-Roget n° 11 et actuellement quartier du Maarif, rue des Faucilles.

L'adjudication aura lieu aux clauses et conditions du cahier des charges.

Dès à présent toutes offres d'enchères peuvent être faites au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca jusqu'à l'adjudication.

Pour tous renseignements s'adresser audit bureau détenteur du procès-verbal de saisie du cahier des charges et des pièces.

Le secrétaire-greffier en chef,

J. PETIT.

1122

AVIS DE MISE AUX ENCHÈRES

Il sera procédé le mardi 21 juin 1927 à 9 heures 45 au bureau des notifications et exécutions judiciaires près les tribunaux de Casablanca, au palais de justice, dite ville.

A la vente aux enchères publiques après saisie d'un immeuble, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances situées à Casablanca, quartier Ferriou derb Abdallah, ruelle n° 6, maison n° 26, consistant en une maison d'habitation indigène avec cour, le tout couvrant 45 mètres carrés environ.

Ledit immeuble limité :

Au nord, par Mohamed ben Hadj Thami Merebti ;

Au sud, par Zahara bent M'Hamed Saydia ;

A l'est par ladite ruelle.

Cet immeuble est vendu à l'encontre de Bacha bent Mo-

hamed ben Ali demeurant audit lieu.

A la requête de M. Prosper Ferriou, demeurant à Casablanca, rue du Dispensaire.

L'adjudication aura lieu aux clauses et conditions du cahier des charges.

Dès à présent et jusqu'à l'adjudication, toutes offres d'enchères peuvent être faites au dit bureau dépositaire du procès-verbal de saisie et du cahier des charges.

Le secrétaire-greffier en chef,

J. PETIT.

1138

AVIS DE MISE AUX ENCHÈRES

Il sera procédé le mardi 21 juin 1927 à 9 heures 15 au bureau des notifications et exécutions judiciaires près les tribunaux de Casablanca, au palais de justice, dite ville.

A la vente aux enchères publiques après saisie d'un immeuble, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances situées à Casablanca, quartier Ferriou derb Abdallah, ruelle n° 5, maison n° 16, consistant en une maison d'habitation indigène avec cour, le tout couvrant 75 mètres carrés environ.

Ledit immeuble limité :

Au nord, par Mohamed Ould Ali Doukali ;

Au sud, par une maison démolie ;

A l'est par ladite ruelle.

Cet immeuble est vendu à l'encontre de Mohamed Ould Hadj Bouchaïb Chelh demeurant audit lieu.

A la requête de M. Prosper Ferriou, demeurant à Casablanca, rue du Dispensaire.

L'adjudication aura lieu aux clauses et conditions du cahier des charges.

Dès à présent et jusqu'à l'adjudication, toutes offres d'enchères peuvent être faites au dit bureau dépositaire du procès-verbal de saisie et du cahier des charges.

Le secrétaire-greffier en chef,

J. PETIT.

1139

AVIS DE MISE AUX ENCHÈRES

Il sera procédé le mardi 21 juin 1927 à 9 heures au bureau des notifications et exécutions judiciaires près les tribunaux de Casablanca, au palais de justice, dite ville.

A la vente aux enchères publiques après saisie d'un immeuble, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances situées à Casablanca, quartier Ferriou derb Hammam, ruelle n° 3, maison n° 10, consistant en une maison d'habitation indi-

gène avec cour, le tout couvrant 30 mètres carrés environ.

Ledit immeuble limité :

Au nord, par Fatma bent Khalifa ;

Au sud, par Hadj Mohamed ben Si Ali ;

A l'est par ladite ruelle.

Cet immeuble est vendu à l'encontre de 1° Hamed ben Eki et 2° Fatma bent El Kebir demeurant à Casablanca quartier Ferriou au lieu sus dit.

A la requête de M. Prosper Ferriou demeurant à Casablanca, rue du Dispensaire.

L'adjudication aura lieu aux clauses et conditions du cahier des charges.

Dès à présent et jusqu'à l'adjudication, toutes offres d'enchères peuvent être faites au dit bureau dépositaire du procès-verbal de saisie et du cahier des charges.

Le secrétaire-greffier en chef,

J. PETIT.

1140

AVIS DE MISE AUX ENCHÈRES

Il sera procédé le mardi 21 juin 1927 à 9 heures 15 au bureau des notifications et exécutions judiciaires près les tribunaux de Casablanca, au palais de justice, dite ville.

A la vente aux enchères publiques après saisie d'un immeuble, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances situées à Casablanca, quartier Ferriou derb Hammam, ruelle n° 3, maison n° 8, consistant en une maison d'habitation indigène avec cour, le tout couvrant 45 mètres carrés environ.

Ledit immeuble limité :

Au nord, par Aïcha bent Tahar Derbali ;

Au sud, par Fatma bent Azouz Khezaria et Mohamed ;

A l'ouest, par ladite ruelle.

Cet immeuble est vendu à l'encontre de Bellal el Mzabi, demeurant audit lieu.

A la requête de M. Prosper Ferriou demeurant à Casablanca, rue du Dispensaire.

L'adjudication aura lieu aux clauses et conditions du cahier des charges.

Dès à présent et jusqu'à l'adjudication, toutes offres d'enchères peuvent être faites au dit bureau dépositaire du procès-verbal de saisie et du cahier des charges.

Le secrétaire-greffier en chef,

J. PETIT.

1144

AVIS DE MISE AUX ENCHÈRES

Il sera procédé le mardi 21 juin 1927, à 10 heures 30 au bureau des notifications et exécutions judiciaires près les tribunaux de Casablanca, au palais de justice, dite ville.

A la vente aux enchères publiques après saisie d'un immeuble, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances situées à Casablanca, quartier Ferriou derb Neghla, ruelle n° 11, maison sans numéro, consistant en une maison d'habitation indigène avec cour, le tout couvrant 45 mètres carrés environ.

Ledit immeuble limité :

Au nord, par Hamou ben Mohamed Soussi ;

Au sud, par Zeyda bent Kechan ;

A l'est par ladite ruelle.

Cet immeuble est vendu à l'encontre de 1° Barka bent Abderrahman ; 2° Cherifa bent Abderrahman, demeurant audit lieu.

A la requête de M. Prosper Ferriou demeurant à Casablanca, rue du Dispensaire.

L'adjudication aura lieu aux clauses et conditions du cahier des charges.

Dès à présent et jusqu'à l'adjudication, toutes offres d'enchères peuvent être faites au dit bureau dépositaire du procès-verbal de saisie et du cahier des charges.

Le secrétaire-greffier en chef,

J. PETIT.

1145

AVIS DE MISE AUX ENCHÈRES

Il sera procédé le mardi 21 juin 1927 à 10 heures 15 au bureau des notifications et exécutions judiciaires près les tribunaux de Casablanca, au palais de justice, dite ville.

A la vente aux enchères publiques après saisie d'un immeuble, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances situées à Casablanca, quartier Ferriou derb Abdallah, ruelle n° 6, maison n° 17, consistant en une maison d'habitation indigène avec cour, le tout couvrant 60 mètres carrés environ.

Ledit immeuble limité :

Au nord, par Mohamed ben M'Hamed Chelh ;

Au sud, par M'Hamed ben Salah Mejati ;

A l'ouest, par ladite ruelle.

Cet immeuble est vendu à l'encontre de Aycha bent Abderrahman Doucalya, demeurant audit lieu.

A la requête de M. Prosper Ferriou demeurant à Casablanca, rue du Dispensaire.

L'adjudication aura lieu aux clauses et conditions du cahier des charges.

Dès à présent et jusqu'à l'adjudication, toutes offres d'enchères peuvent être faites au dit bureau dépositaire du procès-verbal de saisie et du cahier des charges.

Le secrétaire-greffier en chef,

J. PETIT.

1146

AVIS DE MISE AUX ENCHÈRES

Il sera procédé le mardi 21 juin 1927 à 11 heures au bureau des notifications et exécutions judiciaires près les tribunaux de Casablanca, au palais de justice, dite ville.

A la vente aux enchères publiques après saisie d'un immeuble, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances situées à Casablanca, quartier Ferriou derb Dalja, ruelle n° 3, maison n° 93, consistant en une maison d'habitation indigène avec cour, le tout couvrant 30 mètres carrés environ.

Ledit immeuble limité :

Au nord-ouest, par ladite ruelle ;

Au sud, par la première impasse et Bouchaïb Mejjoub ;

A l'est, par Lecheheb Ziani.

Cet immeuble est vendu à l'encontre de Si Embarek El Hami, demeurant audit lieu.

A la requête de M. Prosper Ferriou, demeurant à Casablanca, rue du Dispensaire.

L'adjudication aura lieu aux clauses et conditions du cahier des charges.

Dès à présent et jusqu'à l'adjudication, toutes offres d'enchères peuvent être faites au dit bureau dépositaire du procès-verbal de saisie et du cahier des charges.

Le secrétaire-greffier en chef,

J. PETIT.

1141

AVIS DE MISE AUX ENCHÈRES

Il sera procédé le mardi 21 juin 1927 à 10 heures 45 au bureau des notifications et exécutions judiciaires près les tribunaux de Casablanca, au palais de justice, dite ville.

A la vente aux enchères publiques après saisie d'un immeuble, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances situées à Casablanca, quartier Ferriou derb Dalja, ruelle n° 2, maison n° 69 et 71 consistant en une maison d'habitation indigène avec cour, le tout couvrant 30 mètres carrés environ.

Ledit immeuble limité :

Au nord, par ladite ruelle ;

Au sud-ouest, par la première impasse ;

A l'est, par Mohamed Kar-mouchi.

Cet immeuble est vendu à l'encontre de Larabi ben Bouhall, demeurant audit lieu.

A la requête de M. Prosper Ferriou demeurant à Casablanca, rue du Dispensaire.

L'adjudication aura lieu aux clauses et conditions du cahier des charges.

Dès à présent et jusqu'à l'adjudication, toutes offres d'enchères peuvent être faites au dit bureau dépositaire du procès-verbal de saisie et du cahier des charges.

Le secrétaire-greffier en chef
J. PETIT.

1142

AVIS DE MISE AUX ENCHÈRES

Il sera procédé le mardi 21 juin 1927 à 10 heures au bureau des notifications et exécutions judiciaires près les tribunaux de Casablanca, au palais de justice, dite ville.

A la vente aux enchères publiques après saisie d'un immeuble, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances situées à Casablanca, quartier Ferriou derb Abdallah, ruelle n° 8, maison n° 8, consistant en une maison d'habitation indigène avec cour, le tout couvrant 30 mètres carrés environ.

Ledit immeuble limité :

Au nord, par Mohamed ben Mohamed Nasser ;

Au sud, par Mohamed Belgher Ziani ;

A l'est par ladite ruelle.

Cet immeuble est vendu à l'encontre de Mohamed ben Ziazid Radmeri, demeurant au dit lieu.

A la requête de M. Prosper Ferriou demeurant à Casablanca, rue du Dispensaire.

L'adjudication aura lieu aux clauses et conditions du cahier des charges.

Dès à présent et jusqu'à l'adjudication, toutes offres d'enchères peuvent être faites au dit bureau dépositaire du procès-verbal de saisie et du cahier des charges.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. PETIT.

1143

AVIS de l'article 340 du dahir de procédure civile

Avis est donné qu'une saisie immobilière a été pratiquée le dix mars 1927, à l'encontre de Embarek ben Hamou et Yame-na, demeurant à Casablanca, quartier Ferriou, derb Neghla, ruelle n° 2, sans numéro apparent, sur un immeuble situé à cette adresse, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances, couvrant 45 mètres carrés, environ, et limitées :

Au sud, par Mohammed Soussi ;

A l'ouest, par ladite ruelle ;
Au nord, par Moulay Liazid Meslohi ;

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et

exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur ledit immeuble sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, le 26 mars 1927,
Le secrétaire-greffier en chef,
J. PETIT.

1132

AVIS de l'article 340 du dahir de procédure civile

Avis est donné qu'une saisie immobilière a été pratiquée le dix mars 1927, à l'encontre de Mohamed ben Ali Draoui et Iza bent M'Hamed Draouia, demeurant à Casablanca, quartier Ferriou, derb Neghla, ruelle n° 9, sans numéro apparent, sur un immeuble situé à cette adresse, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances, couvrant 52 mètres carrés environ, et limitées :

A l'est, par ladite ruelle ;

Au sud, par Debah Mohamed ben Abdallah ;

Au nord, par Hajaj El Mzabi.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur ledit immeuble sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, le 26 mars 1927,
Le secrétaire-greffier en chef,
J. PETIT.

1133

AVIS de l'article 340 du dahir de procédure civile

Avis est donné qu'une saisie immobilière a été pratiquée le dix mars 1927, à l'encontre de 1° Mohamed ben Hmed Harizi « Taalaoui », actuellement sans domicile ni résidence connus, ayant pour curateur M. Vergne, commis au tribunal de paix sud de Casablanca ; 2° Fatna bent Hmed Harizi, demeurant même ville, derb Abdallah, ruelle n° 12, n° 23, pris tous deux en qualité d'héritiers de Héli-ma bent Hmed Hrizya, sur un immeuble situé à Casablanca, derb Abdallah, ruelle n° 12, n° 23 en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances, couvrant trente mètres carrés environ, et limitées :

Au sud, par Hadj Mahjoub ben Messaoud ;

A l'ouest, par ladite ruelle ;
Au nord, par El Maati ben Smaïn Harizi.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur ledit immeuble sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, le 26 mars 1927,
Le secrétaire-greffier en chef,
J. PETIT.

1134

AVIS de l'article 340 du dahir de procédure civile

Avis est donné qu'une saisie immobilière a été pratiquée le dix mars 1927, à l'encontre de Khedidja bent Bouallafa, demeurant à Casablanca, quartier Ferriou, derb Hamimam, ruelle n° 4, maison n° 9, sur un immeuble situé à cette adresse en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances, couvrant trente mètres carrés environ, limitées :

A l'est, par ladite ruelle ;

Au sud, par Brahim ben Ab-bou Hraouy ;

Au nord, par Miloudia bent Hamed.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur ledit immeuble sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, le 26 mars 1927,
Le secrétaire-greffier en chef,
J. PETIT.

1135

AVIS de l'article 340 du dahir de procédure civile

Avis est donné qu'une saisie immobilière a été pratiquée le dix mars 1927, à l'encontre de M'Hamed ben Mohamed Mejat-ti, demeurant à Casablanca, quartier Ferriou, derb Abdallah ruelle n° 7, maison n° 5, sur un immeuble situé à cette adresse, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances, couvrant trente mètres carrés environ, et limitées :

Au sud, par Faradii Doukali ;
A l'ouest, par ladite ruelle ;
Au nord, par Sellam ben Lar-bi Beidaoui.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur ledit immeuble sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, le 26 mars 1927,
Le secrétaire-greffier en chef,
J. PETIT.

1136

AVIS de l'article 340 du dahir de procédure civile

Avis est donné qu'une saisie immobilière a été pratiquée le dix mars 1927, à l'encontre de Meki ben Madani Draoui demeurant à Casablanca, quartier Ferriou, derb Abdallah ruelle n° 11, maison n° 7, sur un immeuble situé à cette adresse, en ce qui concerne les constructions seulement avec leurs dépendances, couvrant 45 mètres carrés environ, et limitées :

Au sud, par Abdelkader ben Abdallah ;

A l'ouest, par ladite ruelle ;
Au nord, par Erquya bent Hadj Ali.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur ledit immeuble sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, le 26 mars 1927,
Le secrétaire-greffier en chef,
J. PETIT.

1137

EMPIRE CHÉRIFIEN

Vizirat des Habous

Il sera procédé, le mercredi 24 chaoual 1345 (27 avril 1927), à 10 heures, dans les bureaux du nadir des Habous de Fès-Jedid, à la cession aux enchères par voie d'échange, d'une écurie des Habous de Fès-Jedid avec ses servitudes actives et passives, sise n° 5 du Hammam de Moulay Idriss, à Fès, sur la mise à prix de 15.000 francs.

Pour renseignements s'adres-ser :

Au nadir des Habous de Fès-Jedid, au vizirat des Habous et à la direction des affaires chérifiennes (contrôle des Habous) à Rabat.

1074 R.

Caisse de Prêts immobiliers
du Maroc

ERRATUM

Bilan au 31 décembre 1925

Actif :

Au lieu de :

Crédit Foncier d'Algérie et de
Tunisie : 10.225.213,03.

Lire :

Crédit Foncier d'Algérie et de
Tunisie : 10.255.213,03.PUBLICATION DE MODIFICATION
DE SOCIÉTÉAugmentation de capital
par la création d'actions
nouvelles de numéraireSociété anonyme marocaine
« SOCIÉTÉ D'HABITATIONS
AU MAROC »au capital de 10.300.000 francs
divisé en 103.000 actions
de cent francs chacune

I. — Aux termes tant d'une délibération prise par le conseil d'administration de la Société d'Habitations au Maroc, le 15 février 1927 dont un extrait est demeuré annexé à un acte de déclaration de souscription et de versement reçu par M^e Couderc, notaire à Rabat le 2 mars suivant (1927) que d'une autre délibération prise par le dit conseil d'administration en présence de M^e Bossy, notaire à Paris, à la même date du 15 février 1927 dont expédition régulière est aussi annexée audit acte de déclaration de souscription et de versement, le dit conseil d'administration usant de la faculté qui lui est réservée à cet effet par l'article huit des statuts a décidé d'augmenter le capital social de deux cent mille francs par la création de deux mille actions nouvelles au pair de cent francs chacune à souscrire en numéraire et devant être libérées au moins du quart lors de la souscription.

II. — Suivant acte reçu par M^e Couderc, notaire à Rabat le 2 mars 1927 M. le commandant Toussaint demeurant à Rabat rue de l'Ourcq n° 2 en vertu pouvoirs à lui donnés en forme authentique par le conseil d'administration de la société a déclaré :

Que les deux mille actions de cent francs chacune de la « Société d'Habitations au Maroc » représentant l'augmentation de capital de deux cent mille francs, décidée et arrêtée ainsi qu'il est dit en l'exposé qui précède ont été entièrement souscrites et réalisées par l'Energie Electrique du Maroc, société anonyme au capital de 10 millions de francs dont le siège so-

cial est à Paris, boulevard Saint-Germain n° 280.

Et qu'il a été versé par elle l'intégralité du montant de cette souscription soit la somme déposée à Paris à la Compagnie générale du Maroc, 280, boulevard Saint-Germain pour être bloquée dans un compte spécial jusqu'à l'assemblée générale extraordinaire de vérification.

III. — Et suivant délibération du 16 mars 1927 l'assemblée générale extraordinaire de la dite société d'Habitations au Maroc :

a) Après vérification a reconnu sincère et véritable la déclaration faite par le délégué du conseil d'administration suivant acte reçu au bureau du notariat de Rabat le 2 mars 1927 de la souscription des deux mille actions de cent francs chacune, représentant l'augmentation de capital de 200.000 francs dans les conditions prévues par l'article des statuts et par délibération du 15 février 1927.

Et constaté que le versement en espèces du montant nominal de chacune de ces actions ayant été effectué, la dite augmentation de capital de 200.000 francs est ainsi définitivement réalisée et le capital social qui était de 10.100.000 francs est porté à 10.300.000 francs ;

b) A modifié en conséquence l'article 6 des statuts ;

c) En outre a apporté diverses modifications aux articles 10, 20, 24, 29, 31, 39 et 44 des statuts lesquelles spécialement pour les articles 20 et 24 sont les suivantes :

1° L'article 20 est modifié comme il suit :

« Le premier conseil d'administration est désigné par l'assemblée constitutive ».

« Il restera en fonctions jusqu'à l'assemblée générale qui se réunira pour l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1925 et qui le renouvellera en entier ».

« Les six nouveaux administrateurs seront nommés pour une période de six années ».

« Ensuite le conseil se renouvellera autant que possible par sixième chaque année. Les membres sortants seront désignés par le sort. Une fois le roulement établi le renouvellement aura lieu par ancienneté de nomination. Les membres sortants seront indéfiniment rééligibles ».

« En cas de vacances par suite de décès ou démission d'un ou de plusieurs administrateurs, comme aussi dans le cas où le nombre des administrateurs serait inférieur au maximum prévu, le conseil pourra se compléter partiellement jusqu'à ce maximum, sauf confirmation

« pour les membres ainsi nommés par l'assemblée générale lors de la plus prochaine réunion ».

« Dans le cas où le nombre des administrateurs serait descendu au-dessous de six, les administrateurs restants seront tenus de se compléter à ce nombre minimum dans le plus bref délai possible ».

Les deux derniers paragraphes restant sans changement.

2° A l'article 24 (page 12 ligne 5) sont à supprimer les mots « Emettre tous titres en représentation des emprunts ».

IV. — L'expédition régulière tant de l'acte notarié de déclaration de souscription et de versement du 2 mars 1927 sus-énoncée que des procès-verbaux des délibérations du conseil d'administration de la Société d'Habitations au Maroc en date du 15 février précédent, y annexés - et une copie régulière de la délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société en date du 16 mars 1927 et sus-analysée ont été déposées le 2 avril 1927, aux greffes tant du tribunal de première instance que du tribunal de paix de Rabat.

Pour extrait et mention.

TOUSSAINT.

1174

Réquisition de délimitation

concernant l'immeuble domanial dénommé « Bled Manaa », situé sur le territoire de la tribu des Hayaïna (cercle du Haut-Ouerra, région de Fès).

Le chef du service des domaines,

Agissant au nom et pour le compte du domaine privé de l'Etat chérifien, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejev 1341) ;

Requiert la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled Manaa », situé sur le territoire de la tribu des Hayaïna (cercle du Haut-Ouerra, région de Fès).

Cet immeuble, d'une superficie approximative de 313 hectares 95, est limité ;

Première parcelle, au nord
de l'oued Leben
(111 ha. 15)

Au nord : ancienne piste de Fès à Souk el Arba de Tissa ;

A l'est : oued Leben ;

Au sud : Oulad Leben ;

A l'ouest : les propriétés de Cheikh Bouçhta, de Si Abdelkader, Si Mohamed el Khel-

faoui, de Cheikh Bouçhta et de Si Abdelkader.

Deuxième parcelle, au sud
de l'oued Leben,
(102 ha. 80)

Au nord : l'oued Leben, l'ancien terrain makhzen échangé à Ben Kiran, en vertu du dahir du 27 septembre 1926 ;

A l'est : l'oued Leben, l'ancien terrain makhzen échangé à Ben Kiran, en vertu du dahir du 27 septembre 1926 ;

Au sud : un terrain habous, la propriété Jilali ben Amara ;

A l'ouest : les propriétés des Oulad Cherf, Jilali ben Amara, Si Mekki el Ouazzani.

Telles au surplus que ces limites sont indiquées par un liséré rose au croquis annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du service des domaines, il n'existe sur le dit immeuble aucune enclave privée ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi.

Les opérations de délimitation commenceront le 3 mai 1927 (1^{er} kaada 1345), à 14 heures, à l'intersection de l'ancienne piste conduisant au poste de Tissa et de la piste dite « Trik Biada », au nord-ouest de la propriété et à 300 mètres environ à l'est d'un poteau indicateur, et se poursuivront les jours suivants, s'il y a lieu.

Rabat, le 14 janvier 1927.

FAVEREAU.

Arrêté viziriel

du 5 février 1927 (2 chaabane 1345) ordonnant la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled Manaa », situé sur le territoire de la tribu des Hayaïna (cercle du Haut-Ouerra, région de Fès).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejev 1341) ;

Vu la requête en date du 14 janvier 1927 présentée par le chef du service des domaines et tendant à fixer au 3 mai 1927 les opérations de délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled Manaa », situé sur le territoire de la tribu des Hayaïna (cercle du Haut-Ouerra, région de Fès),

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled Manaa », conformément aux dispositions du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejev 1341).

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 3 mai 1927 (1^{er} kaada 1345), à 14 heures, à l'intersection de

l'ancienne piste conduisant au poste de Tissa et de la piste dite « Trik Biada », au nord-ouest de la propriété et à 300 mètres environ à l'est d'un poteau indicateur, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat,
le 2 chaabane 1345,
(5 février 1927).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation
et mise à exécution :

Rabat, le 11 février 1927,

Le Commissaire
Résident Général,
T. STEEG.

1120 R

Réquisition de délimitation
concernant des immeubles collectifs situés dans la tribu des Aït Djebel Doum (Zemmour).

Le directeur général des affaires indigènes.

Agissant au nom et pour le compte des collectivités Aït Belkacem, Aïdden, Aït Soumeur et Aït Bou Kessou, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives, requiert la délimitation des immeubles collectifs ci-après énumérés :

1° « Oulja d'Ouljet Soltane » appartenant à la collectivité Aït Belkacem ;

2° « Khalouta » appartenant à la collectivité Aïdden ;

3° « Lalla Aïcha » appartenant à la collectivité des Aït Soumeur ;

4° « Daffaa » appartenant à la collectivité des Aït Bou Kessou ;

5° « Agrour » appartenant à la collectivité des Aït Bou Kessou ;

situés sur le territoire de la tribu des Aït Djebel Doum (contrôle civil des Zemmour).

Limites :

1° « Oulja d'Ouljet Soltane », 300 hectares environ, cultures et parcours :

Nord : forêt Aïn ou Guellil ;
Est : chaabat de Moranem et l'oued Bou Aïchouch ;

Sud : oued Beth ;
Ouest : oued Beth.

2° « Khalouta », 300 hectares environ, cultures et parcours :

Nord : propriétés privées appartenant à Allal bel Maati, Saïd ben Akka, Saoud ben Jilali, Raho ben Akka, Mohamed ben Idila ;

Est : terrain collectif « Lalla Aïcha » ;
Sud : colline dite « Ras Moranem » ;

Ouest : propriété privée de M. Fournier, terrain collectif « Ben Achouch », Oued Sidi El Bahloul, propriétés privées ap-

partenant à Driss ben Haddou et Hamida ben Idila, piste d'Ouljet Soltane au pont du Beth.

Riverains : propriétés privées appartenant à Allal bel Maati, Saïd ben Akka, Saoud ben Jilali, Raho ben Akka, Mohamed ben Idila, terrain collectif « Lalla Aïcha », propriété privée de M. Fournier, terrain collectif « Bou Achouch », propriétés privées appartenant à Driss ben Haddou et Hamida ben Idila.

3° « Lalla Aïcha », 1.260 hectares environ, parcours :

Nord : oued Ouchkett ;
Est : oued Taouchkette ;

Sud : piste allant du col de Ziar à Meknès et au delà l'oued Aberdi, col de Ziar, ligne de crêtes dénommée « Ras Moranem » ;

Ouest : terrain collectif « Khalouta » et l'oued Bou Yougrar ;

Riverain : terrain collectif des Aïdden dénommé « Khalouta ».

4° « Daffaa », 474 hectares environ, cultures et parcours :

Nord : oued Taouchkett et oued Ouchkett ;

Est : oued Ouchkett ;
Sud : piste allant du col de Ziar à Meknès ;

Ouest : terrain collectif « Lalla Aïcha » et oued Taouchkett.

Riverain : terrain collectif « Lalla Aïcha ».

5° « Agrour », 210 hectares environ, cultures et parcours :

Nord : chaabat de l'Aïn Boudili ;

Est : propriétés privées appartenant à Bouazza ben Ali, Mohamed Doukkali, Driss ben Aomar, Bouazza ou Ali L'Houcine ou Bouhou, Mimoun ben Ali, Driss ben Mahchoun, Saïd ben Agga Chaaba ou Merzouk ;

propriétés privées appartenant à Bouazza ou Alla, Haddou ou Ali ; koudiat Bou Rejaa ; chaabat Toufats ; propriétés privées appartenant à Larbi ben Mahta, Bouazza ben Assila, Benaïssa Bou Qessou ; colline dite « Ras Agrour » ;

Sud : piste allant du col de Ziar à Meknès ;

Ouest : oued Ouchkett.

Riveraines : propriétés appartenant à Bouazza ben Ali, Mohamed Doukkali, Driss ben Aomar, Bouazza ou Ali, L'Houcine ou Bouhou, Mimoun ben Ali, Driss ben Mahchoun, Saïd ben Agga, Bouazza ou Alla, Haddou ou Ali, Larbi ben Mahta, Bouazza ben Assila, Ben Aïssa Bou Qessou.

6° « Ou Ayach », 95 hectares environ, cultures et parcours :

Nord : propriété privée appartenant à Driss ben Allal, chaabat Bettira ; propriétés privées appartenant à Saïd ben Akka, Driss ben Raho ;

Est : propriété privée appartenant à Bouazza ou Ali, chaabat Hamou ou Arab ; propriétés privées appartenant à Driss

Ould Ali ou Mimoun, Fedden Mimoun ou Arab ;

Sud : propriétés privées Khouia ben Abdelouahab El Guerrouani, Mokkadem Hamou ben Bennaour, Moha ou Alla, Fedden Sidi Mohamed ;

Ouest : propriétés privées appartenant à L'Houcine ben Hamidane, chaabat Bettira ; propriétés privées appartenant à Ben Thami ben Larbi, Akka ou Raho, Driss ou Mohamed, Lahsen ben Ali, Akka ou Raho, Ben Aïssa bel Haj.

Riveraines : propriétés privées appartenant à Driss ben Allal, Saïd ben Akka, Driss ben Raho, Bouazza ou Ali, Driss Ould Ali ou Mimoun, Fedden Mimoun ou Arab, Khouia ben Abdelouahab et Guerrouani, Mokkadem Hamou ben Bennaour, Moha ou Alla, Fedden Sidi Mohamed, L'Houcine ben Hamidane, Ben Thami ben Larbi, Akka ou Raho, Driss ou Mohamed, Lahsen ben Ali, Akka ou Raho, Ben Aïssa bel Haj.

Ces limites sont telles au surplus qu'elles sont indiquées par un liséré rose au croquis annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du directeur général des affaires indigènes il n'existe aucune enclave privée ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi, que la location du bled « Oulja d'Ouljet Soltane », consentie pour une durée de 3 ans, à partir du 8 novembre 1926, par la djemâa des Aït Belkacem à la société indigène de prévoyance de Khemisset.

Les opérations de délimitation commenceront le 3 mai 1927, à 8 heures, par l'immeuble collectif « Oulja d'Ouljet Soltane », au point d'intersection de l'oued Beth et de la piste Oulmès-Ouljet Soltane, et se continueront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 15 janvier 1927.

DUCLOS.

Arrêté viziriel

du 2 février 1927 (28 rejeb 1345) ordonnant la délimitation de six immeubles collectifs situés sur le territoire de la tribu des Aït Djebel Doum (Zemmour).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives ;

Vu la requête du directeur général des affaires indigènes, en date du 15 janvier 1927, tendant à fixer au 3 mai 1927 les opérations de délimitation des immeubles collectifs dénommés :

« Oulja d'Ouljet Soltane » ;

« Khalouta » ;

« Lalla Aïcha » ;

« Daffaa » ;

« Agrour » ;

« Ou Ayach »,

appartenant respectivement aux collectivités Aït Belkacem, Aïdden, Aït Soumeur et Aït Bou Kessou, situés sur le territoire de la tribu des Aït Doum (Zemmour).

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation des immeubles collectifs dénommés :

1° Oulja d'Ouljet Soltane, appartenant aux Aït Belkacem ;

2° Khalouta appartenant aux Aïdden ;

3° Lalla Aïcha, appartenant aux Aït Soumeur ;

4° Daffaa, appartenant aux Aït Bou Kessou ;

5° Agrour, appartenant aux Aït Bou Kessou ;

6° Ou Ayach, appartenant aux Aït Bou Kessou, situés sur le territoire de la tribu des Aït Djebel Doum, conformément aux dispositions du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) susvisé.

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 3 mai 1927, à 8 heures, par l'immeuble collectif « Oulja d'Ouljet Soltane », au point d'intersection de l'oued Beth et de la piste Oulmès-Ouljet Soltane, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat

le 28 rejeb 1345,
(2 février 1927).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 19 février 1927.

Le Commissaire Résident
Général,
T. STEEG.

1118 R

Réquisition de délimitation
concernant certains immeubles collectifs situés sur le territoire de la tribu des Beni-Ahsen (Kénitra-banlieue).

Le directeur général des affaires indigènes,

Agissant au nom et pour le compte des collectivités Oulad Aïch-Aboubyne, Zehana, Saknia, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 10 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives, requiert la délimitation des immeubles collectifs définis ci-dessous, consistant en terres de cultures et de parcours et situés sur le territoire de la tribu des Beni Ahsen (Kénitra-banlieue).

Limites :

A. — Immeubles Oulad
Aïch-Aboubyne

1° Immeuble de 320 hectares environ :

Nord-est : propriété « Nekhakhsa », titre 423 r. ; puis propriétés « Nekhakhsa », réquisition 2377 r. ; « Kenkoum », réquisition 1001 r. ;

Sud-est : réquisition 2377 r. et voie ferrée normale ;

Sud : réquisition 1960 r. (propriété Biton), piste Kénitra-Oulad Aïch, titre 780 r. ;

Ouest : oued Sebou ;

Nord-ouest : terrain collectif des Saknia ou réquisition 2201 r. (propriété Derkalla), propriété Bou Raba, titre 816 r. 2° Immeuble de 390 hectares environ :

Nord : propriété « Nekhakhsa », réquisition 2377 r. ;

Est : propriété « Bir el Haïmeur », titre 2338 r. ; domaine forestier (Mamora) ;

Sud-est : lotissement de colonisation du Fouarat (lot Salah Rachid) ;

Ouest : lotissement de colonisation jusqu'à la voie ferrée normale.

3° Immeuble de 240 hectares environ :

Nord-est : domaine forestier (Mamora) ;

Est : terrain collectif des Oulad Mellik ;

Sud : merja de l'oued Fouï ;

Ouest : lotissement de colonisation du Fouarat (lot Salah Rachid).

4° Immeuble de 1.120 hectares environ :

Nord : merja de l'oued Fopi ;

Est : lotissement de colonisation des Oulad Naïm, la Mamora ;

Sud : terrain collectif des Oulad Embark ;

Ouest : oued Fouarat et merja du Fouarat.

5° Immeuble de 560 hectares (4 parcelles alternant avec 4 parcelles appartenant aux Zehana) :

Nord : lotissement de colonisation du Fouarat ;

Est : merja et oued Fouarat ;

Sud : terrain collectif des Oulad Embark ;

Ouest : la Mamora, la collectivité des Saknia.

B. — Immeubles des Zehana

4 parcelles alternant avec 4 parcelles appartenant aux Oulad Aïch-Aboubyne, ensemble 560 hectares environ :

Nord : lotissement de colonisation du Fouarat ;

Est : merja et oued Fouarat ;

Sud : terrain collectif des Oulad Embark ;

Ouest : la Mamora, la collectivité des Saknia.

C. — Immeubles des Saknia

1° Immeuble de 198 hectares environ :

Nord : propriété « Bou Raba », titre 816 r. ;

Est : piste Kénitra-Sidi Aïch et au delà les Oulad Aïch-Aboubyne ;

Sud : collectivité des Oulad Aïch-Aboubyne ;

Ouest : Sebou.

2° Immeuble de 900 hectares environ :

Nord : propriétés Salah Rachid ;

Est : propriété Salah Rachid (titre 49 r.) ; propriété Biton (réquisition 1633 r.) ; propriété Bouchtyne ; parcelles de merja ; lotissement de colonisation du Fouarat jusqu'à la terre des Oulad Aïch-Aboubyne ;

Sud-ouest : la forêt de la Mamora, titre 1264 r., périmètre urbain de Kénitra, ancien parc à bestiaux.

Ces limites sont telles au surplus qu'elles sont indiquées au croquis annexé à la présente réquisition, par un liseré bleu pour les propriétés Oulad Aïch-Aboubyne, par un liseré rouge pour les propriétés Saknia, par un liseré jaune pour les propriétés Zehana.

A la connaissance du directeur général des affaires indigènes il n'existe aucune enclave privée ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi.

Les opérations de délimitation commenceront le 26 avril 1927, au sud de la première parcelle des Oulad Aïch, sur la piste Kénitra-Sidi Aïch, et se continueront les jours suivants s'il y a lieu, dans l'ordre qui sera adopté sur place par la commission de délimitation.

Rabat, le 7 décembre 1926.

Pour le directeur général des affaires indigènes,

RACT-BRANCAZ.

Arrêté viziriel

du 24 décembre 1926 (18 jourmada II 1345) ordonnant la délimitation d'immeubles collectifs situés sur le territoire de la tribu des Beni Ahsen (Kénitra-banlieue).

Le Grand Vizir.

Vu le dahir du 18 février 1924 (17 rejab 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives ;

Vu la requête du directeur général des affaires indigènes, en date du 7 décembre 1926, et tendant à fixer au 26 avril 1927 les opérations de délimitation des immeubles collectifs appartenant aux collectivités Oulad Aïch-Aboubyne, Zehana, Saknia, et situés sur le territoire de la tribu des Beni Ahsen, (Kénitra-banlieue).

ARRÊTE :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation des immeubles collectifs appartenant aux collectivités Oulad Aïch-Aboubyne, Zehana, Saknia, situés sur le territoire de la tribu des Beni Ahsen, conformément aux dispositions du dahir du 18 février 1924 (17 rejab 1342) susvisé.

ART. 2. — Les opérations commenceront le 26 avril 1927, à neuf heures, au sud de la première parcelle des Oulad Aïch, sur la piste Kénitra-Sidi Aïch et se poursuivront les jours

suyants, s'il y a lieu, dans l'ordre qui sera adopté sur place par la commission de délimitation.

Fait à Rabat,

le 18 jourmada II 1345.

(24 décembre 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 7 janvier 1927.

Le Ministre plénipotentiaire, Délégué à la Résidence générale,

URBAIN BLANC.

1081 R

ARRÊTÉ VIZIRIEL

du 18 décembre 1926 (12 jourmada II 1345) reportant la date des opérations de délimitation de treize immeubles collectifs situés sur le territoire de la tribu des Sfafa et Oulad Yahia (Petitjean).

Le Grand Vizir.

Vu l'arrêté viziriel du 2 juillet 1926 (21 hija 1344) fixant au 7 décembre 1926 les opérations de délimitation des immeubles collectifs dénommés :

1° « Bled Djemaa Oulad Hannoun II », aux Oulad Hannoun ;

2° « Bled Zitoun I », aux Oulad Hannoun et Oulad Abdallah, situés sur le territoire de la tribu des Sfafa ;

3° « Bled Tiguelmannine », aux Oulad Bou Tabet, Zehana, Oulad Mellouk et Tissane ;

4° « Bled Djemaa des Oulad ben Daoud », aux Oulad ben Daoud ;

5° « Bled Djemaa Aïn Chekef I », aux Naasa ;

6° « Bled Djemaa Aïn Chekef II », aux Zehana ;

7° « Bled Biar el Hajer I », aux Khenachfa, Oulad Hamid et Oulad ben Hammadi ;

8° « Bled Biar el Hajer II », aux Oulad Yahia ;

9° « Bled Sidi Youssef », aux Naasa ;

10° « Bled Lagriat », aux Oulad Hamid ;

11° « Bled Djemaa Oulad Moussa bel Ahsine », aux Oulad Moussa bel Ahsine ;

12° « Bled Djemaa des Khenachfa », aux Khenachfa ;

13° « Bled Zitoun II », aux Oulad Yahia, situés sur le territoire de la tribu des Oulad Yahia (Petitjean) ;

Attendu que les opérations n'ont pu être effectuées à la date prévue.

Sur la proposition du directeur général des affaires indigènes,

ARRÊTE :

Article unique. — Les opérations de délimitation des immeubles collectifs ci-dessus désignés, prévues par l'arrêté viziriel susvisé du 2 juillet 1926 (21 hija 1344), commenceront le 12 avril 1927, à neuf heures, au pont de l'oued Touriza, sur la route de Petitjean à Kénitra.

et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu,

Fait à Rabat, le

12 jourmada II 1345,

(18 décembre 1926).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

MOHAMMED EL MOKRI.

Rabat, le 7 janvier 1927.

Le ministre plénipotentiaire, Délégué à la Résidence générale,

URBAIN BLANC.

1013 R

ARRÊTÉ VIZIRIEL

du 14 décembre 1926 (8 jourmada II 1345) reportant la date des opérations de délimitation d'immeubles collectifs situés sur le territoire de la tribu des Oulad Bou Ziri (Settat-banlieue).

Le Grand Vizir.

Vu l'arrêté viziriel du 3 juillet 1926 (22 hija 1344) fixant au 3 novembre 1926 la délimitation des immeubles collectifs dénommés :

« Raba des Oulad Saïd ben Ali » ;

« Raba des Oulad Amrane » ;

« Raba des Oulad Yssek » ;

« Raba des Toualet » ;

« Raba des Touama », situés sur le territoire de la tribu des Oulad Bou Ziri (Settat-banlieue) ;

Attendu que ces opérations ont dû être interrompues ;

Sur la proposition du directeur général des affaires indigènes,

ARRÊTE :

Article unique. — Les opérations de délimitation des immeubles collectifs ci-dessus désignés seront reprises le 15 avril 1927, à neuf heures, à Koudiat el Beïda, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le

8 jourmada II 1345,

(14 décembre 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 24 décembre 1926.

Le ministre plénipotentiaire, Délégué à la Résidence générale,

URBAIN BLANC.

1014 R

Réquisition de délimitation

concernant l'immeuble domaniale dénommé « Bled ben Aouda », situé sur le territoire de la tribu des Hajaoua (cerole du Moyen Ouer-ra, région de Fès).

Le chef du service des domaines,

Agissant au nom et pour le compte du domaine privé de l'Etat chérifien, en conformité des dispositions de l'article 3

du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejev 1341),

Requiert la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled ben Aouda », situé sur le territoire de la tribu des Hajaoua (cercle du Moyen-Ouerra, région de Fès).

Cet immeuble, composé de huit parcelles d'une superficie totale approximative de 282 hectares, 61 arcs, 50 centiares, est limité :

Première parcelle
dite « Selfat el Kraa »
(13 ha. 35 a.).

Au nord : par les bleds Oulad Adia et Ben el Rali ;
A l'est : par le bled « Ould ben M'Hammed » ;
Au sud : par un ravin ;
A l'ouest : par le bled Mohamed ould el Hachemi.

Deuxième parcelle,
dite « Hamri ou Kherbat el Kraa »,
(17 ha. 22 a.).

Au nord : par le bled El Guerroua ;
A l'est : par le bled El Guerroua ;
Au sud : par l'oued Tamjerfat.

Troisième parcelle,
dite « Dehess ou Ben Chekfa »,
(77 ha. 4 a.).

Au nord : par l'oued Sebou et l'oued Tamjerfat ;
A l'est : par la piste de Tanger à Fès ;
Au sud : par le bled Moulay Tayeb, séparé par une piste ;
A l'ouest : par l'oued Sebou.

Quatrième parcelle,
dite « Aïssaouia »
(11 ha.).

Au nord : par le bled Oulad Aïssa ;
A l'est : par le bled Si Berrouaine ;
Au sud : par un ravin ;
A l'ouest : par le bled Oulad Aïssa.

Cinquième parcelle,
dite « Bir Bou Nouis »
(45 ha.).

Au nord : par un ravin et le bled Oulad Abbou ben Kaddour ;
A l'est : par un ravin ;
Au sud : par le trik Agbat el Mohor ;
A l'ouest : par le bled Oulad Abbou ben Tahar.

Sixième parcelle,
dite « Dayet ou L'Oulja »
(14 ha.).

Au nord : par le bled Oulad Abbou ben Kaddour ;
A l'est : par les bleds Si Hammada et Tahar ben Kaddour ;
Au sud : par le bled Tahar ben Omar ;
A l'ouest : par une terre inculte dite Sehira.

Septième parcelle,
dite « Guettarat el Doujat »,
(75 ha.).

Au nord : par le bled El Meniou ;
A l'est : par le bled Rezouane ;
Au sud : par le bled Rezouane ;
A l'ouest : par la piste de Tanger à Fès et le bled Meniou.

Huitième parcelle,
dite « Bled Ed Dehess »
(50 ha.).

Au nord : par le bled Rezouane et le Chaba Mellah Lalla Aïcha ;
A l'est : par la piste de Tanger à Fès ;
Au sud : par les bleds El Meratj et Rezouani ;
A l'ouest : par l'oued Sebou. Telles au surplus que ces limites sont indiquées par un liséré rose au croquis annexé à la présente réquisition. A la connaissance du service des domaines, il n'existe sur ledit immeuble aucune enclave privée, ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi. Les opérations de délimitation commenceront le 11 avril 1927, à la limite des bleds Mohamed ould el Hachemi et Oulad Adia, au nord-ouest de la parcelle dite « Selfat el Kraa », et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 30 décembre 1926.
FAVEREAU.

ARRÊTÉ VIZIRIEL

du 15 janvier 1927 (10 rejev 1345) ordonnant la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled ben Aouda », situé sur le territoire de la tribu des Hajaoua (cercle du Moyen-Ouerra, région de Fès).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règle-

ment spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejev 1341) ;

Vu la requête en date du 30 décembre 1926, présentée par le chef du service des domaines et tendant à fixer au 11 avril 1927 les opérations de délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled ben Aouda », situé sur le territoire de la tribu des Hajaoua (cercle du Moyen-Ouerra, région de Fès) ;
Sur la proposition du directeur général des finances,

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled ben Aouda », conformément aux dispositions du dahir susvisé du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejev 1341).

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 11 avril 1927, à neuf heures du matin, à la limite des bleds Mo-

hamed ould el Hachemi et Oulad Adia, au nord-ouest de la parcelle dite « Selfat el Kraa », et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu. *

Fait à Rabat, le 10 rejev 1345,
(15 janvier 1927).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 janvier 1927.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.

1015 R

DEUXIEME AVIS

Mme Davis a vendu l'Hôtel du Parc, sis rue de la République, immeuble Kabbadj, à la personne et au prix stipulé dans l'acte sous seing privé. Pour les oppositions s'adresser à l'agence Rabat-Immeubles A. Amzalag, avenue Dar El Makzen.

1113 R

LA CHEMISERIE MILITAIRE ET COLONIALE

Spécialité de chemises et caleçons sur mesures, bien connue au Maroc, adresse franco, sur demande, ses notices, prix courant, échantillons et tous renseignements nécessaires.

MAISON DE CONFIANCE

Adresse : Lingerie de qualité "SELECTA"
1, place du Champ, Chauvigny (Vienne)

BANK OF BRITISH WEST AFRICA Ltd.

Capital autorisé : L. 4.000.000

Capital souscrit : L. 3.000.000

Siège social : Londres

Succursales : Liverpool, Manchester, Hambourg, Casablanca, Fes, Marrakech, Mazagan, Mogador, Rabat, Safi, Tanger, Iles Canaries, Côtes de l'Afrique Occidentale.

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

Assurances

Immeuble Banque Anglaise — Casablanca
Bureaux à louer

Certifié authentique le présent exemplaire du

Bulletin Officiel n° 754 en date du 5 avril 1927,

dont les pages sont numérotées de 713 à 756 inclus.

L'imprimeur.

Vu pour la légalisation de la signature

de M. , chef de l'Exploitation de l'Imprimerie

Officielle, apposée ci-contre.

Rabat, le. 192...